



Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 3 octobre 1964

Quebec, Saturday, October 3, 1964

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on *Wednesday*, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on *Tuesday*. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la Reine,

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962.

5177 — 1-52-0

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Québec, May 5, 1962.

5177 — 1-52-0

Lettres patentes**Les abattoirs Auger inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Gérard Chapdelaine, avocat, 2250, Portland, Patrick Vallée, avocat, 1142, Grosvenor, et Lionel Jacques, comptable agréé, 396, Wood, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Acquérir et administrer un abattoir, sous le nom de « Les abattoirs Auger inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Camille, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-0

3214-64

Acme Steeple Jack Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Jean-Marc Poulin, 2390, Dudemaine, Micheline Corbeil, 2540, chemin côte Ste-Catherine, et André Primeau, 4121, rue Marlowe, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneur général d'entretien, sous le nom de « Acme Steeple Jack Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Letters Patent**Les abattoirs Auger inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Chapdelaine, advocate, 2250 Portland, Patrick Vallée, advocate, 1142 Grosvenor, and Lionel Jacques, chartered accountant, 396 Wood, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To acquire and manage a slaughter-house, under the name of "Les abattoirs Auger inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Camille, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3214-64

Acme Steeple Jack Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Marc Poulin, 2390 Dudemaine, Micheline Corbeil, 2540 côte Ste-Catherine Road, and André Primeau, 4121 Marlowe Street, all three lawyers, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general maintenance contractor, under the name of "Acme Steeple Jack Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,900 preferred shares of the par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974 3475-64

Agence Noël Pominville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1964, constituant en corporation: Noël Pominville, courtier d'assurance agréé, Flore Boileau, ménagère, épouse commune en biens dudit Noël Pominville, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Bertrand Martin, courtier d'assurance associé, tous trois d'Oka, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'assurance, sous le nom de « Agence Noël Pominville inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o 3346-64

Airport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Victor Pettigrew, contrôleur, 109, rue Provencher, Aline Michaud, ménagère, épouse dudit Victor Pettigrew, 109, rue Provencher, et Martin G. Langevin, contrôleur, 3859, chemin Ste-Foy, tous trois de St-Félix-du-Cap-Rouge, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif groupant les personnes intéressées à pratiquer le sport de l'aviation, sous le nom de « Airport Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera 109, rue Provencher, Cap-Rouge, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o 3637-64

Antique Fair Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'août 1964, constituant en corporation: Martin Gross, 1105, Ridgewood Drive, Chomedey, Joseph Mendelson, 5622, Jellicoe, Côte-St-Luc, et Leonard Sabloff, 3045, avenue Brighton, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974-o 3475-64

Agence Noël Pominville inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Noël Pominville, chartered insurance broker, Flore Boileau, housewife, wife common as to property of the said Noël Pominville, and duly authorized by him for these presents, and Bertrand Martin, associate insurance broker, all three of Oka, for the following purposes:

To carry on business as an insurance company, under the name of "Agence Noël Pominville inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Eustache, county of Two Mountains, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974 3346-64

Airport Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Victor Pettigrew, comptroller, 109 Provencher St., Aline Michaud, housekeeper, wife of the said Victor Pettigrew, 109 Provencher St., and Martin G. Langevin, comptroller, 3859 Ste-Foy Road, all three of St-Félix-du-Cap-Rouge, for the following purposes:

To form and direct a sports club grouping persons interested in practicing the sport of aviation, under the name of "Airport Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at 109 Provencher St., Cap-Rouge, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974 3637-64

Antique Fair Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Martin Gross, 1105 Ridgewood Drive, Chomedey, Joseph Mendelson, 5622 Jellicoe, Côte-St-Luc, and Leonard Sabloff, 3045 Brighton Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

Exercer le commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits, et pierres précieuses, livres et périodiques, peintures, oeuvres d'art, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Antique Fair Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal Ouest, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3532-64

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass and by-products of same, and in precious stones, books and periodicals, paintings, works of art, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Antique Fair Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal West, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3532-64

Anton & Bolduc Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Clifford George Meek, comptable, Theodore William Martinson, teneur de livres, et Charles Eric Humphrey, teneur de livres, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de peaux, pelleteries, articles de fourrure, peaux vertes et garnitures de fourrure et tout article vestimentaire, sous le nom de « Anton & Bolduc Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 7,500 actions privilégiées première catégorie d'une valeur au pair de \$10 chacune et 500 actions privilégiées seconde catégorie d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3443-64

Anton & Bolduc Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Clifford George Meek, accountant, Theodore William Martinson, bookkeeper, and Charles Eric Humphrey, bookkeeper, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in skins, pelts, articles of fur, hides and fur trimmings and any wearing apparel, under the name of "Anton & Bolduc Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each, 7,500 first preferred shares of the par value of \$10 each and 500 second preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3443-64

Asbestos Boulevard Auto Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1964, constituant en corporation: Octave Carignan, commerçant, Germain Caron, vendeur, tous deux d'Asbestos, et Marcel Roy, avocat, Richmond, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs parties et accessoires et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Asbestos Boulevard Auto Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Asbestos, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

2081-64

Asbestos Boulevard Auto Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Octave Carignan, trader, Germain Caron, salesman, both of Asbestos, and Marcel Roy, advocate, Richmond, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their parts and accessories, and to act as garagemen, under the name of "Asbestos Boulevard Auto Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Asbestos, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

2081-64

Associated Enterprises (1964) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1964, constituant en corporation: Jules Dupré, c.r., avocat, Guy Dupré, étudiant, tous deux 160, avenue Pagnuelo, Outremont, et Jacques Viger, commis, 4215, de la Roche, app. 41, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Associated Enterprises (1964) Limited », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3509-64

**Association parents-maitres,
St-Georges inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Dr François Cliche, médecin, St-Georges-Ouest, Jean Gosselin, bijoutier, et Gérard Parent, avocat, ces deux derniers de St-Georges-Est, pour les objets suivants:

Promouvoir l'éducation intégrale de la jeunesse, sous le nom de « Association parents-maitres, St-Georges inc. ».

Le siège social de la corporation sera à St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3557-64

La Belle Upholstering Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1964, constituant en corporation: Jack Shayne, 5781, Melting, Richard Gottlieb, 2960, Maplewood, William Levitt, 5020, St. Kevin, et Arthur Marcovitch, 5525, Trent, tous quatre avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et de nouveautés en ameublement, sous le nom de « La Belle Upholstering Co. Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3574-64

Associated Enterprises (1964) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jules Dupré, q.c., advocate, Guy Dupré, student, both of 160 Pagnuelo Avenue, Outremont, and Jacques Viger, clerk, 4215 de la Roche, Apt. 41, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Associated Enterprises (1964) Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3509-64

**Association parents-maitres,
St-Georges inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. François Cliche, physician, St-Georges-West, Jean Gosselin, jeweller, and Gérard Parent, advocate, the two latter of St-Georges-East, for the following purposes:

To promote the complete education of youth, under the name of "Association parents-maitres, St-Georges inc."

The head office of the corporation will be at St-Georges, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3557-64

La Belle Upholstering Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jack Shayne, 5781 Melting, Richard Gottlieb, 2960 Maplewood, William Levitt, 5020 St. Kevin, and Athur Marcovitch, 5525 Trent, all four advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties, under the name of "La Belle Upholstering Co. Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3574-64

La Bibliothèque du Jour inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Maurice Marquis, avocat, Cécile Boissonneault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Maurice Marquis, tous deux de 1476, boulevard Lebel, Chambly, et Gisèle Trudel, secrétaire, 1147, rue Breault, St-Vincent-de-Paul, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs, libraires, entrepreneurs de messagerie et autres commerces semblables, sous le nom de « La Bibliothèque du Jour inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,200 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3433-64

Maurice Boily Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17^e jour de juin 1964, constituant en corporation: Maurice Boily, industriel, Anita Dupaul, commerçante, épouse commune en biens dudit Maurice Boily, tous deux de 4631, rue Boissy, St-Vincent-de-Paul, et Lucien Boily, agent d'assurance, 31, rue Lapointe, Kénogami, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Maurice Boily Itée », avec un capital total de \$30,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Vincent-de-Paul, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17^e jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

2110-64

Ray Boisvert Sportwear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Raymond Boisvert, industriel, Ella Denis, ménagère, épouse dudit Raymond Boisvert, et Téléphore Boisvert, cultivateur, tous trois de St-Ludger, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et de tissus de toutes sortes, sous le nom de « Ray Boisvert Sportwear Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Ludger, district judiciaire de Beauce.

La Bibliothèque du Jour inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Marquis, advocate, Cécile Boissonneault, housewife, wife contractually separate as to property of the said Maurice Marquis, both of 1476 Lebel Blvd., Chambly, and Gisèle Trudel, secretary, 1147 Breault, Blvd., St-Vincent-de-Paul, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers, book-binders, librarians, shipping contractors and in other similar trades, under the name of "La Bibliothèque du Jour inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,200 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3433-64

Maurice Boily Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of June, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Boily, industrialist, Anita Dupaul, tradesman, wife common as to property of the said Maurice Boily, both of 4631 Boissy St., St-Vincent-de-Paul, and Lucien Boily, insurance agent, 31 Lapointe St., Kenogami, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Maurice Boily Itée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Vincent-de-Paul, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

2110-64

Ray Boisvert Sportwear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Boisvert, industrialist, Ella Denis, housewife, wife of the said Raymond Boisvert, and Téléphore Boisvert, farmer, all three of St-Ludger, for the following purposes:

To carry on business dealing in clothing and materials of all kinds, under the name of "Ray Boisvert Sportwear Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Ludger, judicial district of Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 11e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o 3558-64

L. Boucher inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1964, constituant en corporation: Lucien Boucher, commerçant, 6740, 7e Avenue, est, Pierre Boucher, voyageur de commerce, 575, 63e Rue, est, tous deux de Charlesbourg, et René Fréchette, voyageur de commerce, 156, Bourget, Villeneuve, pour les objets suivants:

Commerce du paier, de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de «L. Boucher inc.», avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et en 180 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 18e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o 3702-64

La Boulangerie Ducoteau Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1964, constituant en corporation: Bruno Colpron, avocat, 5860, Jumonville, Montréal, Marthe Chotard, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Pierre Chotard, 5003, Bossuet, Montréal, et Jean Montplaisir, avocat, 10563, boulevard St-Michel, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, pâtisseries, confiseurs et fournisseurs de tous genres d'aliments ou denrées, sous le nom de «La Boulangerie Ducoteau Itée», avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7S, rang Ste-Marguerite, Ste-Philomène, comté de Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 13e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o 3616-64

Le Bouvillon (Cowansville) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1964, constituant en corporation: Roméo Beauregard, restaurateur, Claude Noisieux, avocat, et Marie-Claire Marchand, secrétaire, tous trois de Cowansville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de «Le Bouvillon (Cowansville) inc.», avec un capital total de \$30,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$300 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 11th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974 3558-64

L. Boucher inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Boucher, trader, 6740, 7th Ave. East, Pierre Boucher, commercial traveller, 575, 63rd St. East, both of Charlesbourg, and René Fréchette, commercial traveller, 156 Bourget, Villeneuve, for the following purposes:

To deal in paper, furniture and novelties of all kinds, under the name of "L. Boucher inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$10 each and 180 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 18th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974 3702-64

La Boulangerie Ducoteau Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Colpron, advocate, 5860 Jumonville, Montreal, Marthe Chotard, secretary, wife contractually separate as to property of Pierre Chotard, 5003 Bossuet, Montreal, and Jean Montplaisir, advocate, 10563 St. Michel Blvd., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as bakers, pastry-cooks, confectioners and caterers of all kinds of foods and foodstuffs, under the name of "La Boulangerie Ducoteau Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 7S Ste. Marguerite range, Ste. Philomène, county of Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974 3646-64

Le Bouvillon (Cowansville) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Roméo Beauregard, restaurateur, Claude Noisieux, advocate, and Marie-Claire Marchand, secretary, all three of Cowansville, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Le Bouvillon (Cowansville) inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 100 common shares of \$300 each.

Le siège social de la compagnie sera à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3606-64

Brassière Jouvence inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1964, constituant en corporation: Achille Corbeil, expéditeur, Gertrude Laporte, manufacturière, épouse commune en biens dudit Achille Corbeil, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 512, rue Fournier, et Liliane Ménard, secrétaire, 558, rue Parent, tous trois de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire le commerce de brassières, gaines et autres vêtements pour dames, sous le nom de « Brassière Jouvence inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 510, rue Fournier, St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3590-64

Brome Central Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1964, constituant en corporation: Pothier Ferland, avocat, 735, rue Wilder, Outremont, Marc LeBlanc, étudiant, 4330, Girouard, Montréal, et Renée LeBlanc, secrétaire, 441, d'Amour, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Brome Central Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3626-64

Brome Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1964, constituant en corporation: Pothier Ferland, avocat, 735, Wilder, Outremont, Marc LeBlanc, étudiant, 4330, Girouard, Montréal, et Renée LeBlanc, secrétaire, fille majeure, 441, d'Amour, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (« holding »), sous le nom de « Brome Holdings Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

The head office of the company will be at Cowansville, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3606-64

Brassière Jouvence inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Achille Corbeil, shipper, Gertrude Laporte, manufacturer, wife common as to property of the said Achille Corbeil, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 512 Fournier St., and Liliane Ménard, secretary, 558 Parent St., all three of St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on the business of brassieres, girdles and other ladies' garments, under the name of "Brassière Jouvence inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 510 Fournier St., St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3590-64

Brome Central Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Pothier Ferland, advocate, 735 Wilder St., Outremont, Marc LeBlanc, student, 4330 Girouard, Montreal, and Renée LeBlanc, secretary, 441 d'Amour, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as builders and general contractors, under the name of "Brome Central Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3626-64

Brome Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Pothier Ferland, advocate, 735 Wilder, Outremont, Marc LeBlanc, student, 4330, Girouard, Montreal, and Renée LeBlanc, secretary, fille majeure, 441 d'Amour, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Brome Holdings Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o 3625-64

C. M. C. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1964, constituant en corporation: Albert Carpentier, surintendant, 10240, Verville, Montréal, Georges Major, aviculteur, St-Stanislas-de-Kostka, et Claude Coudry, mécanicien, 26, St-Viateur, Rigaud, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « C. M. C. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à paroisse St-Stanislas-de-Kostka, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o 3631-64

Calendrier & bottin téléphonique du centre social italien de l'Est inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1964, constituant en corporation: Carmine Lombardi, opérateur, Maria Farace, ménagère, épouse commune en biens dudit Carmine Lombardi, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 2720, rue Mercier, Antonino Petrilli, plombier, et Felicia Piroli, ménagère, épouse commune en biens dudit Antonino Petrilli, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 2860, Beauvillage, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Calendrier & bottin téléphonique du centre social italien de l'Est inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2860, rue Beauvillage, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o 3593-64

Camellia Swimwear & Sportswear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1964, constituant en corporation: Isidore Greenbaum, 615, Westluke, Côte-St-Luc, Baruch Pollack, 6085,

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974 3625-64

C. M. C. inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Albert Carpentier, superintendent, 10240 Verville, Montreal, Georges Major, poultryman, St-Stanislas-de-Kostka, and Claude Coudry, mechanic, 26 St-Viateur, Rigaud, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "C. M. C. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be in the parish of St-Stanislas-de-Kostka, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974 3631-64

Calendrier & bottin téléphonique du centre social italien de l'Est inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Carmine Lombardi, operator, Maria Farace, housewife, wife common as to property of the said Carmine Lombardi, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 2720 Mercier St., Antonino Petrilli, plumber, and Felicia Piroli, housewife, wife common as to property of the said Antonino Petrilli, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of 2860 Beauvillage, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors and advertising advisers, under the name of "Calendrier & bottin téléphonique du centre social italien de l'Est inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2860 Beauvillage Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974 3593-64

Camellia Swimwear & Sportswear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Isidore Greenbaum, 615 Westluke, Côte-St-Luc, Baruch Pollack, 6085 De Vimy, Montreal, and

De Vimy, Montréal, et Aaron Pollack, 1827, avenue North, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de maillots de bain et vêtements de sport, sous le nom de « Camellia Swimwear & Sportswear Ltd. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 450 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974

3616-64

Aaron Pollack, 1827 North Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in swimwear and sportswear, under the name of "Camellia Swimwear & Sportswear Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 50 common shares of a par value of \$100 each and 450 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3616-64

Cardinal Lithoplate Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1964, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, 7521, chemin Mountbatten, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, 144, chemin Finchley, Hampstead, tous deux avocats, et Bruno Gilbert, étudiant, 5900 rue Chambord, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de lithographes, graveurs, imprimeurs généraux, éditeurs, éditeurs de journaux, relieurs, libraires, fondeurs de caractères et agents de publicité, sous le nom de « Cardinal Lithoplate Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 795, rue Abbott, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974

3565-64

Centre bar laitier inc. Centre Milk Bar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1964, constituant en corporation: Jean Rivet, pharmacien, 1954, côte Terrebonne, R.R. No 1, Terrebonne, Paul Boileau, commis de pharmacie, 1845, avenue Galt, Montréal, et Lionel Huet, pharmacien, 6551, rue de Lanaudière, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce du lait, des produits et sous-produits du lait et autres produits alimentaires; faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Centre bar laitier inc.—Centre Milk Bar Inc. », avec un capital total de \$25,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3389-64

Cardinal Lithoplate Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Irwin S. Brodie, 7521 Mountbatten Road, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, 144 Finchley Road, Hampstead, both advocates, and Bruno Gilbert, student, 5900 Chambord Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of lithographers, engravers, general printers, publishers, newspaper publishers, bookbinders, booksellers, type foundry and advertising agents, under the name of "Cardinal Lithoplate Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 795 Abbott Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3565-64

Centre bar laitier inc. Centre Milk Bar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jean Rivet, pharmacist, 1954, côte Terrebonne, R.R. No. 1, Terrebonne, Paul Boileau, drug-store, clerk, 1845 Galt Ave., Montreal, and Lionel Huet, pharmacist, 6551 de Lanaudière, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in milk, products and by-products of milk and other food products; to carry on business as hoteliers, under the name of "Centre bar laitier inc.—Centre Milk Bar Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974

3389-64

**Céramiques des Monts inc.
Des Monts Ceramic Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1964, constituant en corporation: Claude Julien, commerçant, Monique Durand, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Claude Julien, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Ste-Adèle, et Paul Gélinas, avocat, Ste-Agathe-de-Monts, pour les objets suivants:

Faire le commerce de céramiques, de tuiles en céramiques et toutes autres tuiles, couvre-planchers ou revêtements de murs intérieurs ou extérieurs, de plafonds ou de toits, et de tous objets de décoration intérieure, sous le nom de « Céramiques des Monts inc.—Des Monts Ceramic Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Adèle, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o 3666-64

Chambly Plastic Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1964, constituant en corporation: Julio Rossi, machiniste, Montréal, Gabriel Charland, ouvrier, Chambly, et Alain Harbeck, vendeur, Fort-Chambly, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires, et de tous articles faits de plastique, sous le nom de « Chambly Plastic Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chambly, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o 3584-64

Chenor (Québec) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1964, constituant en corporation: Raymond Crevier, avocat, 245, avenue Outremont, Outremont, Claude Fontaine, avocat, 2935, avenue Maplewood, Montréal, et André Guertin, commis, 222, Lacharité, LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un magasin à rayon, sous le nom de « Chenor (Québec) inc. », avec un capital total de \$1,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

**Céramiques des Monts inc.
Des Monts Ceramic Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Claude Julien, trader, Monique Durand, housewife, wife contractually separate as to property of the said Claude Julien, and duly authorized by him for these presents, both of Ste-Adèle, and Paul Gélinas, advocate, Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business dealing in ceramics, ceramic tiles and all other tiles, floor coverings and interior or exterior wall coverings, ceiling and roofing materials, and all objects for interior decoration, under the name of "Céramiques des Monts inc.—Des Monts Ceramic Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Adèle, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974 3666-64

Chambly Plastic Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Julio Rossi, machinist, Montreal, Gabriel Charland, toolmaker, Chambly, and Alain Harbeck, salesman, Fort-Chambly, for the following purposes:

To carry on business dealing in motors, machines, their parts and accessories, and in all articles made of plastic, under the name of "Chambly Plastic Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chambly, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974 3584-64

Chenor (Québec) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Crevier, advocate, 245 Outremont Avenue, Outremont, Claude Fontaine, advocate, 2935 Maplewood Ave., Montreal, and André Guertin, clerk, 222 Lacharité, LaSalle, for the following purposes:

To carry on the business of a departmental store, under the name of "Chenor (Québec) inc.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 14e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3539-64

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 14th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974

3539-64

Club automobile de la Diable Devil's River Automobile Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Léo Samson, hôtelier, Mont-Tremblant, Maurice Paquin, administrateur, St-Jovite, et Paul Gélinas, avocat, Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club sportif et social, sous le nom de « Club automobile de la Diable — Devil's River Automobile Club ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Jovite, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 14e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3665-64

Le Club camping Rive-Sud (Montréal) inc. The South-Shore Camping Club (Montreal) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Couture, technicien, 680, Charles-Lussier, Boucherville, Pierre Parisot, vendeur, 53, De Tilly, Boucherville, et Henri-W. Laurier, avocat, 110, avenue Brixton, St-Lambert, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, social et récréatif, sous le nom de « Le Club camping Rive-Sud (Montréal) inc.—The South-Shore Camping Club (Montreal) Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 18e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3200-64

Le Club de la Seigneurie De Lanaudière inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Tanguay, homme d'affaires, Pulchérie Lamontagne, maîtresse de maison, épouse séparée de biens dudit Louis Tanguay, et Colombe Tanguay, institutrice, fille majeure, tous trois de 1910, boulevard Laird, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Club automobile de la Diable Devil's River Automobile Club

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Léo Samson, hotel-keeper, Mont-Tremblant, Maurice Paquin, administrator, St-Jovite, and Paul Gélinas, advocate, Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To establish and direct a sports and social club, under the name of "Club automobile de la Diable — Devil's River Automobile Club".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at St-Jovite, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 14th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974

3665-64

Le Club camping Rive-Sud (Montréal) inc. The South-Shore Camping Club (Montreal) Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard Couture, technician, 680 Charles-Lussier, Boucherville, Pierre Parisot, salesman, 53 De Tilly, Boucherville, and Henri-W. Laurier, advocate, 110 Brixton Avenue, St-Lambert, for the following purposes:

To form and manage a sports, social and recreative club, under the name of "Le Club camping Rive-Sud (Montréal) inc.—The South-Shore Camping Club (Montreal) Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Boucherville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 18th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974

3200-64

Le Club de la Seigneurie De Lanaudière inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Louis Tanguay, businessman, Pulchérie Lamontagne, housekeeper, wife separate as to property of the said Louis Tanguay, and Colombe Tanguay, teacher, fille majeure, all three of 1910 Laird Boulevard, Mount-Royal, for the following purposes:

Établir et diriger un club social et sportif, sous le nom de « Le Club de la Seigneurie De Lanaudière inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Didace, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3594-64

Le Club de quilles des 300 de Rimouski inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Wilson Janelle, employé civil, 14, rue St-Laurent, Laurent Tardif, administrateur, 2e Avenue, Rimouski-Est, et Léonard Turcotte, commerçant, 635, rue St-Germain, est, Rimouski, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Le Club de quilles des 300 de Rimouski inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Rimouski-Est, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3013-64

Club nautique de l'île Goyer inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Crevier, avocat, 245, avenue Outremont, Outremont, Paul Fortin, avocat, 1533, avenue McGregor, Montréal, et André Guertin, commis, 222, Lacharité, LaSalle, pour les objets suivants:

Créer et diriger un centre nautique, social, sportif et récréatif, sous le nom de « Club nautique de l'île Goyer inc. ».

Le montant de la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est limité à \$300,000.

Le siège social de la corporation sera à Chambly, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3691-64

Le Club social des syndicalistes de la région de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13 jour d'août 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Thibeault, conseiller technique, 155, boulevard

To establish and direct a social and sports club, under the name of "Le Club de la Seigneurie De Lanaudière inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation will be at St-Didace, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3594-64

Le Club de quilles des 300 de Rimouski inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Wilson Janette, civil employee, 14 St-Laurent St., Laurent Tardif, administrator, 2nd Avenue, Rimouski-East, and Léonard Turcotte, trader, 635 St-Germain St. East, Rimouski, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Le Club de quilles des 300 de Rimouski inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Rimouski-East, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3013-64

Club nautique de l'île Goyer inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond Crevier, advocate, 245 Outremont Ave., Outremont, Paul Fortin, advocate, 1533, McGregor Ave., Montreal, and André Guertin, clerk, 222 Lacharité, LaSalle, for the following purposes:

To create and direct a nautical, social, sports and recreational center, under the name of "Club nautique de l'île Goyer inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$300,000.

The head office of the corporation will be at Chambly, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3691-64

Le Club social des syndicalistes de la région de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, date the 13th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean Thibeault, technical adviser, 155 Charest Boulevard

Charest, est, Ozéa Auger, inspecteur du Comité Paritaire de l'Automobile, 230, rue Châteauguay, tous deux de Québec, et Roland Tapin, mécanicien, 7, rue Jacques-Crépeault, Les Saules, pour les objets suivants:

Réunir les syndicalistes en cercle ou club, dans un but national, social, professionnel, culture, sportif ou autres du même genre, sous le nom de « Le Club social des syndicalistes de la région de Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera 155, boulevard Charest, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3444-64

Comptoirs Horizon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1964, constituant en corporation: Albert Leclerc, architecte, 1514, de la Sapinière, Sacré-Coeur de Rimouski, Jacques Taschereau, notaire, 315, avenue Laurier, et Jeannine Caron, secrétaire, célibataire majeure, 1439, chemin Ste-Foy, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Commerce de cadeaux, oeuvres d'art, articles de peinture et de dessin, livres, papeterie, disques et autres articles semblables, sous le nom de « Comptoirs Horizon inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune, 9,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 900 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3725-64

Les Confiseries de l'Isle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1964, constituant en corporation: Lucien Ducharme, avocat, 779, rue Louis-Normandin, Boucherville, Jean-Guy Bérubé, optométriste, 94, rue Clifton, St-Bruno-de-Montarville, et René Aubé, commis, 1006, rue Hôtel-de-Ville, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme confiseurs, pâtisseries et boulangers, sous le nom de « Les Confiseries de l'Isle inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 16, Sheraton, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

East, Ozéa Auger, inspector for the Automobile Parittee Committee, 230 Châteauguay Street, both of Quebec, and Roland Tapin, mechanic, 7 Jacques-Crépeault Street, Les Saules, for the following purposes:

To reunite trade-unionists into a circle or club, for national, social, professional, cultural, sports or other reasons of the same nature, under the name of « Le Club social des syndicalistes de la région de Québec ».

To amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at 155 Charest Boulevard East, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3444-64

Comptoirs Horizon inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Albert Leclerc, architect, 1514 de la Sapinière, Sacré-Coeur de Rimouski, Jacques Taschereau, notary, 315 Laurier Avenue, and Jeannine Caron, secretary, fille majeure, 1439, Ste-Foy Road, the latter two of Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in presents, works of art, paintings and drawings, books, stationery, discs, and other similar articles, under the name of « Comptoirs Horizon inc. », with a total capital stock of \$200,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each, 9,000 preferred shares class « A » of a nominal value of \$10 each and into 900 preferred shares class « B » of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3725-64

Les Confiseries de l'Isle inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Ducharme, advocate, 779 Louis-Normandin Street, Boucherville, Jean-Guy Bérubé, optometrist, 94 Clifton Street, St-Bruno-de-Montarville, and René Aubé, clerk, 1006, Town Hall Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as confectioners, pastry-cooks and bakers, under the name of « Les Confiseries de l'Isle inc. », with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 16, Sheraton, Mont-Royal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 12e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o 3067-64

**Construction Guy Villeneuve Itée
Guy Villeneuve Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1964, constituant en corporation: Guy Villeneuve, entrepreneur, Noëlla Deslauriers, ménagère, épouse séparée de biens dudit Guy Villeneuve, tous deux de 31, rue Meunier, et Albert Villeneuve, entrepreneur, 27, rue Meunier, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Construction Guy Villeneuve Itée — Guy Villeneuve Construction Ltd. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o 3164-64

**Corporation de l'hôpital général
de Chandler**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Fraser, comptable agréé, Dr Gérard Dagneault, médecin, et Louis Doiron, avocat, tous trois de Chandler, pour les objets suivants:

Maintenir et administrer un hôpital, sous le nom de « Corporation de l'hôpital général de Chandler ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$4,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Chandler, district judiciaire de Gaspé.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o 1169-64

Adrien Côté Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1964, constituant en corporation: Adrien Côté, industriel, Germaine Godin, ménagère, épouse commune en biens dudit Adrien Côté, Henri-Guy Côté, mesureur de bois diplômé, et Florian Langlois, camionneur, tous quatre de Ste-Christine, comté de Portneuf, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Adrien Côté Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974 3067-64

**Construction Guy Villeneuve Itée
Guy Villeneuve Construction Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Guy Villeneuve, contractor, Noëlla Deslauriers, housewife, wife separate as to property of the said Guy Villeneuve, both of 31 Meunier Street, and Albert Villeneuve, contractor, 27 Meunier, all three of Hull, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Construction Guy Villeneuve Itée — Guy Villeneuve Construction Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974 3164-64

**Corporation de l'hôpital général
de Chandler**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Robert Fraser, chartered accountant, Dr. Gérard Dagneault, physician, and Louis Doiron, advocate, all three of Chandler, for the following purposes:

To maintain and administer a hospital, under the name of "Corporation de l'hôpital général de Chandler".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$4,000,000.

The head office of the corporation will be at Chandler, judicial district of Gaspé.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974 1169-64

Adrien Côté Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Adrien Côté, industrialist, Germaine Godin, housewife, wife common as to property of the said Adrien Côté, Henri-Guy Côté, licensed wood culler, and Florian Langlois, trucker, all four of Ste-Christine, county of Portneuf, for the following purposes:

The industry and business dealing in lumber, under the name of "Adrien Côté Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Christine, comté de Portneuf, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

2632-64 7974

The head office of the company will be at Ste-Christine, county of Portneuf, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2632-64

Créations Giustino inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Lionel Eymard, avocat, 10339, boulevard St-Laurent, Guy Laniel, comptable agréé, 10339, boulevard St-Laurent, et Germain Daigneault, commis, 10339, boulevard St-Laurent, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de robes et autres vêtements pour dames, sous le nom de « Créations Giustino inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3650-64

7974

Créations Giustino inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Lionel Eymard, advocate, 10339 St. Lawrence Blvd., Guy Laniel, chartered accountant, 10339 St. Lawrence Blvd., and Germain Daigneault, clerk, 10339 St. Lawrence Blvd., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in dresses and other clothing for women, under the name of "Créations Giustino inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3650-64

D. D. transport Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Léonide Delisle, briquetier, 11555, Hénault, Clairment Delisle, entrepreneur, 3907, Martial, Marcel Delisle, entrepreneur, 5124, Perras, et Clomène Delisle, industriel, 10585, Garon, tous quatre de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise générale de transport, sous le nom de « D. D. transport Itée », avec un capital total de \$60,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10635, avenue Racette, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3700-64

7974

D. D. transport Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Léonide Delisle, bricklayer, 11555, Hénault, Clairment Delisle, contractor, 3907 Martial, Marcel Delisle, contractor, 5124 Perras, and Clomène Delisle, industrialist, 10585 Garon, all four of Montreal North, for the following purposes:

To carry on business dealing in general transportation, under the name of "D. D. transport Itée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 10635 Racette Ave., Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3700-64

Dane Automotive Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Harold Ashenmil, avocat, Julian Kotler, avocat, et Stanley Shuster, avocat, tous trois de 901, rue Bleury, Montréal, pour les objets suivants:

Dane Automotive Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Harold Ashenmil, advocate, Julian Kotler, advocate, and Stanley Shuster, advocate, all three of 901 Bleury Street, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'accessoires d'automobiles, de garage et de quincaillerie, sous le nom de « Dane Automotive Products Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974 3544-64

Dangil Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1964, constituant en corporation: David Goodman, c.r., avocat, 11, chemin Lyncroft, Hampstead, Ivan Edward Phillips, avocat, 48, place Belvedere, Westmount, et Daniel Miller, avocat, 5714, chemin Edgemore, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Dangil Investment Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974 3633-64

Décoration Dupuis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Albert Dupuis, marchand, Béatrice Spénard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Albert Dupuis, tous deux de 260, St-Marcel, et Philippe Lamontagne, vendeur, 454, rue Bruno, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Décoration Dupuis inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune, 380 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o 2949-64

Le Développement des Deux Montagnes inc.
Two Mountains Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouverne-

To deal in automotive, garage and hardware supplies, under the name of "Dane Automotive Products Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of the par value of \$10 each and 1,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974-o 3544-64

Dangil Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: David Goodman, q.c., advocate, 11 Lyncroft Road, Hampstead, Ivan Edward Phillips, advocate, 48 Belvedere Place, Westmount, and Daniel Miller, advocate, 5714 Edgemore Road, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Dangil Investment Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974-o 3633-64

Décoration Dupuis inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Albert Dupuis, merchant, Béatrice Spénard, housewife, wife contractually separate as to property of the said Albert Dupuis, both of 260 St-Marcel, and Philippe Lamontagne, salesman, 454 Bruno St., all three of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Décoration Dupuis inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$10 each, 380 preferred class "A" shares of a nominal value of \$100 each and 100 preferred class "B" shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974 2949-64

Le Développement des Deux Montagnes inc.
Two Mountains Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1964, have

ment de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Conrad Shatner, avocat, 4725, Fulton, Montréal, Guy Carrière, ingénieur, 1270, rue Elizabeth St-Laurent, et Rhoda Cohen, secrétaire, célibataire, 6427, MacDonald, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Le Développement des Deux Montagnes inc.—Two Mountains Development Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974

3634-64

Doneuil Itée
Doneuil Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Paul Guillemette, notaire, Donnacona, Camille Germain, marchand, Donnacona, et Victor Germain, restaurateur, 899, Chanoine-Martin, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de « Doneuil Itée — Doneuil Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions spéciales d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Donnacona, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3470-64

Frank A. Dupuis & cie Itée
Frank A. Dupuis & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Albert Noël, industriel, 5868, rue Sherbrooke, est, Ruth Anna April, secrétaire, fille majeure, 3387, Place de Léry, tous deux de Montréal, et Oscar Noël, rentier, Nicolet, pour les objets suivants:

Commerce d'ingrédients et articles employés dans la fabrication d'eaux gazeuses et autres liquides, sous le nom de « Frank A. Dupuis & cie Itée — Frank A. Dupuis & Co. Ltd. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5868, rue Sherbrooke, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3355-64

been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Conrad Shatner, advocate, 4725 Fulton, Montreal, Guy Carrière, engineer, 1270 Elizabeth Street, St-Laurent, and Rhoda Cohen, secretary, spinster, 6427 MacDonald, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Le Développement des Deux Montagnes inc.—Two Mountains Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3634-64

Doneuil Itée
Doneuil Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Paul Guillemette, notary, Donnacona, Camille Germain, merchant, Donnacona and Victor Germain, restaurateur, 899 Chanoine-Martin, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Doneuil Itée — Doneuil Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 special shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at Donnacona, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974

3470-64

Frank A. Dupuis & cie Itée
Frank A. Dupuis & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Albert Noël, industrialist, 5868 Sherbrooke St. East, Ruth Anna April, secretary, fille majeure, 3387 Place de Léry, both of Montreal, and Oscar Noël, annuitant, Nicolet, for the following purposes:

To deal in ingredients and articles used in the manufacture of soft drinks and other liquids, under the name of "Frank A. Dupuis & cie Itée — Frank A. Dupuis & Co. Ltd.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5868 Sherbrooke St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974

3355-64

El-Mec Advanced Tutoring Institute Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1964, constituant en corporation: Mortimer J. Constantine, avocat, 3455, rue Aylmer, Penthouse #6, Montréal, Mary Ravachol, secrétaire, célibataire, 3590, rue Dézéry, app. #15, Montréal, et Philip Shait, comptable agréé, 4037, MacKenzie, Chomedey, pour les objets suivants:

Entretenir un pensionnat et un externat et procurer les moyens de prononcer et tenir des cours, expositions, assemblées publiques, classes et conférences, sous le nom de « El-Mec Advanced Tutoring Institute Inc. », avec un capital total de \$5,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 502, avenue Lansdowne, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3661-64

El-Mec Advanced Tutoring Institute Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Mortimer J. Constantine, attorney, 3455 Aylmer Street, Penthouse #6, Montreal, Mary Ravachol, secretary, spinster, 3590 Dézéry Street, Apt. #15, Montreal, and Philip Shait, chartered accountant, 4037 MacKenzie, Chomedey, for the following purposes:

To carry on a residential and day school and to provide for the delivering and holding of lectures, exhibitions, public meetings, classes and conferences, under the name of "El-Mec Advanced Tutoring Institute Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 502 Lansdowne Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3661-64

**Les Entrepreneurs Samson inc.
Samson Contractors Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1964, constituant en corporation: Pothier Ferland, avocat, 735, rue Wilder, Outremont, Antoine Paré, avocat, 358, rue Olivier, Westmount, et Marc Leblanc, étudiant, 4330, rue Girouard, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux et plus particulièrement en matière de fondation et de pieux, sous le nom de « Les Entrepreneurs Samson inc.—Samson Contractors Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3124-64

**Les Entrepreneurs Samson inc.
Samson Contractors Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Pothier Ferland, advocate, 735 Wilder St., Outremont, Antoine Paré, advocate, 358 Olivier St., Westmount, and Marc Leblanc, student, 4330, Girouard St., Montreal, for the following purposes:

To act as general contractors and more particularly in fields of foundations and piles, under the name of "Les Entrepreneurs Samson inc.—Samson Contractors Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3124-64

Les Entreprises Fontaine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1964, constituant en corporation: Louis Fontaine, commerçant, 6365, 8e avenue, Simone Santerre, secrétaire, fille majeure, 8251, rue Boyer, tous deux de Montréal, et Pierre Tremblay, avocat, 5043, Bel Air Drive, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Les Entreprises Fontaine inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6365, 8e Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Les Entreprises Fontaine inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Louis Fontaine, tradesman, 6365, 8th Ave., Simone Santerre, secretary, fille majeure, 8251 Boyer St., both of Montreal, and Pierre Tremblay, advocate, 5043 Bel Air Drive, Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Les Entreprises Fontaine inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 6365, 8th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 13e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3515-64

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974

3515-64

Équipement B. G. inc.
B. G. Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1964, constituant en corporation: Alphonse Bellavance, ingénieur professionnel, 2055, boulevard Levesque, Duvernay, Jean-Pierre Geoffroy, représentant, 7082, Verdier, St-Léonard, et Paul Guilbault, avocat, 7480, Lisieux, St-Léonard, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machinerie ou équipement industriel, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Équipement B. G. inc.—B. G. Equipment Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Sulpice, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3595-64

European Holidays Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1964, constituant en corporation: Theodore H. Shapiro, avocat, 5175, chemin côte St-Luc, Montréal, Earl H. Drymer, avocat, 5045, avenue Borden, Montréal, et Marcia Shetzen, secrétaire, fille majeure, 2705, avenue Kent, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une agence générale de billets et bureau de tourisme, sous le nom de « European Holidays Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974

3607-64

Les Fournisseurs Professionnels inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1964, constituant en corporation: André Valiquette, 3340, Beauséjour, St-Laurent, André Bélisle, 11820, de Poutrincourt, tous deux avocats, et Guy F. Gervais, étudiant, 3245, Linton, app. 11, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Équipement B. G. inc.
B. G. Equipment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Alphonse Bellavance, professional engineer, 2055 Levesque Blvd., Duvernay, Jean-Pierre Geoffroy, representative, 7082 Verdier, St-Léonard, and Paul Guilbault, advocate, 7480 Lisieux, St-Léonard, for the following purposes:

To carry on business dealing in industrial machinery or equipment, their parts and accessories, under the name of "Équipement B. G. inc.—B. G. Equipment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Sulpice, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974

3595-64

European Holidays Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Theodore H. Shapiro, advocate, 5175 côte St-Luc Road, Montreal, Earl H. Drymer, advocate, 5045 Borden Avenue, Montreal, and Marcia Shetzen, secretary, fille majeure, 2705 Kent Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a general ticket agency and travel bureau, under the name of "European Holidays Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3607-64

Les Fournisseurs Professionnels inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: André Valiquette, 3340 Beauséjour, St-Laurent, André Bélisle, 11820 de Poutrincourt, both advocates, and Guy F. Gervais, student, 3245 Linton, apt. 11, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de fournitures de bureau, sous le nom de « Les Fournisseurs Professionnels inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1405, Bishop, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3555-64

Félicien Frappier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1964, constituant en corporation: Félicien Frappier, entrepreneur, Windsor Mills, Doris Pelletier, secrétaire, et J.-Edgar Houle, comptable, ces deux derniers de 230, King, ouest, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et commerce de marchands de bois, sous le nom de « Félicien Frappier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Windsor Mills, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3602-64

Guité incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1964, constituant en corporation: André Dubé, Jean Arsenault, avocats, de New Carlisle, et Charles F. Guité, commerçant, Bonaventure, pour les objets suivants:

Commerce de tout genre et catégorie d'objets, articles, marchandises et produits ou denrées, alimentaires, sous le nom de « Guité incorporée » avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bonaventure, district judiciaire de Bonaventure.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

1380-64

Réal Hamel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1964, constituant en corporation: Marcel Cinq-Mars, avocat, 144, rue Saguenay, Noranda, Alfred

To carry on the business of office supplies, under the name of "Les Fournisseurs Professionnels inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 1405 Bishop, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3555-64

Félicien Frappier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, incorporating: Félicien Frappier, contractor, Windsor Mills, Doris Pelletier, secretary, and J.-Edgar Houle, accountant, the latter two of 230 King West, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and dealing in lumber, under the name of "Félicien Frappier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Windsor Mills, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3602-64

Guité incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: André Dubé, Jean Arsenault, advocates, of New Carlisle, and Charles F. Guité, tradesman, of Bonaventure, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds and categories of objects, articles, merchandise and products or foodstuffs, under the name of "Guité incorporée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at Bonaventure, judicial district of Bonaventure.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

1380-64

Réal Hamel inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Cinq-Mars, advocate, 144 Saguenay, Noranda, Alfred Leclerc, accountant, 165, 15th

Leclerc, comptable, 165, 15e rue, Noranda, et Julienne Pilon, secrétaire, fille majeure, 169, rue Latulipe, ouest, Rouyn, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Réal Hamel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3401-64

Hermes Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1964, constituant en corporation: Constantin Pitsinis, 7035, Wiseman; app. 1, Constantinos Kyriazopoulos, 669, Querbes, et Nick Amanatides, 4272, St-Urbain, tous trois charpentiers, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction, sous le nom de « Hermes Construction Co. Ltd. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3683-64

Hope Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour d'août 1964, constituant en corporation: Jack Shayne, 5781, Melling, Montréal, Richard Gottlieb, 2960, Maplewood, Montréal, et William Levitt, 5020, St-Kevin, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Hope Investment Corp. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 80,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3428-64

Hôpital Notre-Dame de Gatineau Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres

St., Noranda, and Julienne Pilon, secretary, fille majeure, 169 Latulipe St., West, Rouyn, for the following purposes:

To carry on business as operators in motor vehicles, their parts and accessories and to do business as garage-keepers, under the name of "Réal Hamel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at La Sarre, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3401-64

Hermes Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Constantin Pitsinis, 7035 Wiseman, Apt. 1, Constantinos Kyriazopoulos, 669 Querbes, and Nick Amanatides, 4272 St-Urbain, all three carpenters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Hermes Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,500 common shares of the par value of \$10 each and 1,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3683-64

Hope Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jack Shayne, 5781 Melling, Montreal, Richard Gottlieb, 2960 Maplewood, Montreal, and William Levitt, 5020 St. Kevin, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Hope Investment Corp.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 80,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3428-64

Hôpital Notre-Dame de Gatineau Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Govern-

patentes, en date du 19e jour d'août 1964, constituant en corporation: Claude-André Gauthier, directeur d'hôpitaux privés, Gatineau, Michèle Costello, ménagère, épouse séparée de biens dudit Claude-André Gauthier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Gatineau, et Rodrigue Farley, avocat, Hull-Sud, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et administrer un hôpital, sous le nom de « Hôpital Notre Dame de Gatineau Itée », avec un capital total de \$60,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 176, rue Brian, Gatineau, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

10209-62

Hôtel Larose Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1964, constituant en corporation: Gisèle Lapierre, 420, rue Principale, Laurette Bélanger, 465, rue Duvernay, toutes deux de Granby, et Janine Laguë, St-Césaire, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtel Larose Itée », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3706-64

Hudson Copper Mines Ltd. (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1964, constituant en corporation: Michael Garber, c.r., Westmount, Jacob Harold Blumenstein, c.r., Montréal, et Harry Yohalem Garber, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Prospecter et explorer pour la découverte de mines et minéraux, sous le nom de « Hudson Copper Mines Ltd » (No Personal Liability), avec un capital total de \$1,002, divisé en 1,002 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3653-64

ment of the Province of Quebec, incorporating: Claude-André Gauthier, director of private hospitals, Gatineau, Michèle Costello, housekeeper, wife separate as to property of the said Claude-André Gauthier, and duly authorized by him for these presents, Gatineau, and Rodrigue Farley, advocate, Hull-South, for the following purposes:

To establish, maintain and administrate a hospital, under the name of "Hôpital Notre Dame de Gatineau Itée", with a total capital stock of 60,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at 176 Brian St., Gatineau, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

7974

10209-62

Hôtel Larose Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Gisèle Lapierre, 420 Principate St., Laurette Bélanger, 465 Duvernay St., both of Granby, and Janine Laguë, St-Césaire all three secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on business operating hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel Larose Itée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

7974

3706-64

Hudson Copper Mines Ltd. (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Michael Garber, q.c., Westmount, Jacob Harold Blumenstein, q.c., Montreal, and Harry Yohalem Garber, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Hudson Copper Mines Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$1,002, divided into 1,002 common shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3653-64

Les Industries de Saint-Camille limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1964, constituant en corporation: Laurent Cossette, avocat, 855, le Prémont, Ste-Foy, Georges Boudreau, avocat, 224, Ste-Catherine, Québec, et Suzanne Hamel, secrétaire, 1435, boulevard Hamel, L'Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et de tissus, sous le nom de « Les Industries de Saint-Camille limitée », avec un capital total de \$35,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Sabine Station, comté de Bellechasse, district judiciaire de Montmagny.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3596-64

**International Rayguy Co. Ltd.
La Compagnie Rayguy internationale Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1964, constituant en corporation: Raynald Gagné, employé civil, Rimouski, Jean-Guy Godin, employé du C.N.R., Gaspé, et Gildard Godin, opérateur du C.N.R., Richibouctou, province du Nouveau-Brunswick, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, grès, nylon, plastique, verre, glaise, textile, fourrure et leurs sous-produits; de merceries, produits comestibles, instruments et équipements électroniques, électriques de précision, animaux, minéraux, pierres précieuses, peintures, travaux d'art et objets d'art, produits chimiques, articles et produits de beauté, bijouterie et bibelots, vêtements, divers articles de toilette, parfum, produits de la terre, de la mer, de la forêt, livres et périodiques, meubles et articles de sport, aliments, articles publicitaires, sous le nom de « International Rayguy Co. Ltd.—La Compagnie Rayguy internationale Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

2377-64

J. V. Labbé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1964, constituant en corporation: Viateur Labbé, industriel, Suzelle Bernier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Viateur Labbé, tous deux de 68,

Les Industries de Saint-Camille limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Laurent Cossette, advocate, 855 le Prémont, Ste-Foy, Georges Boudreau, advocate, 224 Ste-Catherine, Quebec, and Suzanne Hamel, secretary, 1435 Hamel Blvd., L'Ancienne-Lorette, for the following purposes:

To carry on business dealing in clothing and fabrics, under the name of "Les Industries de Saint-Camille limitée", with a total capital stock of \$35,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Sabine Station, county of Bellechasse, judicial district of Montmagny.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974

3596-64

**International Rayguy Co. Ltd.
La Compagnie Rayguy internationale Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Raynald Gagné, civil employee, Rimouski, Jean-Guy Godin, C.N.R. employee, Gaspé, and Gildard Godin, C.N.R. operator, Richibouctou, province of New Brunswick, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products, articles and merchandise made, wholly or partially, of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, sandstone, nylon, plastic, glass, clay, textiles, fur and their by-products; in small wares, food products, electronic and electrical precision instruments and equipment, animals, minerals, precious stones, paint, works of art and "objets d'art", chemical products, beauty articles and products, jewelry and knick-knacks, clothing, various toiletries, perfume, products of the land, the sea and the forest, books and periodicals, furniture and sports, articles, food, publicity articles, under the name of "International Rayguy Co. Ltd.—La Compagnie Rayguy internationale Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974

2377-64

J. V. Labbé inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Viateur Labbé, industrialist, Suzelle Bernier, housewife, wife separate as to property of the said Viateur Labbé, both of 68, 15th St., Roxboro,

15e rue, Roxboro, et Jean-Paul Labbé, courtier, 827, avenue Monk, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « J. V. Labbé inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 68, 15e rue, Roxboro, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3820-64

Laboratoire Charles-Alain Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1964, constituant en corporation: Jean Guy, 5400, de Louisbourg, Montréal, Claude Leduc, 1697, boulevard Graham, Mont-Royal, Jean Lefrançois, 191, Maplewood, Outremont, et Pierre Lapointe, 3797, rue Vendôme, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme chimistes dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Laboratoire Charles-Alain Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3600-64

**Labrador Exploration (Quebec) Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1964, constituant en corporation: Percy Claire Finlay, conseil en loi de la Reine, 184, boulevard Alexandra, Toronto, Charles Gibbs Cowan, avocat, 220, chemin Rosemary, Toronto, John Franklin Lake, conseil en Loi de la reine, Thornhill, Thomas Hamilton Thomson, avocat, 26 McRae Drive, Toronto, et Lawrence Marshall Keay, avocat, Larkfield Drive, Don Mills, tous les cinq de la province d'Ontario, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Labrador Exploration (Quebec) Limited » (No Personal Liability), avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera 1155, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3657-94

and Jean-Paul Labbé, 827 Monk Ave., Quebec, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "J. V. Labbé inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 68, 15th St., Roxboro, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3820-64

Laboratoire Charles-Alain Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jean Guy, 5400 de Louisbourg, Montreal, Claude Leduc, 1697 Graham Blvd., Mount-Royal, Jean Lefrançois, 191 Maplewood, Outremont, and Pierre Lapointe, 3797 Vendôme, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on business as chemists in all their specialties, under the name of "Laboratoire Charles-Alain Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3600-64

**Labrador Exploration (Quebec) Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Percy Claire Finlay, Queen's Counsel, 184 Alexandra Boulevard, Toronto, Charles Gibbs Cowan, solicitor, 220 Rosemary Road, Toronto, John Franklin Lake, Queen's Counsel, Thornhill, Thomas Hamilton Thomson, solicitor, 26 McRae Drive, Toronto, and Lawrence Marshall Keay, solicitor, 20 Larkfield Drive, Don Mills, all five of the Province of Ontario, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Labrador Exploration (Quebec) Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3657-64

Lacombe automobiles ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Roland Lacombe, industriel, 13090, boulevard Gouin, ouest, Ste-Geneviève, Laurence MacGregor, avocat, 111, avenue Brock nord, Montréal-Ouest, et Arclen Blakely, avocat, 170, avenue Morrison, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs parties et accessoires et faire affaires comme garagistes, sous le nom de «Lacombe automobiles ltée», avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera route 17, Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3604-64

Lacombe automobiles ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Roland Lacombe, industrialist, 13090, Gouin Blvd, West, Ste-Geneviève, Laurence MacGregor, advocate, 111 Brock Avenue, north, Montreal-West, and Arclen Blakely, advocate, 170 Morrison Avenue, Mont-Royal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, parts and accessories thereof, and to act as garage keepers, under the name of "Lacombe automobiles ltée", with a total capital stock of 10,000 common shares without nominal value and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Route 17, Vaudreuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3604-64

Laiterie Bastien inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Norman C. Denys, avocat, 116, avenue Jasper, Mont-Royal, Jacques Florent, comptable, 3920, Evelyn, Verdun, Lise Morin, 8887, Tolhurst, Nicole Ménard, 8270, Lajeunesse, et Pierrette Fraser, 7244, des Érables, ces trois dernières secrétaires, filles majeures usant de leurs droits, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une laiterie dans toutes ses spécialités, sous le nom de «Laiterie Bastien inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3601-64

Laiterie Bastien inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Norman C. Denys, advocate, 116 Jasper Ave., Mount Royal, Jacques Florent, accountant, 3920 Evelyn, Verdun, Lise Morin, 8887 Tolhurst, Nicole Ménard, 8270 Lajeunesse, and Pierrette Fraser, 7244 des Érables, the three latter secretaries, spinsters of the full age of majority in use of their rights, of Montreal, for the following purposes:

To operate a dairy in all its specialties, under the name of "Laiterie Bastien inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3601-64

Lakeshore General Hospital Foundation

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12^e jour d'août 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Clarence Sutherland Campbell, 3460, rue Simpson, Montréal, Roland-Richard Bibeau, 70, terrasse Ballantyne, Dorval, George William Huggett, 8, Woodridge Crescent, Beaconsfield, Maxwell Weir Mackenzie, Quarry Point, Como, Gordon James Stringer, 7, place Harrow, Beaconsfield, et John McTavish Wells, 3940, chemin de la côte des Neiges, Montréal, tous les six administrateurs, pour les objets suivants:

Recevoir et maintenir un ou des fonds et les appliquer de temps à autre, tous ou en partie, ou le revenu d'iceux à des fins charitables dans

Lakeshore General Hospital Foundation

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Clarence Sutherland Campbell, 3460 Simpson Street, Montreal, Roland-Richard Bibeau, 70 Ballantyne Terrace, Dorval, George William Huggett, 8 Woodridge Crescent, Beaconsfield, Maxwell Weir Mackenzie, Quarry Point, Como, Gordon James Stringer, 7 Harrow Place, Beaconsfield, and John McTavish Wells, 3940 côte des Neiges Road, Montreal, all six executives, for the following purposes:

To receive and maintain a fund or funds and apply, from time to time, all or part thereof or the income therefrom for charitable purposes

la province de Québec, en faisant des cadeaux, des dons, des contributions et des donations à « Lakeshore General Hospital », de la ville de Beaconsfield, province de Québec, sous le nom de « Lakeshore General Hospital Foundation ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3618-64

Harold Lalongé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1964, constituant en corporation: Harold Lalongé, pharmacien, Yolande Leduc, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Harold Lalongé, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 186, rue Notre-Dame, St-Paul-l'Ermitte, et Gilles Durand, comptable, 8852, rue Esplanade, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Harold Lalongé inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 186, rue Notre-Dame, St-Paul-l'Ermitte, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3386-64

Pierre Lamy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1964, constituant en corporation: Pierre Lamy, administrateur, Thérésia Huter, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Pierre Lamy, tous deux de 33, rue du Joli Vent, Beloeil, et Jacqueline Laroche, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel Laroche, 391, avenue Glengarry, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Réaliser des films éducatifs, culturels, commerciaux, publicitaires, de courts et de longs métrages; réaliser des émissions de tous genres destinées soit à la radio, soit à la télévision, sous le nom de « Pierre Lamy inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3395, rue Jean-Brillant, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3049-64

within the Province of Quebec by making gifts, grants, contributions and donations to the "Lakeshore General Hospital", of the town of Beaconsfield, Province of Quebec, under the name of "Lakeshore General Hospital Foundation".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Beaconsfield, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3618-64

Harold Lalongé inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Québec, incorporating: Harold Lalongé, pharmacist, Yolande Leduc, housewife, wife contractually separate as to property of the said Harold Lalongé, and duly authorized by him for these presents, both of 186 Notre-Dame St., St-Paul-l'Ermitte, and Gilles Durand, accountant, 8852 Esplanade St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Harold Lalongé inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 186 Notre-Dame St., St-Paul-l'Ermitte, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3386-64

Pierre Lamy inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Lamy, administrator, Thérésia Huter, secretary, wife separate as to property of the said Pierre Lamy, both of 33 du Joli Vent St., Beloeil, and Jacqueline Laroche, secretary, wife separate as to property of Marcel Laroche, 391 Glengarry Ave., Mount-Royal, for the following purposes:

To carry on business making educational, cultural, commercial, short and long publicity films; to distribute programs of all kinds either for radio or television, under the name of "Pierre Lamy inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3395 Jean-Brillant St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3049-64

R. Landry inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Roger Landry, industriel, 1430, rue Louvain, Bernice Landry, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Gilles Briand, 7390, rue Bordeaux, app. 4, et Nicole Bérubé, secrétaire, 4304, rue Boyce, app. 6, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « R. Landry inc. », avec un capital total de \$500, divisé en 50 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3549-64

Larco limitée
Larco Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Claude Lajoie, entrepreneur, Mme Claude Wiren Lajoie, ménagère, épouse commune en biens dudit Claude Lajoie, tous deux de Cap-de-la-Madeleine, et André St-Arnaud, comptable, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Larco limitée — Larco Limited », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 76, de l'Armée, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3097-64

Maurice Lauzon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Georges A. Pouliot, 2266, chemin Sencéa, Mont-Royal, Pierre M. Verdy, 546, avenue Bloomfield, Outremont, et Serge Desrochers, 732, rue Wilder, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Maurice Lauzon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

R. Landry inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Roger Landry, industrialist, 1430 Louvain St., Bernice Landry, housewife, wife contractually separate as to property of Gilles Briand, 7390 Bordeaux St., Apt. 4, and Nicole Bérubé, secretary, 4304 Boyce St., Apt. 6, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "R. Landry inc.", with a total capital stock of \$500, divided into 50 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 7 Dorchester Blvd. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3549-64

Larco limitée
Larco Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Claude Lajoie, contractor, Mrs. Claude Wiren Lajoie, housekeeper, wife common as to property of the said Claude Lajoie, both of Cap-de-la-Madeleine, and André St-Arnaud, accountant, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Larco limitée — Larco Limited", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,500 common shares of a nominal value of \$10 each and into 3,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at 76 de l'Armée, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3097-64

Maurice Lauzon inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Georges A. Pouliot, 2266 Sencéa Road, Mount Royal, Pierre M. Verdy, 546 Bloomfield Ave., Outremont, and Serge Desrochers, 732 Wilder St., Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Maurice Lauzon inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera 1112, rue Bastien, Ste-Dorothée, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3576-64

The head office of the company will be at 1112 Bastien St., Ste-Dorothée, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3576-64

Alphonse Lepage inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1964, constituant en corporation: Alphonse Lepage, industriel, 25, rue St-Paul, Gérard A. Gendron, 34, rue St-André, et Lorenzo Dion, 122, Fraserville, ces deux derniers comptables, tous trois de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois et des produits du bois, sous le nom de « Alphonse Lepage inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3623-64

Alphonse Lepage inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Alphonse Lepage, industrialist, 25 St-Paul St., Gérard A. Gendron, 34 St-André, and Lorenzo Dion, 122 Fraserville, the latter two accountants, all three of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business dealing in lumber and lumber products, under the name of "Alphonse Lepage inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3623-64

**Lieblinger Social Association
(Lieblinger Vergnuegungs Verein)**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Konrad Scharf, entrepreneur en peinture, 432, 62e avenue, Chomedey, Adam Emrich, contre-maître menuisier, 5565, avenue Randall, Côte-St-Luc, Ludwig Arnold, inspecteur d'instruments, 8605, avenue Outremont, Montréal, Michael Klenk, commis d'expédition, 11680, rue Filion, St-Laurent, Martin Weidenbach, contre-maître, 5335, rue Westmore, Montréal, John Spirk, contre-maître, 8165, rue L'Acadie, Montréal, Henry Schafer, opérateur de machine, 9203, rue Meunier, Montréal, Fred Leber Sr., entrepreneur en peinture, 3650, chemin côte de Liesse, Montréal, Nich Loch, technicien, de T.V., 9232, rue St-Urbain, Montréal, Fred Leber Jr., contre-maître, 6617, chemin Baily, Côte-St-Luc, et Peter Szabo, distributeur de peinture, 2863, boulevard Rosemont, Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir le bien-être général des membres de l'association, sous le nom de « Lieblinger Social Association — (Lieblinger Vergnuegungs Verein) ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera 432, 62e avenue, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

2553-64

**Lieblinger Social Association
(Lieblinger Vergnuegungs Verein)**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Konrad Scharf, painting contractor, 432, 62nd Avenue, Chomedey, Adam Emrich, carpenter foreman, 5565 Randall Avenue, Côte-St-Luc, Ludwig Arnold, tool inspector, 8605 Outremont Avenue, Montreal, Michael Klenk, shipping clerk, 11680 Filion Street, St-Laurent, Martin Weidenbach, foreman, 5335 Westmore Street, Montreal, John Spirk, foreman, 8165 L'Acadie Street, Montreal, Henry Schafer, machine operator, 9203 Meunier Street, Montreal, Fred Leber Sr., painting contractor, 3650 côte de Liesse Road, Montreal, Nich Loch, T.V. technician, 9232 St-Urbain Street, Montreal, Fred Leber Jr., foreman, 6617 Baily Road, Côte-St-Luc, and Peter Szabo, paint distributor, 2863 Rosemount Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To promote the general welfare of the members of the association, under the name of "Lieblinger Social Association — (Lieblinger Vergnuegungs Verein)".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at 432, 62nd Avenue, Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

2553-64

Loisirs St-François-Xavier (Chicoutimi) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14^e jour d'août 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Aimé Pépin, courtier, 284, St-Sacrement, Madeleine Martin, bibliothécaire, fille majeure, 566, rue Hôtel-Dieu, Gérard Thibault, agent d'assurance, 338, rue Racine, est, Henri Plourde, ouvrier, 609, rue Racine, est, Robert Crenier, commis en pharmacie, 442, rue Racine, est, Alain Poitras, gérant de banque, 416, rue Racine, est, et Roméo Fradet, agent d'assurance, 490, rue Hôtel-Dieu, tous sept de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Loisirs St-François-Xavier (Chicoutimi) inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

1745-64

The Lutheran Campus Foundation of Quebec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5^e jour d'août 1964, constituant en corporation sans capital-action: Dr Gunther Schilling, chimiste, Rév. Arthur Voitkus, Rév. William C. Nolting, Rév. Karl Raudsepp, ministres, Jack Kiuru, ingénieur, tous cinq de Montréal, Rév. Heinz Dahle, St-Laurent, Rév. Robert Zimmerman, St-Lambert, tous deux ministres, William David Croft, ingénieur chimiste, Adam Mark, représentant de ventes, tous deux de Lachine, Donald Badke, comptable, Mont Royal, et Flemming Rasmussen, ingénieur, Greenfield Park, pour les objets suivants:

Entretenir et promouvoir le ministère de l'Église Luthérienne pour les étudiants et le professorat dans les institutions d'enseignement supérieur dans la province de Québec, sous le nom de « The Lutheran Campus Foundation of Quebec ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$250,000.

Le siège social de la corporation sera 3483, rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3502-64

MacCallum Building Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres

Loisirs St-François-Xavier (Chicoutimi) inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Aimé Pépin, broker, 284 St-Sacrement, Madeleine Martin, librarian, fille majeure, 566 Hôtel-Dieu, Gérard Thibault, insurance agent, 338 Racine St., East, Henri Plourde, workman, 609 Racine St., East, Robert Crevier, drug-store clerk, 442 Racine St., East, Alain, Poitras bank manager, 416 Racine St., East, and Roméo Fradet, insurance agent, 490 Hôtel-Dieu St., all seven of Chicoutimi, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "Loisirs St-François-Xavier (Chicoutimi) inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

1745-64

The Lutheran Campus Foundation of Quebec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Gunther Schilling, chemist, Rev. Arthur Voitkus, Rev. William C. Nolting, Rev. Karl Raudsepp, ministers, Jack Kiuru, engineer, all five of Montreal, Rev. Heinz Dahle, St-Laurent, Rev. Robert Zimmerman, St-Lambert, both ministers, William David Croft, chemical engineer, Adam Mark, sales representative, both of Lachine, Donald Badke, accountant, Mount Royal, and Flemming Rasmussen, engineer, Greenfield Park, for the following purposes:

To maintain and promote the ministry of the Lutheran Church to students and faculty in the institutions of higher learning in the province of Quebec, under the name of "The Lutheran Campus Foundation of Quebec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$250,000.

The head office of the corporation will be at 3483 Peel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3502-64

MacCallum Building Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Govern-

patentes, en date du 12e jour d'août 1964, constituant en corporation: Ivan Edward Phillips, avocat, 48, Place Belvédère, Westmount, Seymour Steinman, étudiant en droit, 3550, Ridgewood, Montréal, Lucie Trudeau, 7175, Christophe-Colomb, Montréal, et Eleanor Johnson, 5020, Clanranald, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entretien et de nettoyage, réparation et gestion de toutes sortes de biens immobiliers, sous le nom de « MacCallum Building Services Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974 3617-64

Magasin Landry (St-Marc) limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1964, constituant en corporation: Jean-Marie Landry, commerçant, Raymonde Dubé, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Jean-Paul Roux, tous deux de St-Raymond, et Émilien Landry, entrepreneur général, Natashquan, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchand général, sous le nom de « Magasin Landry (St-Marc) limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 701 actions classe « A » de \$10 chacune, 1,299 actions classe « B » de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Raymond, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-0 3587-64

Maison Du-Beau draperies inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1964, constituant en corporation: François Hogue, 10217, Verville, Montréal, Jean N. Bergeron, 2990, Place de Chazel, Montréal, et Béragère Gaudet, 1160, rue Laurier, ouest, #2, Outremont, tous trois notaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tissus de toutes sortes, sous le nom de « Maison Du-Beau draperies inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1375, rue Mont-Royal, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-0 3219-64

ment of the Province of Quebec, incorporating: Ivan Edward Phillips, advocate, 48 Belvedere Place, Westmount, Seymour Steinman, law-student, 3550 Ridgewood, Montreal, Lucie Trudeau, 7175 Christophe-Colomb, Montreal, and Eleanor Johnson, 5020 Clanranald, Montreal, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on the business of the maintenance and cleaning, repairing and management of all kinds of immovable properties, under the name of "MacCallum Building Services Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Westmount, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974-0 3617-64

Magasin Landry (St-Marc) limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Marie Landry, trader, Raymonde Dubé, housewife, wife contractually separate as to property of Jean-Paul Roux, both of St-Raymond, and Émilien Landry, general contractor, Natashquan, for the following purposes:

To carry on business as general merchants, under the name of "Magasin Landry (St-Marc) limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 701 class "A" shares of \$10 each, 1,299 class "B" shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Raymond, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974 3587-64

Maison Du-Beau draperies inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: François Hogue, 10217 Verville Montreal, Jean N. Bergeron, 2990 de Chazel Place, Montreal, and Béragère Gaudet, 1160 Laurier St., West, #2 Outremont, all three notaries, for the following purposes:

To deal in fabrics of all kinds, under the name of "Maison Du-Beau draperies inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1375 Mont-Royal St., East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974 3219-64

Manufacture de boîtes de St-Hyacinthe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Mandus Bienvenue, manufacturier, 1195, rue de La Bruère, Yves Bienvenue, gérant, 2445, rue Chartier, tous deux de St-Hyacinthe, et Ludovic Bienvenue, comptable, 390, boulevard Hébert, La Providence, pour les objets suivants:

Faire le commerce des produits de carton en général, sous le nom de « Manufacture de boîtes de St-Hyacinthe inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 550 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 275, rue St-Antoine, La Providence, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3585-64

Manufacture de boîtes de St-Hyacinthe inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Mandus Bienvenue, manufacturer, 1195 de La Bruère St., Yves Bienvenue, manager, 2445 Chartier St., both of St. Hyacinthe, and Ludovic Bienvenue, accountant, 390 Hébert Blvd., La Providence, for the following purposes:

To carry on business dealing in cardboard products in general, under the name of "Manufacture de boîtes de St-Hyacinthe inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 550 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 275 St-Antoine St., La Providence, judicial district of St. Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3585-64

Marché R. David inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Roméo David, gérant, 2552, Contrecoeur, Ernie Collison, électricien, 2792, Joseph-Nolin, et Claude Gignac, boucher, 2603, Cadillac, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'alimentation au détail, sous le nom de « Marché R. David inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3568-64

Marché R. David inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Roméo David, manager, 2552 Contrecoeur, Ernie Collison, electrician, 2792 Joseph-Nolin, and Claude Gignac, butcher, 2603 Cadillac, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in retailing food, under the name of "Marché R. David inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 6,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3568-64

Nick Martin's Supper Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Nick Martin, musicien, 1, Crescent D'Avagour, Duvernay, Georges Boffre, restaurateur, 1350, Bauvais, St-Laurent, et Émile Vincelli, comptable, 3425, rue Stanley, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Nick Martin's Supper Club Inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3757-64

Nick Martin's Supper Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Nick Martin, musician, 1 Crescent D'Avagour, Duvernay, Georges Boffre, restaurateur, 1350 Bauvais, St-Laurent, and Émile Vincelli, accountant, 3425 Stanley Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Nick Martin's Supper Club Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3757-64

Maxwell Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1964, constituant en corporation: Michael Greenblatt, avocat et conseil en Loi de la reine, David Greenblatt, administrateur, tous deux de 1745, avenue des Cèdres, Montréal, et Max Wolofsky, administrateur, 6525, avenue Wilderton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Maxwell Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3548-64

Maxwell Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Michael Greenblatt, advocate and Queen's Counsel, David Greenblatt, executive, both of 1745 Cedar Avenue, Montreal, and Max Wolofsky, executive, 6525 Wilderton Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Maxwell Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3548-64

Metro Masonry Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1964, constituant en corporation: Marcel Landry, Montée Prévert, Beloeil, Jacques L. Auger, 2830, boulevard Rosemont, Montréal, et François Payette, 9029, boulevard Gouin ouest, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de « Metro Masonry Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3535-64

Metro Masonry Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Landry, Montée Prévert, Beloeil, Jacques L. Auger, 2830 Rosemont Boulevard, Montreal, and François Payette, 9029 Gouin Boulevard West, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Metro Masonry Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3535-64

Milton Food Shop Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1964, constituant en corporation: Allan Marcus, avocat, 1545, McGregor, Montréal, Lucille Blagdon, secrétaire, célibataire, majeure, 10437, d'Auteuil, Montréal, et David Kirshenblatt, avocat, 5636, avenue Greenwood, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments, produits alimentaires, viandes, épicerie, provisions alimentaires et produits connexes, sous le nom de « Milton Food Shop Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3844-64

Milton Food Shop Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Allan Marcus, advocate, 1545 McGregor, Montreal, Lucille Blagdon, secretary, unmarried of the full age of majority, 10437 d'Auteuil, Montreal, and David Kirshenblatt, advocate, 5636 Greenwood Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in food, food products, meats, groceries, grocery provisions and allied products, under the name of "Milton Food Shop Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3844-64

Montclair Fuels Inc.
Les Huiles Montclair inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Harry A. Willsie, marchand, Lorraine Caron, gouvernante, fille majeure, tous deux de 31, avenue Roxborough, Westmount, Gilles Barrette, secrétaire, et Gisèle Lambert, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Gilles Barrette, ces deux derniers, de 5960, boulevard Pie IX, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de combustibles et de toutes sortes d'appareils de chauffage, sous le nom de « Montclair Fuels Inc.— Les Huiles Montclair inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974

2796-64

Montclair Fuels Inc.
Les Huiles Montclair inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Harry A. Willsie, merchant, Lorraine Caron, governess, spinster of the full age of majority, both of 31 Roxborough Avenue, Westmount, Gilles Barrette, secretary, and Gisèle Lambert, secretary, wife separate as to property of the said Gilles Barrette, the latter two of 5960 Pie IX Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To deal in fuels and in all kinds of heating apparatus, under the name of "Montclair Fuels Inc.— Les Huiles Montclair inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974-o

2796-64

Montréal à La Carte, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Cecilia Scott, épouse contractuellement séparée de biens d'Arnold Mattice, 351, 5^e avenue, Madeleine Lachance, épouse contractuellement séparée de biens de René Lachance, 5901, avenue Verdun, toutes deux de Verdun, et Pierrette Yelle, fille majeure, 1500, rue Stanley, Montréal, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer les activités d'entrepreneurs et de conseillers en publicité, sous le nom de « Montréal à La Carte, inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 16,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5531, avenue Verdun, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974

3039-64

Montréal à La Carte, inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Cecilia Scott, wife contractually separate as to property of Arnold Mattice, 351, 5th Avenue, Madeleine Lachance, wife contractually separate as to property of René Lachance, 5901 Verdun Avenue, both of Verdun, and Pierrette Yelle, fille majeure, 1500 Stanley St., Montreal, all three secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of contractors and advertising advisers, under the name of "Montréal à La Carte, inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 16,000 common shares of \$5 each and 4,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 5531 Verdun Avenue, Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3039-64

Montreal Football Festivals Inc.
Les Festivals du football de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12^e jour d'août 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Jeffrey Carrique, administrateur, 27, avenue Hillside, Westmount, Tris Coffin, opticien, 1465, avenue du Collège McGill, Montréal, André Gervais, avocat, 1, place Ville Marie, chambre 3411, Montréal, Hart Margolian, avocat, 1410, rue Stanley, Montréal, Alexander Muzika, administrateur, 6211, avenue Monkland, Montréal, Raymond Daoust, 677, rue Ste-Catherine, ouest,

Montreal Football Festivals Inc.
Les Festivals du football de Montréal inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jeffrey Carrique, executive, 27 Hillside Avenue, Westmount, Tris Coffin, optician, 1465 McGill College Avenue, Montreal, André Gervais, advocate, 1 Place Ville Marie, Suite 3411, Montreal, Hart Margolian, advocate, 1410 Stanley Street, Montreal, Alexander Muzika, administrator, 6211 Monkland Avenue, Montreal, Raymond Daoust, 677 St. Catherine Street West, Pierre Dupont,

Pierre Dupont, 620, rue Belmont, Joseph Kramer, 9200, boulevard St-Laurent, Maurice Legault, Roméo Loiselle, 2724, Châteauguay, Phil Maurice, 698, rue Ste-Catherine, ouest, Charles Misener, 4900, rue Jean-Talon, ouest, Joseph Wallace Moreland, 630, boul. Dorchester, Daniel Pickett, 1, place Ville Marie, chambre 1730, Keith Rugge-Price, 630, boul. Dorchester, ouest, Arnold Rawsthorn, 1201, rue Sherbrooke, ouest, et John Scofield, 1188, rue Sherbrooke, ouest, ces douze derniers administrateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et encourager des festivals, galas, fiestas et activités concernat le football, sous le nom de « Montreal Football Festivals Inc.—Les Festivals du football de Montréal inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut détenir est de \$250,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3651-64

Montrose Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1964, constituant en corporation: Leo Rosentzweig, 4805, chemin Circle, Stanley Taviss, 7115, avenue Fielding, William Levitt, 5020, St. Kevin, et Richard Gottlieb, 2960, Maplewood, tous quatre avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, d'immeubles et de placements, sous le nom de « Montrose Investment Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3635-64

**Motel Métropole Itée
Métropole Motel Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1964, constituant en corporation: Joseph Shapiro, c.r., 3733, The Boulevard, Westmount, Jonathan J. Robinson, 64, chemin Belvedere, Westmount, Theodore H. Shapiro, 5175, chemin côte St-Luc, Montréal, Earl H. Drymer, 5045, avenue Borden, Montréal, tous quatre avocats, et Marcia Shetzen, secrétaire, fille majeure, 2705, avenue Kent, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un motel, hôtel et/ou restaurant ou toute combinaison d'iceux, sous le nom de « Motel Métropole Itée — Métropole Motel Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

620 Belmont Street, Joseph Kramer, 9200 St. Lawrence Boulevard, Maurice Legault, Roméo Loiselle, 2724 Châteauguay, Phil Maurice, 698 St. Catherine Street West, Charles Misener, 4900 Jean-Talon Street West, Joseph Wallace Moreland, 630 Dorchester Boulevard, Daniel Pickett, 1 Place Ville Marie, Suite 1730, Keith Rugge-Price, 630 Dorchester Boulevard West, Arnold Rawsthorn, 1201 Sherbrooke Street West, and John Scofield, 1188 Sherbrooke Street West, the latter twelve executives, of Montreal, for the following purposes:

To establish and sponsor football festivals, galas, fiestas and activities, under the name of "Montreal Football Festivals Inc.—Les Festivals du football de Montréal inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$250,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3651-64

Montrose Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Leo Rosentzweig, 4805 Circle Road, Stanley Taviss, 7115 Fielding Avenue, William Levitt, 5020 St. Kevin, and Richard Gottlieb, 2960 Maplewood, all four advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction, real estate and investment company, under the name of "Montrose Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3635-64

**Motel Métropole Itée
Métropole Motel Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Shapiro, q.c., 3733 The Boulevard, Westmount, Jonathan J. Robinson, 64 Belvedere Road, Westmount, Theodore H. Shapiro, 5175 côte St-Luc Road, Montreal, Earl H. Drymer, 5045 Borden Avenue, Montreal, all four advocates, and Marcia Shetzen, secretary, fille majeure, 2705 Kent Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a motel, hotel and/or restaurant or any combinaison thereof, under the name of "Motel Métropole Itée — Métropole Motel Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3627-64

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3627-64

North American Trading Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1964, constituant en corporation: Edward H. Bernfeld, 6240, Westbury, Max Bernfeld, c.r., 4635, Clanranald, tous deux de Montréal, et Jack B. Bobrove, 5615, avenue Cork, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrures, textiles, verre et sous-produits d'iceux; et articles de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres et périodiques, peintures, oeuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « North American Trading Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3582-64

North American Trading Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Edward H. Bernfeld, 6240 Westbury, Max Bernfeld, c.c., 4635 Clanranald, both of Montreal and Jack B. Bobrove, 5615 Cork Avenue, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandises made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, and in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "North American Trading Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3582-64

North End Garage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1964, constituant en corporation: Isidore Buller, avocat, 454, rue Jarry, ouest, Montréal, Joseph P. Miller, avocat, et Lorraine Miller, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Joseph P. Miller, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, ces deux derniers de 120, 90e Avenue LaSalle, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, de leurs pièces et accessoires, et agir comme garagistes, sous le nom de « North End Garage Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$1 chacune et 7,500 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1169, avenue Bernard, ouest, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3632-64

North End Garage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Isidore Buller, advocate, 454 Jarry Street West, Montreal, Joseph P. Miller, advocate, and Lorraine Miller, secretary, wife separate as to property of the said Joseph P. Miller, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of 120, 90th Avenue, LaSalle, for the following purposes:

To deal in motor vehicles their accessories and parts and to carry on business as garage-keepers, under the name of "North End Garage Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 2,500 common shares of \$1 each and 7,500 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 1169 Bernard Avenue West, Outremont, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3632-64

Édouard Paquet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouverne-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1964, have

ment de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1964, constituant en corporation: Édouard Paquet, marchand, Emery Paquet, vendeur, et Yvette Paquet, commis, tous trois de St-Georges, pour les objets suivants:

Faire le commerce de jouets, nouveautés, ameublement, quincaillerie et de toutes sortes de spécialités connexes, sous le nom de « Édouard Paquet inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3591-64

Émile Pesant inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour d'août 1964, constituant en corporation: Émile Pesant, entrepreneur, 895, rue Lise, Ste-Dorothée, Jean Belair, gérant, 820, Sauriol, Ste-Dorothée, et Raymond Cloutier, avocat, 4139, Amiens, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Émile Pesant inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 820, rue Sauriol, Ste-Dorothée, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3488-64

Pierce Delicatessen & Restaurant Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1964, constituant en corporation: Alphonse Barbeau, 847, avenue Dunlop, Outremont, Antoine Paré, 358, avenue Olivier, Westmount, tous deux avocats, et Évariste Lavoie, comptable, 6991, rue Briand, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Pierce Delicatessen & Restaurant Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974

2483-64

Placements famille Racine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres

been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Édouard Paquet, merchant, Emery Paquet, salesman, and Yvette Paquet, clerk, all three of St-Georges, for the following purposes:

To carry on business dealing in toys, novelties, house furnishings, hardware and in all kinds of similar specialities, under the name of "Édouard Paquet inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Georges, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974

3591-64

Émile Pesant inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Émile Pesant, contractor, 895 Lise St., Ste-Dorothée, Jean Belair, manager, 820 Sauriol, Ste-Dorothée, and Raymond Cloutier, advocate, 4139 Amiens, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Émile Pesant inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 820 Sauriol St., Ste-Dorothée, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974

3488-64

Pierce Delicatessen & Restaurant Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Alphonse Barbeau, 847 Dunlop Avenue, Outremont, Antoine Paré, 358 Olivier Avenue, Westmount, both lawyers, and Évariste Lavoie, accountant, 6991 Briand Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Pierce Delicatessen & Restaurant Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974-o

2483-64

Placements famille Racine inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Govern-

patentes, en date du 11e jour d'août 1964, constituant en corporation: Dr Anthyme Racine, dentiste, 874, Turnbull, Québec, Fernand Racine, employé de Canadian General Electric, 1650, Hocquart, Québec, Jean Racine, industriel, 874, Turnbull, Québec, Lilianne Racine, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Marc Perron, et dûment autorisée par lui aux fins des présents, 1350, Rousseau, Sillery, et Françoise Racine, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Jean-Marc Gagnon, et dûment autorisée par lui aux fins des présents, 1659, Hocquart, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Placements famille Racine inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$50 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3599-64

Les Pompes Rouville inc. Rouville Pumps Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1964, constituant en corporation: Luc Geoffroy, 821, boulevard Briand, Chambly, Guy Bissonnette, 4351, rue Oxford, Montréal, tous deux avocats, et Jeannette Brodeur, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 3450, rue Durocher, app. 31, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Les Pompes Rouville inc.—Rouville Pumps Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 210, rue Laberge, Marieville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3536-64

Les Produits sanitaires Fleur de Lys Itée Fleur de Lys Sanitary Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1964, constituant en corporation: Harry Blank, avocat, 4625, avenue Miller, Montréal, Frank M. Godine, avocat, 4800, côte-des-Neiges, Montréal, et Lesley Roxburgh, secrétaire, fille majeure, 85, rue Hébert, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs en travaux de nettoyage et d'entretien et faire le commerce de substances et matériaux qui y sont nécessaires, sous le nom de « Les Produits sanitaires Fleur de Lys Itée — Fleur de Lys Sanitary Products Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

ment of the Province of Quebec, incorporating: Dr. Anthyme Racine, dentist, 874 Turnbull, Quebec, Fernand Racine, Canadian General Electric employee, 1650 Hocquart, Quebec, Jean Racine, industrialist, 874 Turnbull, Quebec, Lilianne Racine, housewife, wife contractually separate as to property of Marc Perron, and duly authorized by him for these presents, 1350 Rousseau, Sillery, and Françoise Racine, housewife, wife contractually separate as to property of Jean-Marc Gagnon, and duly authorized by him for these presents, 1659 Hocquart, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements famille Racine inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$50 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3599-64

Les Pompes Rouville inc. Rouville Pumps Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Luc Geoffroy, 821 Briand Boulevard, Chambly, Guy Bissonnette, 4351 Oxford St., Montreal, both advocates, and Jeannette Brodeur, secretary, fille majeure usant de ses droits, 3450 Durocher St., apt. 31, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Les Pompes Rouville inc.—Rouville Pumps Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at 210 Laberge St., Marieville, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3536-64

Les Produits sanitaires Fleur de Lys Itée Fleur de Lys Sanitary Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Harry Blank, advocate, 4625, Miller Avenue, Montreal, Frank M. Godine, advocate, 4800 côte des Neiges, Montreal, and Lesley Roxburgh, secretary, fille majeure, 85 Hébert Street, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of cleaning and maintenance contractors and to deal in substances and materials necessary therefor, under the name of "Les Produits sanitaires Fleur de Lys Itée — Fleur de Lys Sanitary Products Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974 3681-64

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974-o 3681-64

Queen Mary Road Holding Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1964, constituant en corporation: Gaston Beauregard, 4401, avenue Rosedale, Jacques Beauregard, 4580, Belmore, tous deux épiciers-bouchers, et Gaston Beauregard fils, chef comptable, 11884, De Meulle, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Queen Mary Road Holding Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o 3598-64

Queen Mary Road Holding Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Beauregard, 4401 Rosedale Ave., Jacques Beauregard, 4580 Belmore, both grocers-butchers, and Gaston Beauregard Jr., head accountant, 11884 De Meülles, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Queen Mary Road Holding Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974 3598-64

Ronderosa Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1964, constituant en corporation: Ronald Emberg, gérant de ventes, 24, rue Dobie, Mont-Royal, Doreen Graham, gérant, célibataire, 5933, McLynn, et Gerald G. Whitehead, administrateur, 2171, chemin Sunset, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Ronderosa Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 111, 4823, rue Sherbrooke, ouest, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974 3578-64

Ronderosa Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Ronald Emberg, sales manager, 24 Dobie Street, Mount Royal, Doreen Graham, manager, spinster, 5933 McLynn, and Gerald F. Whitehead, executive, 2171 Sunset Road, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Ronderosa Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Suite 111, 4823 Sherbrooke Street West, Westmount, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974-o 3578-64

Normand Roy — marine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1964, constituant en corporation: Normand Roy, commerçant, Yolande Forest, ménagère, épouse séparée de biens dudit Normand Roy, tous deux de 592, boulevard de l'Industrie, et Raymond Roy, mécanicien, 136, rue St-Barthélemy, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Normand Roy — marine inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Normand Roy, tradesman, Yolande Forest, housekeeper, wife separate as to property of the said Normand Roy, both of 592 de l'Industrie Blvd., and Raymond Roy, mechanic, 136 St-Barthélemy, all three of Joliette, for the following purposes:

Commerce de tous articles de quincaillerie, d'accessoires électriques et de matériaux de construction, sous le nom de « Normand Roy — marine inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 590, boulevard de l'Industrie, St-Paul, comté de Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

2863-64

St-Agapit Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Pierre Trahan, avocat, 880, rue Eymard, Lise Gignac, secrétaire, fille majeure, 1430, de Longueuil, tous deux de Québec, et Eddy Giguère, avocat, 2825, Poitiers, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « St-Agapit Furniture Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Agapit, comté de Lotbinière, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3701-64

St Genevieve Auto Body Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Joseph Renner, garagiste, Nancy Bridges, ménagère, épouse commune en biens dudit Joseph Renner, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 15396, rue Oakwood, Pierrefonds, et Raynald Trudel, gérant de service, 232, rue Dupont, St-Raphaël-de-l'Île-Bizard, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules-automobiles, leurs accessoires et pièces et agir comme garagistes, sous le nom de « St Genevieve Auto Body Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Raphaël-de-l'Île-Bizard, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974

3577-64

Salon des quilles (St-Félicien) Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouverne-

To carry on business dealing in all articles of hardware, electrical accessories and building materials, under the name of "Normand Roy — marine inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 590 de l'Industrie Blvd., St-Paul, county of Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974

2863-64

St-Agapit Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Trahan, advocate, 880 Eymard St., Lise Gignac, secretary, fille majeure, 1430 de Longueuil, both of Quebec, and Eddy Giguère, advocate, 2825 Poitiers, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "St-Agapit Furniture Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at St-Agapit, county of Lotbinière, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974

3701-64

St Genevieve Auto Body Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Renner, garagist, Nancy Bridges, housewife, wife common as to property of the said Joseph Renner, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 15396 Oakwood Street, Pierrefonds, and Raynald Trudel, service manager, 232 Dupont Street, St-Raphaël-de-l'Île-Bizard, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, their accessories and parts and to carry on business as garage-keepers, under the name of "St Genevieve Auto Body Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Raphaël-de-l'Île-Bizard, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3577-64

Salon des quilles (St-Félicien) Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1964, have

ment de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1964, constituant en corporation: Charles-Édouard Boivin, courtier en assurance, St-Jérôme, Robert Lamontagne et Maurice Lamontagne, ces deux derniers notaires, de St-Félicien, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de quilles, de billard et autres places d'amusement, sous le nom de « Salon des quilles (St-Félicien) Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera boulevard Sacré-Cœur, St-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3619-64

Shahrazade Middle East Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accoré, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1964, constituant en corporation: Irving L. Adessky, avocat, 5789, avenue Melling, Montréal, Daniel Kingstone, avocat, 4985, avenue Iona, Montréal, Dionysia Zerbizias, avocat, fille majeure, 5525, Westbourne, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Shahrazade Middle East Restaurant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3659-64

Société de développement de la région de la Matapédia inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1964, constituant en corporation: Louis-Philippe Rioux, avocat et cultivateur, Sayabec, Annette Blais, 26a, rue St-Laurent, Gisèle Labbé, 85, St-Jean-Baptiste, Géraldine Brochu, boulevard Jessop, et Suzel Morissette, 10, Bellavance, ces quatre dernières secrétaires, célibataires, de Rimouski, pour les objets suivants:

Promouvoir le progrès technique, économique et social de la région de la Matapédia, sous le nom de « Société de développement de la région de la Matapédia inc. », avec un capital total de \$4,500, divisé en 9 actions ordinaires de \$500 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val-Brillant, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

4474-64

been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Charles-Édouard Boivin, insurance brokers, St-Jérôme, Robert Lamontagne and Maurice Lamontagne, the latter two notaries, of St-Félicien, for the following purposes:

To carry on business operating bowling alleys, billiard halls and other amusement places, under the name of "Salon des quilles (St-Félicien) Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sacré-Cœur Blvd., St-Félicien, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3619-64

Shahrazade Middle East Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Irving L. Adessky, advocate, 5789 Melling Avenue, Montreal, Daniel Kingstone, advocate, 4985 Iona Avenue, Montreal, Dionysia Zerbizias, advocate, spinster of the full age of majority, 5525 Westbourne, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Shahrazade Middle East Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3659-64

Société de développement de la région de la Matapédia inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis-Philippe Rioux, advocate and farmer, Sayabec, Annette Blais, 26a St-Laurent St., Gisèle Labbé, 85 St-Jean-Baptiste, Géraldine Brochu, Jessop Blvd., and Suzel Morissette, 10 Bellavance, the four latter secretaries, spinsters, of Rimouski, for the following purposes:

To promote the technical, economic and social progress of the Matapédia region, under the name of "Société de développement de la région de la Matapédia inc.", with a total capital stock of \$4,500, divided into 9 common shares of \$500 each.

The head office of the company will be at Val-Brillant, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

4474-64

Soquema inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1964, constituant en corporation: Marc Beauregard, avocat, 360, rue St-Jacques, ouest, Montréal, Louise Bellavance, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Roger Blais, 270, rue Cloverdale, Dorval, et Pierre Brosseau, comptable, 6902, côte des Neiges, Montréal, pour les objets suivants:

Produire, distribuer et présenter des films cinématographiques, sous le nom de « Soquema inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3663-64

Soquema inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Marc Beauregard, advocate, 360 St-James Street West, Montreal, Louise Bellavance, housewife, wife contractually separate as to property of Roger Blais, 270 Cloverdale Street, Dorval, and Pierre Brosseau, accountant, 6902 côte des Neiges, Montreal, for the following purposes:

To produce, distribute and present cinematographic films, under the name of "Soquema inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3663-64

Sutton Motor Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1964, constituant en corporation: Orton H. Baker, garagiste, André Tétreault, garagiste, et Cecil S. Proper, comptable, tous trois de Sutton, comté de Brome, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules-automobiles, leurs pièces et accessoires et agir comme garagistes, sous le nom de « Sutton Motor Sales Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sutton, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3581-64

Sutton Motor Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Orton H. Baker, garage-keeper, André Tétreault, garage-keeper, and Cecil S. Proper, accountant, all three of Sutton, county of Brome, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, their parts and accessories and to do business as garage-keepers, under the name of "Sutton Motor Sales Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 9,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sutton, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3581-64

Telin Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1964, constituant en corporation: Jack Lightstone, avocat, 2176, chemin Fulton, Mont Royal, Marvin Riback, avocat, 5621, avenue Palmer, Côte-St-Luc, et Aimé Duranleau, huissier, 183, rue Ste-Catherine est, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Telin Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 630, boulevard Dorchester ouest, chambre 2120, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3660-64

Telin Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jack Lightstone, advocate, 2176 Fulton Road, Mount Royal, Marvin Riback, advocate, 5621 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, and Aimé Duranleau, bailiff, 183 St. Catherine Street East, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Telin Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 630 Dorchester Boulevard West, suite 2120, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3660-64

Top Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1964, constituant en corporation: Leonard Liverman, avocat, 671, Bertrand Circle, St-Laurent, Israel H. Kaufman, avocat, 10960, rue James Morrice, Montréal, et Nelly Van Gyte, secrétaire, célibataire, 1855, rue Albert, Brossard, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Top Realty Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1110, avenue Marlatt, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3579-64

Top Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Leonard Liverman, advocate, 671 Bertrand Circle, St-Laurent, Israel H. Kaufman, advocate, 10960 James Morrice Street, Montreal, and Nelly Van Gyte, secretary, spinster, 1855 Albert Street, Brossard, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Top Realty Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each and 6,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1110 Marlatt Avenue, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3579-64

Trojan Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1964, constituant en corporation: David Fleming, avocat, Stephen Fleming, notaire, et Cécile Dufresne, secrétaire, célibataire, tous trois de 500, rue St-Jacques, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction et de placements, sous le nom de « Trojan Construction Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 950 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à place Ville Marie, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3726-64

Trojan Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: David Fleming, lawyer, Stephen Fleming, notary, and Cecile Dufresne, secretary, spinster, all three of 500 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction and investment company, under the name of "Trojan Construction Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 950 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3726-64

Union mobilière du St-Laurent inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1964, constituant en corporation: Jean A. Desjardins, avocat, 721, avenue Hartland, Outremont, Jean-Paul Zigby, avocat, 4339, rue Wilson, Montréal, Pierre Michaud, avocat, 1327, Brochu, St-Laurent, Madeleine Séguin, gérante et comptable, 10555, Sacré-Coeur, Montréal, Hélène Michaud, secrétaire, 807, rue Duluth, est, Montréal, Monique Piché, secrétaire, 7416, rue Henri-Julien, Montréal, Berthe Cloutier, préposée aux dossiers, 3427, rue Shuter, Montréal, et Ginette Murray, secrétaire, 2351, rue Bellechasse, Montréal, ces cinq dernières filles majeures, pour les objets suivants:

Union mobilière du St-Laurent inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jean A. Desjardins, advocate, 721 Hartland Ave., Outremont, Jean-Paul Zigby, advocate, 4339 Wilson St., Montreal, Pierre Michaud, advocate, 1327 Brochu, St-Laurent, Madeleine Séguin, manager and accountant, 10555 Sacré-Coeur, Montreal, Hélène Michaud, secretary, 807 Duluth St., East, Montreal, Monique Piché, secretary, 7416 Henri-Julien, Montreal, Berthe Cloutier, filing clerk, 3427 Chuter St., Montreal, and Ginette Murray, secretary, 2351 Bellechasse St., Montreal, the latter five filles majeures, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Union mobilière du St-Laurent inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 100,000 actions participantes classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 50,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 40, Spring Grove Crescent, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3624-64

To carry on business as a holding, investment and managing company, under the name of "Union mobilière du St-Laurent inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 100,000 participating shares class "A" of a nominal value of \$1 each and into 50,000 class "B" shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company will be at 40 Spring Grove Crescent, Outremont, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974

3624-64

Usine d'équipement d'épicerie du Québec cie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Armand Levac, assureur, Jeannette Chénier, ménagère, épouse commune en biens dudit Armand Levac, et Robert Levac, avocat, tous trois de 864, rue Sherbrooke, est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'équipement d'épicerie, boucheries, restaurants et autres établissements du genre, sous le nom de « Usine d'équipement d'épicerie du Québec cie ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2837, rue Ontario, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3135-64

Usine d'équipement d'épicerie du Québec cie ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Armand Levac, insurer, Jeannette Chénier, housekeeper, wife common as to property of the said Armand Levac, and Robert Levac, advocate, all three of 864 Sherbrooke St., East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in equipment for groceries, butcher-stores, restaurants and other establishments of the same kind, under the name of "Usine d'équipement d'épicerie du Québec cie ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at 2837 Ontario St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974

3135-64

Valleyfield Photo Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12^e jour d'août 1964, constituant en corporation: Raymond Lavoie, photographe professionnel, Eunice Douglas Lavoie, photographe, tous deux de 309, rue du Marché, et Albert Masse, technicien en photographie, 260-A, rue du Marché, tous trois de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photographes, sous le nom de « Valleyfield Photo Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 360, rue St-Louis, paroisse Ste-Cécile, comté de Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3353-64

Valleyfield Photo Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Lavoie, professional photographer, Eunice Douglas Lavoie, photographer, both of 309 du Marché St., and Albert Masse, technician in photography, 260-A du Marché St., all three of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To carry on business as photographers, under the name of "Valleyfield Photo Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 360 St-Louis St., parish of Ste-Cécile, county of Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974

3353-64

Vestshell Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Vestshell Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1964, constituant en corporation: Max Coblentz, avocat, 484, rue McGill, Montréal, Dorothy Goldberg, secrétaire, célibataire, 5575, avenue Beaucourt, Montréal, et Ruth Coblentz, teneuse de livres, célibataire, 4392, avenue Isabella, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machinerie, pièces de machines et produits en métal, sous le nom de « Vestshell Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10351, rue Pelletier, Montréal Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974

3597-64

Vulcanisation Daigle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1964, constituant en corporation: Joseph P. A. Gravel, c.n., avocat, 350, chemin St-Louis, François de B. Gravel, avocat, 600, avenue Laurier, et Madeleine Gauvreau LaForest, secrétaire, veuve du Dr J.-E. LaForest, 1065, avenue Parc, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et leurs accessoires, sous le nom de « Vulcanisation Daigle inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3676-64

Whitworth Manhattan Electronics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1964, constituant en corporation: Moe Ackman, 3128, 3e rue, Chomedey, Sidney Cutler, 2269, rue Noël, St-Laurent, tous deux avocats, et Joseph Etlér, administrateur, 270, avenue Dresden, Mont Royal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils de télévision et de radio et de toutes sortes d'instruments de musique, et électriques sous le nom de « Whitworth Manhattan Electronics Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 3,000 actions catégorie « A » d'un valeur au pair de \$10 chacune et 5,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974

3611-64

bearing date the 11th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Max Coblentz, advocate, 484 McGill Street, Montreal, Dorothy Goldberg, secretary, spinster, 5575 Beaucourt Avenue, Montreal, and Ruth Coblentz, bookkeeper, spinster, 4392 Isabella Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in machinery, machine parts and metal products, under the name of "Vestshell Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 10351 Pelletier Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3597-64

Vulcanisation Daigle inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Joseph P. A. Gravel, q.c., advocate, 350 St. Louis Road, François de B. Gravel, advocate, 600 Laurier Ave., and Madeleine Gauvreau LaForest, secretary, widow of Dr. J.-E. LaForest, 1065 Park Avenue, all three of Quebec, for the following purposes:

To deal motor vehicles and their accessories, under the name of "Vulcanisation Daigle inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974

3676-64

Whitworth Manhattan Electronics Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Moe Ackman, 3128, 3rd Street, Chomedey, Sidney Cutler, 2269 Noël Street, St-Laurent both advocates, and Joseph Etlér, executive, 270 Dresden Avenue, Mount Royal, for the following purposes:

To deal in television sets, radios and all sorts of musical and electrical equipment, under the name of "Whitworth Manhattan Electronics Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each, 3,000 class "A" shares of the par value of \$10 each and 5,000 class "B" shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3611-64

Lettres patentes supplémentaires**Supplementary Letters Patent****L'Association du 22ième inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour de juillet 1964, à la corporation « L'Amicale du 22ième, incorporée », constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 10 septembre 1931, 1° changeant son nom en celui de « L'Association du 22ième inc. »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° augmentant le montant auquel sont limités les biens mobiliers et immobiliers que peut acquérir et posséder ladite corporation de \$50,000 à \$1,000,000.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

1618-31 — 1231/131

Atlas Dictating Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour d'août 1964, à la compagnie « Atlas Dictating Equipment Inc. », convertissant ses 900 actions privilégiées de \$100 chacune en 90,000 actions ordinaires de \$1 chacune; 2° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 300,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

12441-59 — 1233/81

L. G. Beaubien & J. L. Lévesque inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour d'août 1964, à la compagnie « L. G. Beaubien & J. L. Lévesque inc. », 1° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes; 2° convertissant ses 30,000 actions spéciales d'une valeur au pair de \$1 chacune en 30,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

12606-57 — 1234/94

Les Bétons Rivière-du-Loup limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14e jour d'août 1964, à la compagnie « Les Bétons Rivière-du-Loup limitée », réduisant son capital de \$40,000 à \$5,300, le capital-actions annulé étant divisé en 34,700 actions de \$1 chacune.

L'Association du 22ième inc.

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "L'Amicale du 22ième, incorporée", incorporated under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act by letters patent dated September 10, 1931, 1. changing its name to that of "L'Association du 22ième inc."; 2. extending its powers; 3. increasing the amount to which the value of the moveable and immoveable property which the said corporation may acquire and hold is to be limited from \$50,000 to \$1,000,000.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

1618-31 — 1231/131

Atlas Dictating Equipment Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Atlas Dictating Equipment Inc.", converting its 900 preferred shares of \$100 each into 90,000 common shares of \$1 each; 2. increasing its capital, the additional capital stock being divided into 300,000 common shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

12441-59 — 1233/81

L. G. Beaubien & J. L. Lévesque inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "L. G. Beaubien & J. L. Lévesque inc.", 1. amending certain provisions of its letters patent; 2. converting its 30,000 special shares of a par value of \$1 each into 30,000 common shares of a par value of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

12606-57 — 1234/94

Les Bétons Rivière-du-Loup limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Les Bétons Rivière-du-Loup limitée", reducing its capital stock from \$40,000 to \$5,300, the cancelled capital stock being divided into 34,700 shares of \$1 each.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 14e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o 13701-62 — 1234/46

Biltwell Containers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour d'août 1964, à la compagnie « Used Corrugated Box Co. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17e jour de février 1955, changeant son nom en celui de « Biltwell Containers Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 20e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974 10446-55 — 1234/95

Cataractes sports ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour d'août 1964, à la compagnie « Cataracts Sporting Goods Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 1er juin 1950, changeant son nom en celui de « Cataractes sports ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 20e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o 4500-50 — 1234/76

La Cavendish, Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour d'août 1964, à la compagnie « Miss Cavendish, Dining Room Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14e jour d'avril 1960, changeant son nom en celui de « Le Cavendish, Restaurant Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 21e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974 11827-60 — 1234/77

Comet construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31e jour d'août 1964, à la compagnie « Comet construction inc. », augmentant son capital de \$100,000 à \$150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 31e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o 11951-61 — 1234/96

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 14th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

7974 13701 62 — 1234/46

Biltwell Containers Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Used Corrugated Box Co.", incorporated by letters patent dated the 17th day of February, 1955, changing its name to that of "Biltwell Containers Ltd."

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 20th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o 10446-55 — 1234/95

Cataractes sports ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Cataracts Sporting Goods Ltd.", incorporated by letters patent dated the 1st day of June, 1950, changing its name to that of "Cataractes sports ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 20th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974 4500-50 — 1234/76

La Cavendish, Restaurant Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Miss Cavendish Dining Room Inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of April, 1960, changing its name to that of "Le Cavendish, Restaurant Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 21st day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o 11827-60 — 1234/77

Comet construction inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of August, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Comet construction inc.", increasing its capital stock, from \$100,000 to \$150,000, the additional capital stock being divided into 500 common shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 31st day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974 11951-61 — 1234/96

**Fonderie Grand'Mère Itée
Grand'Mère Foundry Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour d'août 1964, à la compagnie « Grand'Mère Foundry Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 13 décembre 1954, changeant son nom en celui de « Fonderie Grand'Mère Itée — Grand'Mère Foundry Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

7974-o

12381-54 — 1234/79

**Fonderie Grand'Mère Itée
Grand'Mère Foundry Ltd.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Grand-Mère Foundry Ltd.", incorporated by letters patent dated the 13th day of December 1954, changing its name to that of "Fonderie Grand'Mère Itée — Grand'Mère Foundry Ltd."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

12381-54 — 1234/79

Immeuble et Prêt G. Perron Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour d'avril 1964, à la compagnie « Immeuble et Prêt de l'Estrie Itée », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de mars 1962, changeant son nom en celui de « Immeuble et Prêt G. Perron Itée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

7974-o

10994-62 — 1234/80

Immeuble et Prêt G. Perron Itée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Immeuble et Prêt de l'Estrie Itée", incorporated by letters patent dated the 12th day of March, 1962, changing its name to that of "Immeuble et Prêt G. Perron Itée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

10994-62 — 1234/80

Les Immeubles R. J. Bédard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour d'août 1964, à la compagnie « Les Immeubles R. J. Bédard inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

7974-o

15123-61 — 1234/47

Les Immeubles R. J. Bédard inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Les Immeubles R. J. Bédard inc.", amending the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

15123-61 — 1234/47

Imprimerie provinciale inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour d'août 1964, à la compagnie « Imprimerie provinciale inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

7974-o

14252-61 — 1234/48

Imprimerie provinciale inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Imprimerie provinciale inc.", amending the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

14252-61 — 1234/48

Joy Oil (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19e jour d'août 1964, à la compagnie « Joy Oil (Quebec)

Joy Oil (Quebec) Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Joy Oil (Quebec) Limited", converting

Limited », convertissant ses 36,000 actions ordinaires de \$1 chacune en 36,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

3500-63 — 1234/49

Kresno Stamm Mfg. Co. (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24e jour d'août 1964, à la compagnie « Kresno Stamm Mfg. Co. (Canada) Ltd. », modifiant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

6530-44 — 1234/50

**Modern Business Forms Ltd.
Formules d'Affaires Modernes Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour d'août 1964, à la compagnie « Modern Business Forms Limited », constituée par lettres patentes en date du 25 septembre 1964, changeant son nom en celui de « Modern Business Forms Ltd.—Formules d'Affaires Modernes Itée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

12417-54 — 1234/82

**The Montreal Chinese Young Men's
Christian Institute**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour d'août 1964, à la compagnie « The Montreal Chinese Young Men's Christian Institute », 1° augmentant le montant de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$50,000 à \$300,000; 2° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

1645-24 — 1234/51

Radio & Television Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31e jour d'août 1964, à la compagnie « Radio & Television Sales Inc. », étendant ses pouvoirs.

its 36,000 common shares of \$1 each into 36,000 preferred shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

3500-63 — 1234/49

Kresno Stamm Mfg. Co. (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Kresno Stamm Mfg. Co. (Canada) Ltd.", modifying its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

6530-44 — 1234/50

**Modern Business Forms Ltd.
Formules d'Affaires Modernes Itée**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Modern Business Forms Limited", incorporated by letters patent dated the 25th day of September, 1954, changing its name to that of "Modern Business Forms Ltd.—Formules d'Affaires Modernes Itée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

12417-54 — 1234/82

**The Montreal Chinese Young Men's
Christian Institute**

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "The Montreal Chinese Young Men's Christian Institute", 1. increasing the amount of immoveable property which may be owned or held by the corporation from \$50,000 to \$300,000; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

1645-24 — 1234/51

Radio & Television Sales Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of August, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Radio & Television Sales Inc.", extending its powers.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 31^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974

9204-50 — 1234/86

La Société Lessard et fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19^e jour d'août 1964, à la compagnie « Lessard & fils inc. », constituée par lettres patentes en date du 13^e jour de mai 1964, changeant son nom en celui de « La Société Lessard et fils inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 19^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

2114-64 — 1234/88

**Sogefor Itée
Sogefor Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27^e jour d'août 1964, à la compagnie « Sogefor Itée — Sogefor Ltd. », augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 50,000 actions privilégiées de \$20 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 27^e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

3726-63 — 1234/55

Arrêtés en Conseil

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1801

Québec, le 23 septembre 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements de la Réserve de chasse et de pêche de Matane et de la Réserve de chasse et de pêche des Chic Choc.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE l'article 4 de l'arrêté en conseil numéro 1684 du 4 septembre 1964, soit remplacé par le suivant:

« Les personnes visées aux articles 2 et 3 sont exemptées de la condition établie par le paragraphe b) de l'article 1 sauf:

a) si la présence de l'employé visé à l'article 2 n'est pas requise pour les fins du travail et s'il veut se livrer à des occupations sportives ou récréatives;

b) si le membre visé à l'article 3 veut séjourner ailleurs que sur le territoire d'un des clubs de chasse ou de pêche locataire dans la réserve »;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

JACQUES PRÉMONT,

8001-o

Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 31st day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974-o

9204-50 — 1234/86

La Société Lessard et fils inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Lessard & fils inc.", incorporated by letters patent dated the 13th day of May, 1964, changing its name to that of "La Société Lessard et fils inc."

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 19th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

2114-64 — 1234/88

**Sogefor Itée
Sogefor Ltd.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Province of the Province of Quebec, to "Sogefor Itée — Sogefor Ltd.", increasing its capital stock, the additional capital stock being divided into 50,000 preferred shares of \$20 each.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 27th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7974

3726-63 — 1234/55

Orders in Council

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1801

Quebec, September 23, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulations of the Matane Fish and Game Reserve and of the Chic Choc Fish and Game Reserve.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT section 4 of Order in Council number 1684, dated September 4, 1964, be replaced by the following:

"The persons mentioned in sections 2 and 3 are exempted from the condition established by paragraph (b) of section 1 save:

(a) if the presence of the employee alluded to in section 2 is not required for his work and if he wishes to spend his time in sports and recreations;

(b) if the member alluded to in section 3 desires to sojourn elsewhere than on the territory of one of the fish and game clubs being rented in the reserve";

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

JACQUES PRÉMONT,

8001

Associate Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1802

Québec, le 23 septembre 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les périodes de chasse au chevreuil dans la province, spécialement dans la Zone B

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche;

QUE les périodes de chasse au chevreuil déterminées pour la Réserve de chasse et de pêche Horton, en vertu de l'arrêté en conseil numéro 1013, du 20 mai 1964, ne s'appliquent pas sur le territoire des clubs de chasse et de pêche ou sur celui des « outfitters », compris en totalité ou en partie dans ladite réserve;

QUE ces clubs et ces « outfitters » soient soumis aux périodes de chasse générales déterminées par les arrêtés en conseil numéros 876 du 29 avril 1964 et 1013, du 20 mai 1964;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

JACQUES PRÉMONT,

8001-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1816

Section « G »

Québec, le 23 septembre 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans le district électoral de Saguenay.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans le district électoral de Saguenay, rendue obligatoire par le décret numéro 1323 du 16 août 1962 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 août 1964;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1323, soit modifié comme suit:

1° Le sous paragraphe suivant est ajouté à l'article VII.

« Un tel avis n'est pas nécessaire dans les cas prévus au paragraphe « c » de l'article IX. »

2° Le paragraphe « c » de l'article IX est remplacé par le suivant:

« c) Dans le cas des finisseurs de ciment, la durée maximum du travail au taux régulier est de cinquante (50) heures par semaine, du lundi au samedi inclusivement, sans période journalière maximum. La majoration pour travail supplémentaire ne sera payable qu'après les cinquante (50) heures qui forment une semaine de travail.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1802

Quebec, September 23, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING hunting periods for deer in the province, especially in Zone B.

IT IS ORDERED, upon the proposition of the Minister of Tourism, Game and Fish;

THAT the periods of hunting for deer determined for the Horton Game and Fish Reserve, under order in council number 1013 of May 20, 1964, do not apply on the territory of game and fish clubs or on that of "outfitters", included in totality or partly in the said reserve;

THAT these clubs and these "outfitters" be submitted to the general hunting periods determined by orders in council numbers 876 of April 29, 1964 and 1013 of May 20, 1964;

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

JACQUES PRÉMONT,

8001 *Associate Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1816

Section "G"

Quebec, September 23, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the construction industry in the electoral district of Saguenay.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the electoral district of Saguenay, rendered obligatory by the decree number 1323 of August 16, 1962 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 8, 1964;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1323, be amended as follows:

1. The following sub-paragraph is added to article VII:

"Such a notice shall not be required for employees covered by paragraph "c" of article IX."

2. Paragraph "c" of article IX is replaced by the following:

"(c) In the case of cement finishers, the maximum duration of labour at straight time shall consist of fifty (50) hours per week, from Monday to Saturday inclusive, without maximum daily period. Overtime shall be paid only for work in excess of the fifty (50) hours constituting the work week.

Ce paragraphe ne s'applique pas dans la zone « C ».

3° Les mots « Salaires horaires, Zone « A », apparaissant au début du tableau du paragraphe « n » de l'article XV, sont remplacés par les mots « Salaires horaires, Zones « A » et « B ».

4° Le dernier alinéa commençant par les mots « Dans la zone « B », apparaissant au paragraphe « n » de l'article XV est biffé.

JACQUES PRÉMONT,
7975-0 Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

This paragraph does not apply in zone "C".

3. The words "Hourly rates, Zone "A", mentioned at the head of the table, paragraph "n" of article XV, are replaced by the words "Hourly rates, Zones "A" and "B".

4. The last sub-paragraph beginning by the words "In zone "B" mentioned in paragraph "n" of article XV is deleted.

JACQUES PRÉMONT,
7975-0 Associate Clerk of the Executive Council.

Association coopérative

L'Association Coopérative du Centre des Loisirs de Les Boules

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé, à compter du 14 septembre 1964, le règlement de régie interne de « L'Association Coopérative du Centre des Loisirs de Les Boules », conformément aux dispositions de l'article 109 de la Loi des associations coopératives.

Québec, le 24 septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
8008-0 RAYMOND DOUVILLE.

Cooperative Association

L'Association Coopérative du Centre des Loisirs de Les Boules

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved, as from September 14, 1964, the by-law concerning internal rule of "L'Association Coopérative du Centre des Loisirs de Les Boules", pursuant to the provisions of section 109 of the Cooperative Associations Act.

Quebec, September 24, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
8008 Assistant Secretary of the Province.

Avis divers

La Commission scolaire protestante du Montréal métropolitain

Avis de rachat

Obligations à 5¼% du Fonds d'Amortissement en date du 1er novembre 1962, échéant le 1er novembre 1982.

Avis est, par les présentes, donné aux détenteurs d'obligations à 5¼% du fonds d'amortissement de la Commission scolaire protestante du Montréal métropolitain, en date du 1er novembre 1962, échéant le 1er novembre 1982, que, conformément aux dispositions indiquées sur lesdites obligations et en vertu de l'autorité de la résolution en ladite commission scolaire passée le 23 octobre 1962, et du chapitre 212 des statuts refondus de Québec 1941, les obligations suivantes se montant à cent cinquante mille dollars (\$150,000.00) et numérotées comme suit, à savoir:

Les obligations en coupures de \$1,000.00 portant le préfixe « WM ».

0012	0080	0083	0105	0152	0160	0162	0217	0262	0308	0317	0335	0376	0383	0427
0430	0431	0438	0452	0465	0471	0480	0488	0509	0530	0589	0590	0597	0633	0640
0659	0662	0681	0720	0730	0735	0767	0769	0791	0829	0848	0849	0857	0873	0882
0893	0895	0900	0937	0939	0942	0954	0988	1024	1045	1061	1082	1108	1110	1117
1145	1260	1287	1319	1320	1333	1361	1365	1369	1374	1381	1382	1405	1431	1460
1505	1509	1516	1525	1547	1550	1582	1624	1633	1649	1660	1679	1680	1685	1686
1703	1738	1741	1775	1778	1779	1788	1818	1832	1842	1872	1901	1904	1951	1964
2021	2022	2118	2119	2124	2145	2156	2164	2255	2258	2269	2283	2352	2374	2376
2379	2383	2438	2446	2447	2457	2507	2509	2551	2558	2582	2610	2618	2637	2638
2639	2645	2648	2677	2686	2709	2718	2740	2766	2773	2829	2839	2936	2942	2945

ont été tirées au sort pour rachat le 1er novembre 1964 pour les fins du fonds d'amortissement et que lesdites obligations sont, par les présentes, appelées pour rachat à cette date à 100% de leur montant principal avec ensemble les intérêts accrus et impayés sur icelles à ladite date de rachat.

Miscellaneous notices

The Protestant school board of Greater Montreal

Notice of redemption

5¼% Sinking Fund Bonds dated November 1, 1962 maturing November 1, 1982.

Notice is hereby given to the holders of the 5¼% Sinking Fund Bonds of The Protestant School Board of Greater Montreal dated November 1, 1962 maturing November 1, 1982 that pursuant to the provisions set forth in said bonds and under authority of the resolution of the said School Board passed on October 23, 1962 and of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the following bonds aggregating in principal amount one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00) and numbered as follows, namely:

Bonds of the denomination of \$1,000.00 bearing the Prefix "WM".

have been drawn by lot for redemption on November 1, 1964 for sinking fund purposes and that the said bonds are hereby called for redemption on that date at 100% of the principal amount thereof together with accrued and unpaid interest thereon to such redemption date.

Les obligations ainsi appelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées en monnaie légale des États-Unis d'Amérique, à l'agence de la Banque de Montréal, New York, ou à l'agence de la Banque Royale du Canada, New York, au choix du détenteur, sur présentation et livraison desdites obligations accompagnées de tous les coupons d'intérêts échéant après le 1er novembre 1964 y attachés. Les obligations enregistrées quant au principal doivent être accompagnées de tous les instruments requis au transfert.

The bonds so called for redemption will become due and payable and will be paid in lawful money of the United States of America in the city of New York at the Bank of Montreal Trust Company or The Royal Bank of Canada Trust Company at the option of the holder, upon presentation and surrender of the said bonds with all interest coupons maturing after November 1, 1964 attached. Bonds registered as to principal must be accompanied by all instruments requisite for transfer.

Avis est de plus donné que les intérêts sur lesdites obligations cesseront à compter de la date de rachat et les coupons d'intérêts devant s'accroître après ladite date, deviendront nuls et sans valeur.

Notice is further given that interest upon said bonds shall cease as and from the redemption date and coupons for interest to accrue after said date shall become and be void.

Daté à Montréal, ce 23e jour de septembre 1964.

Dated at Montreal, this 23rd day of September 1964.

La Commission scolaire protestante
du Montréal métropolitain.
Le Secrétaire-trésorier,
ROBERT JAPP.

The Protestant School Board
of Greater Montreal.
ROBERT JAPP,
Secretary-Treasurer.

7976

7976-0

Loi Électorale de Québec

Quebec Election Act

*Avis concernant une agence de publicité
(art. 377)*

*Notice concerning a publicity agency
(sect. 377)*

Je donne avis, par les présentes, que l'agence de publicité « Collyer Advertising Ltd », 2,100, rue Drummond, Montréal, est reconnue comme mandataire de M. Clément Boutin, agent officiel de M. Francis O'Farrell, candidat libéral dans le district électoral de Dorchester pour la présente élection dont le scrutin est fixé au 5 octobre 1964.

I hereby give notice that the publicity agency "Collyer Advertising Ltd.", 2,100 Drummond St., Montreal, is recognized as being the authorized agent of Mr. Clément Boutin, official agent of Mr. Francis O'Farrell, liberal candidate in the election district of Dorchester for the present election on which voting is fixed for October 5, 1964.

Québec, le 23 septembre 1964.

Québec, September 23, 1964.

Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning Officer.

7984-0

7984

Loi Électorale de Québec

Quebec Election Act

*Avis concernant une agence de publicité
(art. 377)*

*Notice concerning a publicity agency
(sect. 377)*

Je donne avis, par les présentes, que l'agence de publicité « Collyer Advertising Ltd », 2,100, rue Drummond, Montréal, est reconnue comme mandataire de M. Maurice Léveillé, agent officiel de Me Pierre Maltais, candidat libéral dans le district électoral de Saguenay pour la présente élection dont le scrutin est fixé au 5 octobre 1964.

I hereby give notice that the publicity agency "Collyer Advertising Ltd.", 2,100 Drummond St., Montreal, is recognized as being the authorized agent of Mr. Maurice Léveillé, official agent of Me Pierre Maltais liberal candidate in the election district of Saguenay for the present election on which voting is fixed for October 5, 1964.

Québec, le 23 septembre 1964.

Québec, September 23, 1964.

Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning Officer.

7984-0

7984

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

Alfred Blackburn Incorporée

Alfred Blackburn Incorporée

Prenez avis que « Alfred Blackburn Incorporée », s'adressera au Secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Take notice that "Alfred Blackburn Incorporée", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec to obtain permission to surrender its charter.

Repentigny, ce 20 septembre 1964.

Repentigny, September 20, 1964.

Le Secrétaire,
PAUL BLACKBURN.

PAUL BLACKBURN,
Secretary.

7977-0

7977-0

Federal Intercoastal Line Ltd.

Federal Intercoastal Line Ltd.

Avis est donné que « Federal Intercoastal Line Ltd. », constituée en corporation en vertu

Notice is hereby given that "Federal Intercoastal Line Ltd.", a corporation incorporated

de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté, ce 23 septembre 1964.

7978

Le Secrétaire,
A. C. PATHY.

**J. A. Asselin & Fils Ltée,
Division des Accessoires Électriques**

Prenez avis que la compagnie « J. A. Asselin & Fils Ltée, Division des Accessoires Électriques — J. A. Asselin & Sons Limited, Electrical Appliances Division », demandera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

7985-o

Le Secrétaire,
GEORGES ASSELIN.

Hartco Steel Products Ltd.

Avis est donné que « Hartco Steel Products Ltd. », une corporation ayant son siège social à Black Lake dans la province de Québec s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la loi des compagnies de Québec.

Black Lake, le 25 septembre 1964.

7991

Le Secrétaire,
OLIVIER GRANDISON.

**Keewa Quebec Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné que la compagnie « Keewa Quebec Mines Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Toronto, ce 17^e jour de septembre 1964.

7997

Le Secrétaire,
B. W. DONALDSON.

**Murray Mining Corporation Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné que la compagnie « Murray Mining Corporation Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Toronto, ce 17^e jour de septembre 1964.

7998

Le Secrétaire,
B. W. DONALDSON.

Menuiserie Chalifour Limitée

Avis est par les présentes donné que « Menuiserie Chalifour Limitée », corporation légalement constituée, ayant son siège social en la cité de Québec, adressera au Secrétaire Provincial une

under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated, this September 23, 1964.

7978-o

A. C. PATHY,
Secretary.

**J. A. Asselin & Sons Limited,
Electrical Appliances Division**

Take notice that "J. A. Asselin & Fils Ltée, Division des Accessoires Électriques — J. A. Asselin & Sons Limited, Electrical Appliances Division", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

7985

GEORGES ASSELIN,
Secretary.

Hartco Steel Products Ltd.

Notice is hereby given that "Hartco Steel Products Ltd.", a corporation having its head office at Black Lake in the Province of Quebec will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Black Lake, September 25, 1964.

7991-o

OLIVIER GRANDISON,
Secretary.

**Keewa Quebec Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "Keewa Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Toronto, this 17th day of September, 1964.

7997-o

B. W. DONALDSON,
Secretary.

**Murray Mining Corporation Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "Murray Mining Corporation Limited" (No Personal Liability), a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Toronto, this 17th day of September, 1964.

7998-o

B. W. DONALDSON,
Secretary.

Chalifour Woodwork Limited

Notice is hereby given that "Chalifour Woodwork Limited", corporation under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Quebec, will apply to the Provincial

requête pour demander l'abandon de sa charte, le tout conformément aux prescriptions de la Loi des compagnies de Québec.

Québec, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
JACQUES CHALIFOUR.

8004-o

Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Quebec, this 28th day of September, 1964.

JACQUES CHALIFOUR,
Secretary-Treasurer.

8004-o

Minute Parking Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Minute Parking Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 31e jour de juillet 1964.

Minute Parking Ltd.,
Par le Secrétaire,
GORDON BROWN.

(Sceau)
8009

Minute Parking Ltd.

Notice is hereby given that "Minute Parking Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 31st day of July, 1964.

Minute Parking Ltd.,
Per: GORDON BROWN,
Secretary.

(Seal)
8009-o

Reserve Carbon Canadian Corporation Ltd.

En vertu des dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. chapitre 276) « Reserve Carbon Canadian Corporation Ltd. », donne par les présentes avis qu'elle demandera au Secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 28 septembre 1964.

Le Procureur de la compagnie,
PAUL L'HEUREUX, C.R.

8010-o

Reserve Carbon Canadian Corporation Ltd.

Under the provisions of section 26 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. chapter 276) "Reserve Carbon Canadian Corporation Ltd.", hereby gives notice that it will make application to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its charter.

Montreal, September 28, 1964.

PAUL L'HEUREUX, q.c.,
Company's solicitor.

8010-o

**Divers
Compagnies**

**Miscellaneous
Companies**

Asbestos Children Wear Inc.

Avis est donné que la compagnie « Asbestos Children Wear Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
LOUIS LANGLAIS.
12202-62

7979-o

Asbestos Children Wear Inc.

Notice is given that the company "Asbestos Children Wear Inc.", has changed the number of its administrators from 3 to 4.

LOUIS LANGLAIS,
Secretary.
12202-62

7979

Molson (Québec) limitée

Avis est donné que la compagnie « Molson (Québec) limitée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
JAMES K. REID.
4926-47

7980-o

Molson (Québec) limitée

Notice is hereby given that "Molson (Québec) limitée", has changed the number of its directors from 3 to 5.

JAMES K. REID,
Secretary.
4926-47

7980-o

Les Optimistes d'Arvida inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 10 août 1964, approuvé les règlements généraux de « Les Optimistes d'Arvida inc. », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des clubs de récréation (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 304) et de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
47-63

7981-o

Les Optimistes d'Arvida inc.

Notice is given that the Provincial Secretary has, on August 10, 1964, approved the general by-laws of "Les Optimistes d'Arvida inc.", and that, in conformity with the provisions of the Amusement Clubs Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 304) and Section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
47-63

7981

Columbia International Ltd.

Avis est donné que « Columbia International Ltd. », a changé le nombre de ses directeurs de 4 à 7.

Le Secrétaire,
J. M. GALLAGHER.
9116-53

7992

Columbia International Ltd.

Notice is hereby given that "Columbia International Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 7.

J. M. GALLAGHER,
Secretary.
9116-53

7992-o

Pastor Johnson-CKGM Charitable Foundation

Avis est donné que le secrétaire de la province, a, le 22 septembre 1964 approuvé le règlement numéro 1 (règlement généraux) de « Pastor Johnson-CKGM Charitable Foundation », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
1044-64

7993-o

Pastor Johnson-CKGM Charitable Foundation

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on the September 22, 1964, approved by-law number 1 (general by-laws) of "Pastor Johnson-CKGM Charitable Foundation", and such, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 24, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
1044-64

7993

Victoria Lumber Company Limited*Règlement spécial « A »*

La distribution d'actif de la compagnie entre ses actionnaires, au prorata du nombre d'actions détenues par chacun d'eux, est par les présentes, autorisée.

Certifié sommaire authentique du règlement spécial « A » de « Victoria Lumber Company Limited ».

Montreal, P.Q., le 25 septembre, 1964.

Le Secrétaire,
R. R. SPENCE.
7994-o

7994-o

Victoria Lumber Company Limited*Special By-law "A"*

The distribution of the assets of the company amongst its shareholders rateably to the number of shares held by each is hereby authorized.

Certified true summary of Special By-law "A" of "Victoria Lumber Company Limited."

Montreal, P.Q., September 25, 1964.

R. R. SPENCE,
Secretary.
7994-o

7994-o

Lettres patentes**Oeuvre des Vocations de Trois-Rivières**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains, 14 George VI, chapitre 76, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14^e jour de septembre 1964, constituant en corporation l'« Oeuvre des Vocations de Trois-Rivières ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23 septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
26-64

7999-o

Letters Patent**Oeuvre des Vocations de Trois-Rivières**

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act, 14 George VI, chapter 76, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating "Oeuvre des Vocations de Trois-Rivières".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the city of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 23, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
26-64

7999

Sièges sociaux**Zirco Inc.**

Avis est donné que « Zirco Inc. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec le 25 mai 1959 et ayant son siège social en la ville de Montréal, où son bureau était situé jusqu'à aujourd'hui à 404, rue Notre-Dame ouest, a transporté son bureau à 615, boulevard Dorchester ouest, chambre 1060.

Head Offices**Zirco Inc.**

Notice is hereby given that "Zirco Inc.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec on May 25, 1959 and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to this date, at 404 Notre-Dame St. West, has moved it to 615 Dorchester Blvd. West, suite 1060.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 2e jour de juillet 1964.

Le Secrétaire-trésorier,

7982

LOTTE STAUBER.

Rive-Nord Auto Inc.

Avis est donné que la compagnie « Rive-Nord Auto Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 22 juin 1964 et ayant son bureau principal aux Escoumins, comté de Saguenay, a établi son bureau sur la route No 15, Les Escoumins, comté de Saguenay.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné, aux Escoumins, le 21e jour de septembre, 1964.

Le Président,

RENÉ GUAY.

7986-0

Société Générale d'Investissement des Professionnels et Hommes d'Affaires Limitée

Avis est donné que la compagnie « Société Générale d'Investissement des Professionnels et Hommes d'Affaires Limitée », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec en date du 3 septembre 1963, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au numéro 635 ouest, boulevard Dorchester, l'a transporté au numéro 630 ouest boulevard Dorchester, suite 1630.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, le 14 septembre 1964.

Le Président,

GUY CHARRON.

7995-0

Alloy Manufacturing Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Alloy Manufacturing Ltd. », a transporté son siège social de 5701, chemin de la côte St-Paul, Montréal, à 300 chemin du Canal, ville St-Pierre.

Le Secrétaire,

A. MAAVARA.

8005

1518-63

Valley Auto Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Valley Auto Inc. », corporation légalement constituée selon les dispositions de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social dans la cité de Verdun, district de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la Province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 28 septembre 1964.

Valley Auto Inc.,

Les Procureurs de la compagnie,

GOUIN & GODIN,

8006-0

Berkam Investments Limited

Avis est donné que la compagnie « Berkam Investments Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, sous le nom de « Sabron

From and after the date of this notice, the said office shall be considered as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 2nd day of July, 1964.

LOTTE STAUBER,

Secretary-Treasurer.

7982-0

Rive-Nord Auto Inc.

Notice is hereby given that "Rive-Nord Auto Inc.", incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies Act on June 22, 1964, and having its head office in Les Escoumins, county of Saguenay, has established its office on Highway No. 15, Les Escoumins, county of Saguenay.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given, at Les Escoumins, this 21st day of September, 1964.

RENÉ GUAY,

President.

7986

Société Générale d'Investissement des Professionnels et Hommes d'Affaires Limitée

Notice is hereby given that "Société Générale d'Investissement des Professionnels et Hommes d'Affaires Limitée", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on September 3, 1963, and having its head office in the city of Montreal where its office was situated until today at number 635 Dorchester Blvd. West, has moved it to number 630 Dorchester Blvd. West, suite 1630.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Montreal, September 14, 1964-

GUY CHARRON,

President.

7995

Alloy Manufacturing Ltd.

Notice is hereby given that "Alloy Manufacturing Ltd.", has transferred its head office from 5701 Côte St-Paul road, Montreal, to 300 Canal Road, ville St-Pierre.

A. MAAVARA,

Secretary.

8005-0

1518-63

Valley Auto Inc.

Notice is hereby given that "Valley Auto Inc.", legally incorporated corporation in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Verdun, district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary for permission to surrender its charter.

Montreal, September 28, 1964.

Valley Auto Inc.,

GOUIN & GODIN,

Attorneys for the company.

8006

Berkam Investments Limited

Notice is hereby given that "Berkam Investments Limited", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act under the name of "Salbron Investments Limited", by letters patent

Investments Limited », par lettres patentes datées du 2 décembre 1963, son nom ayant été changé par lettres patentes supplémentaires, en date du 11 septembre 1964, a établi son siège social à 6560, avenue du Parc, Montréal, P.Q.

Montréal, P.Q. 24 septembre 1964.

Le Secrétaire-Trésorier,

W. P. CREAUGH.

8011

Bulkley, Dunton Canada Ltd.

Règlement spécial « R »

Le siège social de la compagnie, auparavant situé à chambre 808, 10, rue St-Jacques ouest, Montréal, Qué., sera à compter d'aujourd'hui situé à 507, Place d'Armes, 10^e étage, Montréal, province de Québec.

22 septembre 1964.

Le secrétaire,

MARCEL PICHÉ, C.R.

8012

Dolsan Mines Ltd.

(No Personal Liability)

Il a été résolu: Sur proposition dûment faite, secondée et adoptée à l'unanimité, il a été résolu que le siège social de la compagnie soit transporté de 132, rue St-Jacques, ouest, chambre 520, Montréal, à 409, rue St-Jacques, ouest, chambre 102, Montréal.

Résolu: Ce 1^{er} jour d'août 1964.

Le Président,

CHARLES D. ROBBINS, fils.

Le Secrétaire,

A. F. CASSELMAN.

Certifié comme étant une copie conforme d'une résolution extraite du procès verbal d'une assemblée générale annuelle des actionnaires de « Dolsan Mines Ltd. » (N.P.L.), tenue le 1^{er} août 1964, à Montréal.

Daté ce 1^{er} jour d'août 1964.

(Sceau)

Le Secrétaire,

A. F. CASSELMAN.

8013

Consortium Fecteau-Trottier Inc.

Règlement No 2

Établissant le bureau principal et le domicile légal de la compagnie.

Il est par le présent règlement No 2 de « Consortium Fecteau-Trottier Inc. », ordonné et statué comme suit, savoir: la compagnie a et aura son siège social et son domicile légal à Québec au no 175 Boulevard Benoit XV, Québec 3.

Lu, adopté et signé, séance tenant pour et sur l'ordre des directeurs, ce 20^{ième} jour d'août 1964.

Témoin le sceau de la compagnie.

Le Président,

LOUIS FECTEAU.

Le Trésorier,

EULOGUE BERTHELOT.

Unaniment confirmé par tous les actionnaires en assemblée générale spéciale tenue le 20^e jour d'août 1964.

Le Président,

LOUIS FECTEAU.

Le Trésorier,

EULOGUE BERTHELOT.

8014-o

Elmor Investment Corp.

Avis est donné que « Elmor Investment Corp. », constituée par lettres patentes le 1^{er} jour

dated December 2, 1963, its name having been changed by supplementary letters patent dated September 11, 1964, has established its head office at 6560 Park Avenue, Montreal, P.Q.

Montreal, P.Q., September 24, 1964.

W. P. CREAUGH,

Secretary-Treasurer.

8011-o

Bulkley, Dunton Canada Ltd.

Special By-law "R"

The head office of the company formerly located at room 808, 10 St. James street West, Montreal, Que., shall as of today be located at 507 Place d'Armes, 10th floor, Montreal, Province of Quebec.

September 22, 1964.

MARCEL PICHÉ, Q.C.,

Secretary.

8012-o

Dolsan Mines Ltd.

(No Personal Liability)

Resolved: On motion duly made, seconded and unanimously carried it was resolved that the head office of the company be moved from 132 St. James street West, room 520, Montreal, to 400 St. James street West, room 102, Montréal.

Resolved: This 1st day of August 1964.

CHARLES D. ROBBINS, jr.

President.

A. F. CASSELMAN,

Secretary.

Certified to be a true copy of a resolution extracted from the minutes of the general annual meeting of shareholders of "Dolsan Mines Ltd." (N.P.L.), held on the 1st of August 1964, in Montreal.

Dated, this 1st day of August 1964.

(Seal)

A. F. CASSELMAN,

Secretary.

8013-o

Consortium Fecteau-Trottier Inc.

By-law No. 2

Establishing the head office and legal domicile of the company.

It has been ordered and decreed by the present by-law No. 2 of "Consortium Fecteau-Trottier Inc.", as follows, to wit: the company has and will have its head office and legal domicile in Quebec at No. 175 Benoit XV Boulevard, Québec 3.

Read, adopted and signed, meeting in session for and on the order of the directors, this 20th day of August, 1964.

Witness the seal of the company.

LOUIS FECTEAU,

President.

EULOGUE BERTHELOT,

Treasurer.

Unanimously confirmed by all the shareholders present at a special general meeting held on the 20th day of August, 1964.

LOUIS FECTEAU,

President.

EULOGUE BERTHELOT,

Treasurer.

8014

Elmor Investment Corp.

Notice is hereby given that "Elmor Investment Corp.", which was incorporated by letters

d'octobre 1959, et ayant son siège social à 1010, rue Ste-Catherine ouest, chambre 340, Montréal, a transporté son bureau à 50, Place Crémazie, chambre 919, Montréal.

Montréal, 17 septembre 1964.

Le Secrétaire,
E. GODEL.

8015

Loncar Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Loncar Inc. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, le 7 avril 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, où jusqu'à cette date son bureau était situé à 404, rue Notre-Dame, ouest, l'a transporté à 615, boulevard Dorchester, ouest, chambre 1060.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 2e jour de juillet 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
LOTTE STAUBER.

8016

The Pruth Mining Investment Company

Avis est donné que la compagnie « The Pruth Mining Investment Company », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 25 mars 1955 et ayant son principal siège social à Montréal, province de Québec, où son bureau était situé à 7445 avenue Glenwood, Montréal, l'a transporté à 10540 rue de Lille, Montréal 12, P.Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 29e jour de juillet 1964.

Le Secrétaire,
E. BABIUK.

8017-o

Restaurant Le Bam Boo Inc.

Prenez avis que le siège social de la compagnie « Restaurant Le Bam Boo Inc. », est situé à 2572 boulevard Sir Wilfrid-Laurier, cité de Ste-Foy, district de Québec.

Signé à Québec, ce 17e jour de septembre 1964.

(Sceau)

8018-o

Le Secrétaire,
SIMONE VILLEBON.

patent on the 1st day of October, 1959, and having its head office at 1010 St. Catherine street West, room 340, Montreal, has moved it to 50 Place Cremazie, suite 919, Montreal.

Montreal, September 17, 1964.

E. GODEL,
Secretary.

8015-o

Loncar Inc.

Notice is hereby given that "Loncar Inc.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec on April 7, 1959 and having its head office in the city of Montreal where its office was situated up to this date, at 404 Notre-Dame St., West, has moved it to 615 Dorchester Boulevard West, suite 1060.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 2nd day of July 1964.

LOTTE STAUBER,
Secretary-Treasurer.

8016-o

The Pruth Mining Investment Company

Notice is hereby given that "The Pruth Mining Investment Company", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act on the March 25, 1955, and having its head office at Montreal, in the Province of Quebec, where its office was situated at 7445 Glenwood Avenue, Montreal, has moved it to 10540 de Lille St., Montreal 12, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 29th day of July, 1964.

E. BABIUK,
Secretary.

8017-o

Restaurant Le Bam Boo Inc.

Take notice that the head office of "Restaurant Le Bam Boo Inc.", is situated at 2572 Sir Wilfrid-Laurier Boulevard, city of Ste-Foy, district of Quebec.

Signed at Quebec, this 17th day of September, 1964.

(Seal)

8018

SIMONE VILLEBON,
Secretary.

Demande à la Législature

David Desideriu Terkeltaub

Avis est par les présentes donné que « David Desideriu Terkeltaub », fabricant, de la ville de Mont-Royal, dans le district de Montréal, dans la province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi changeant son nom de « David Desideriu Terkeltaub » à David Didier Terkel.

Montréal, le 17 septembre 1964.

Les Procureurs du requérant,
SPECTOR & SCHECTER.

7922-39-4-o

Application to Legislature

David Desideriu Terkeltaub

Notice is hereby given that "David Desideriu Terkeltaub", manufacturer, of the town of Mount-Royal, in the district of Montreal, in the province of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session for the passing of an act to change his name from "David Desideriu Terkeltaub" to David Didier Terkel.

Montreal, September 17, 1964.

SPECTOR & SCHECTER,
Solicitors for the petitioner.

7922-39-4-o

Examen des Agronomes

Agronomists Examination

La Corporation des Agronomes de la Province de Québec

Aspirants à l'étude de l'agronomie
Candidates to the study of agriculture

Tableau contenant les noms, prénoms, âge et domicile des aspirants à l'étude de l'agronomie ainsi que le nom de la dernière institution où ils ont étudié.

Table containing the names, surnames, age and residence of candidates to the study of agriculture and also the name of the last institution where they have studied.

Noms et prénoms Names and surnames	Domicile Residence	Age	Institutions
Apollon, Carl.....	129, Chemin Ste-Foy, app. 1, Québec 6.	27	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
April, Gaston.....	21, ave Ste-Geneviève, Québec 4.	32	Institut Agricole d'Oka.
Baillargeon, François.....	L'Ange-Gardien, comté de Rouville	18	École Secondaire Sacré-Coeur de Granby.
Bélaïr, Jean-Louis.....	St-Barthélemy, comté de Berthier.	23	Collège de L'Assomption.
Belzile, Lucien dit Lucius.....	St-Clément, comté de Rivière-du-Loup.	21	École Secondaire Mgr Taché.
Bernard, Florian.....	2816, avenue Turbide, Giffard, Québec 5.	19	Collège de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Bernier, Jean-Claude.....	St-Romain, comté de Frontenac.	22	Collège Jean-de-Brébeuf.
Bernier, Yvan.....	St-Romsin, comté de Frontenac.	21	Séminaire de Ste-Thérèse.
Bhéler, Martin.....	1185, rue Brown, app. 1, Québec 6.	18	École Secondaire J.-F. Perrault.
Blais, J.-Alexandre.....	R.R. no 2, Villebois, comté d'Abitibi-ouest.	20	École Ouellet Inc.
Boisvert, Roland.....	St-Sylvere, comté de Nicolet.....	23	Séminaire de Nicolet.
Bonn, W. Gordon.....	323 Grosvenor Ave, Westmount 6.	17	High School of Montréal.
Brooks, Edward A.....	1805 College Street, St. Laurent.	17	Father McDonald Memorial High School.
Bruce, Keith.....	46 Mount Pleasant, Pointe Claire.	18	Lindsay Place High School.
Bussière, Jacques.....	St-Michel, comté de Bellechasse.	17	École Secondaire Mgr Déziel.
Caron, André.....	St-Jean Port-Joli, comté de L'Islet.	19	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Chainé, Gilles.....	15, rue de Lourdes, Rigaud, comté de Vaudreuil.	19	Collège Bourget de Rigaud.
Champagne, Léandre.....	141, rue St-Jean, Asbestos, comté de Richmond.	20	Institut de Technologie Agricole de La Pocatière.
Charbonneau, Régis.....	St-Alexandre, comté d'Iberville.....	19	Collège Ville-Marie.
Charland, André.....	Ste-Cécile de Lévrard, comté de Nicolet.	21	Institut de Technologie Agricole de La Pocatière.
Chateauvert, Jean-Yves.....	C.P. 26, St-Timothée, comté de Beauharnois.	20	Séminaire de Valleyfield.
Chicoine, Roger.....	61, 4e Avenue, Iberville.....	18	École Secondaire St-Georges.
Choinière, André.....	Cowansville, comté de Missisquoi.	18	Institut de Technologie Agricole de St-Hyacinthe.
Clarke, Bryan.....	14 Lagacé Avenue, Dorval.....	19	McGill University.
Cohen, Arnold I.....	4451 Madison Avenue, Montréal 28.	18	McGill University.
Coupland, Gary.....	R.R. 2, Granby, county of Shefford.	17	Waterloo High School.
Delisle, Urgel.....	Cap Santé, comté de Portneuf.....	21	Externat Classique St-Jean-Eudes.
Desmarais, Maurice.....	340, Chemin Guilbault, St-Paul, comté de Joliette.	20	Collège de Joliette.
Desrochers, Jean-Claude.....	113, boul. Marois, Laval-des-Rapides.	21	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Dubeau, Germain.....	200, boul. St-Jacques, Neufchâtel, comté de Québec.	20	Collège Notre-Dame-de-Grâce de Québec.
Dumas, Pierre.....	St-Antoine de Tilly, comté de Lotbinière.	20	Académie de Québec.
Eden, L. K.....	P.O. Box 100, Waterloo, county of Shefford.	43	Faculty of Agriculture of McGill University.
Élie, Serge.....	886, rue Bougainville, Québec 6.	32	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Fraser, Barry.....	Dundee, county of Huntingdon.....	17	Huntingdon High School.
Gagné, Georges.....	Kinnear's Mills, comté de Mégantic	21	École Secondaire de Thetford-Mines.
Gagnon, Henri-Louis.....	St-Côme, Linière, comté de Beauce.	18	École de la Trinité.
Gales, Robert Lorne.....	486 Mountain Avenue, Westmount.	18	Lower Canada College.
Gaudette, André.....	C.P. 144, La Pocatière, comté de Kamouraska.	22	Collège de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Gauthier, Michel.....	5645, boul. Maricourt, St-Hubert.	21	Collège Ste-Marie.
Gauvin, Michel.....	885, ave Joffre, Québec 6.	22	Collège des Jésuites.
Gélinas, Jean-Pierre.....	509, rue St-Alexandre, Ste-Flore, comté de St-Maurice.	22	Séminaire Ste-Marie.
Girardot, Jean-Charles.....	C.P. 28, Roxton Falls, comté de Shefford.	19	École Secondaire Sacré-Coeur de Granby.
Grégoire, Yvan.....	1509, route de l'Église, Ste-Foy, Québec 10.	18	École Secondaire de Ste-Foy.
Grenache, Claude.....	6481, Bois-de-Coulonge, Ville d'Anjou.	21	Collège Roussin.
Grenier, Gaston.....	Boul. Lévesque, St-Félicien, comté de Roberval.	21	Séminaire des Pères Maristes.
Hallam, Henry Robert.....	455 Chester Avenue, Montréal 16.	21	Macdonald College.
Harvey, Michèle.....	Alma, comté du Lac St-Jean.....	19	École Secondaire Marguerite-Bourgeoys.
Horowowitsch, George.....	3977 Clark Street, Montréal 18.	18	Cardinal Newman High School.
Hudon, Yvon.....	2080 ouest, rue St-Cyrille, Québec 6.	19	École Secondaire Ste-Foy.
Ingalls, Winston.....	R.R. 2, Kate Vale, county of Stanstead.	17	Ayer's Cliff High School.
Jubenville, Jacques.....	R.R. no 3, Coaticook, comté de Stanstead.	18	École Secondaire St-François de Sherbrooke.
Lacasse, Gilles.....	St-Vallier Station, comté de Bellechasse.	18	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Lafamme, Jacques.....	Ste-Thècle, comté de Laviolette.....	18	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.

Tableau contenant les noms, prénoms, âge et domicile des aspirants à l'étude de l'agronomie ainsi que le nom de la dernière institution où ils ont étudié. (suite)
 Table containing the names, surnames, age and residence of candidates to the study of agriculture and also the name of the last institution where they have studied. (continued)

Noms et prénoms Names and surnames	Domicile Residence	Age	Institutions
Lamarre, Michel	Laendie, comté de St-Jean	20	École Secondaire Beaulieu.
Landry, Jacques	1195, rue St-Raymond, Sherbrooke.	17	École Secondaire St-François de Sherbrooke.
Lantagne, Michel	2678, rue Dandurand, Montréal 36.	17	École Secondaire Louis-Hébert.
Lapointe, Denis	1559, ave Bergemont, Québec 3	18	Collège Jean-de-Brébeuf.
Laprise, André	St-Stanislas, comté de Roberval	21	Séminaire de Chicoutimi.
LaRougery, Jean-Claude	Pavillon Lemieux, chambre 6532, Cité universitaire, Ste-Foy, Québec 10.	26	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Lavigne, Germain	Rang Ste-Marie, Ste-Anne-de-Belleue, comté de Jacques-Cartier	21	Institut de Technologie Agricole de La Pocatière.
Lawson, Harry I.	5 Pheasant Avenue, Dorval	20	Lachine High School.
Lefabre, Jacques	1484, rue Garnier, Québec 6	21	Séminaire de Québec.
Légaré, Marcel	213, rue de l'Ornière, Neufchâtel, comté de Québec.	17	École Secondaire St-Joseph.
Lemay, Michel	1362, rue Frontenac, Québec 2	19	École Secondaire J.-F. Perrault.
Lemieux, Normand	1919, rue Mercure, Plessisville, comté de Mégantic.	18	École Secondaire de Thetford-Mines.
Maheux, Henri	Rang de l'Assomption, St-Joseph, comté de Beauce.	26	École Secondaire St-Joseph.
Marquis, Léo-Jacques	C.P. 331, Ste-Marie, comté de Beauce.	21	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Martin, Aurèle	R.R. no 2, St-Basile, Nouveau-Brunswick.	21	Collège St-Louis d'Edmundston.
Mason, Wesley	R.R. 1, Cowansville, comté de Missisquoi.	21	Cowansville High School.
Michaud, Réal	St-Alexandre, comté de Kamouraska.	21	Collège de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Montpetit, Jean-Claude	St-Stanislas de Kostka, comté de Beauharnois.	17	École Secondaire Edgar Hébert.
Morin, Guy	245, 70e Rue est, Charlesbourg, Québec 7.	20	École Secondaire Samuel-de-Champlain.
Morin, Michel	1023, 8e Avenue, Québec 3	21	Externat Classique St-Jean Eudes.
Morissonneau, Christian-A.	88, rue St-Joseph, Disraéli, comté de Wolfe.	25	École Professionnelle Supérieure de Paris.
Olivier, Jean-Jacques	333, rue Visitation, Joliette	17	École Secondaire Barthélemy de Joliette.
Pelletier, Ghislain	St-Cyrille, comté de L'Islet	19	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Pelletier, Jean-Pierre	St-Cyrille, comté de L'Islet	20	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Phaneuf, Jean-Jacques	6544, rue St-Denis, Montréal 10	20	Collège Ste-Marie.
Proulx, André	2905, rue Pratte, St-Hyacinthe	28	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Proulx, Yvon	La Baie-du-Febvre, comté d'Yamaska.	26	Séminaire de Nicolet.
Reilley, H. E.	Hillside Avenue, Knowlton, comté de Brôme.	47	Faculty of Agriculture of McGill University.
Roberts, Brian	35 Oak Drive, Upper Saddle River, New Jersey.	20	Ramsey High School.
Rossignol, Rénald dit Raynald	92, rue Napoléon, Lévis	20	École Secondaire Mgr Déziel.
Rousseau, Camille	396, avenue Maguire, Sillery, Québec 6.	25	École des Gradués de l'Université Laval.
Saint-Louis, Gilles	16, rue Côté, Matane	20	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Scott, Lise	Cap-aux-Meules, Iles-de-la-Madeleine.	16	Collège Notre-Dame d'Acadie.
Sharp, Colin	115 Chestnut Drive, Baie d'Urfé	17	Macdonald High School.
Talbot, Serge	St-Flavien, comté de Lotbinière	20	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Tarte, Frank	R.R. 2, Lennoxville, comté de Sherbrooke.	18	Lennoxville High Schools.
Tessier, Richard	840, rue Père Marquette, Québec 6.	18	École Secondaire J.-F. Perrault.
Tessier, Roger	St-Casimir, comté de Portneuf	21	Séminaire St-Joseph.
Thibault, Serge	Ste-Lucie, comté de Terrebonne	21	École Secondaire Ste-Agathe.
Thomson, Gordon C.	Abbotsford, county of Rouville	37	Faculty of Agriculture of McGill University.
Vézina, André	1795, boul. Masson, Les Saules, comté de Québec.	17	École Secondaire St-Joseph.
Vézina, Benoît	260, ave Royale, St-Pierre, Ile d'Orléans, comté de Montmorcency.	21	École Ouellet Inc.
Vézina, Roch	248, ave Royale, St-Pierre, Ile d'Orléans, comté de Montmorcency.	32	Grand Séminaire de Québec.
Vilgrain, Alix	875, Place Beloeil, app. 1, Ste-Foy, Québec 10.	33	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Vinh, Anh	Ferme expérimentale, Lennoxville, comté de Sherbrooke.	21	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Westlake, Robert	224 Green Street, app. 2, St. Lambert.	18	Chambly County High School.

Montréal 11, le 21 septembre 1964 — Montréal 11, September 21, 1964.

Le Secrétaire général
de La Corporation des Agronomes
de la province de Québec.

7926-39-2-o THÉODORE MONGEON, agronome.

THÉODORE MONGEON, agronome.
General Secretary
of La Corporation des Agronomes
de la province de Québec.

Ministère des Affaires municipales

Cité de Saint-Jérôme

Règlement No C-360

fixant à trois ans le terme de la charge du maire et des échevins, à compter des élections générales d'octobre 1964 et fixant les élections municipales au premier lundi de novembre.

(Abrogeant le règlement No C-357).

ATTENDU qu'en vertu de la charte de la cité de Saint-Jérôme, 14 George VI, chapitre 103, article 15 et 14 George VI, chapitre 103, article 21, remplacé par 14-15 George VI, chapitre 79, article 6, et de nouveau remplacé par 15-16 George VI, chapitre 77, article 5, la durée des fonctions du maire et des échevins est de deux ans et que les élections générales ont lieu le premier lundi d'octobre;

ATTENDU QUE le conseil municipal juge opportun de prolonger de deux à trois ans la durée des fonctions des membres du Conseil et de changer la date des élections générales du mois d'octobre au mois de novembre;

ATTENDU QUE l'article 173 de la Loi des cités et villes permet au conseil de prolonger la durée des fonctions du maire et des échevins et de changer la date des élections générales;

ATTENDU QU'il y a lieu d'abroger le règlement No C-357;

ATTENDU QUE l'avis du présent règlement a été donné lors de la tenue de la séance du 11 septembre 1964, étant le deuxième ajournement de la séance régulière du 8 septembre 1964;

IL EST DÉCRÉTÉ, STATUÉ ET ORDONNÉ
PAR LE PRÉSENT RÈGLEMENT NO C-360

Article 1. Le règlement No C-357 est, par le présent règlement, abrogé, à toutes fins que de droit.

Article 2. À compter de la date des prochaines élections générales du premier lundi d'octobre 1964, la durée des fonctions du maire et des échevins est fixée à trois ans.

Article 3. Les élections générales du maire et des échevins sont fixées au premier lundi juridique de novembre au lieu du premier lundi d'octobre comme le prescrit la charte, 15-16 George VI, chapitre 77, article 5.

Le présent article prendra effet lors des élections générales de 1966.

Article 4. Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Copie certifiée.

Le Maire-suppléant,
G.-E. GIRALDEAU.

Le Greffier,
OCT. TESSIER.

P.S. Cet avis est publié conformément à l'article 173, paragraphe 8 de la Loi des cités et villes.

Québec, 16 septembre 1964.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
7983 o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Department of Municipal Affairs

City of Saint-Jérôme

By-law No. C-360

fixing at three years the term of office of the Mayor and Aldermen, from and after the October 1964 General Elections and fixing the municipal elections for the first Monday in November.

(Rescinding by-law No. C-357).

WHEREAS under the charter of the city of Saint-Jérôme, 14 George VI, chapter 103, section 15 and 14 George VI, chapter 79, section 6, and again replaced by 15-16 George VI, chapter 77, section 5, the duration of the functions of the Mayor and Aldermen is of two years and the general elections take place on the first Monday on October;

WHEREAS the municipal council judges expedient to extend from two to three years the duration of the functions of the members of the council and to change the general election date from the month of October to the month of November;

WHEREAS section 173 of the Cities and Towns Act allows the council to extend the duration of the functions of the Mayor and the Aldermen and to change the date of the general elections;

WHEREAS it is advisable to rescind by-law No. C-357;

WHEREAS the notice of the present by-law was given at the meeting of September 11, 1964, being the second adjournment of the regular meeting of September 8, 1964;

IT IS DECREED, ENACTED AND ORDERED
BY THE PRESENT BY-LAW NO. C-360

Section 1. By-law No. C-357 is, by the present by-law, rescinded for all legal purposes.

Section 2. From and after the next general elections of the first Monday in October, 1964, the duration of the functions of the Mayor and Aldermen is fixed at three years.

Section 3. The general elections of the Mayor and Aldermen are fixed for the first juridical Monday in November instead of the first Monday in October, as prescribed in the charter, 15-16 George VI, chapter 77, section 5.

The present section will take effect at the time of the general elections of 1966.

Section 4. The present by-law shall enter into force in accordance with the Act.

Certified copy.

G.-E. GIRALDEAU,
Acting Mayor.

OCT. TESSIER,
Town Clerk.

P.S. This notice is published in accordance with section 173, paragraph 8 of the Cities and Towns Act.

Québec, September 16, 1964.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
7983 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Ministère de l'Éducation

Department of Education

Village de St-Michel

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du village de St-Michel, dans le comté d'Yamaska, en celui de St-Michel, dans le même comté.

Québec, le 16 septembre 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

7963-39-2-o

792-64

Village of St-Michel

Application is made to change the name of the school municipality of the village of St-Michel, in the county of Yamaska, to that of St-Michel, in the same county.

Quebec, September 16, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

7963-39-2

792-64

Bellecombe

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1789, en date du 23 décembre 1964, d'annexer cette partie du rang V du canton Vaudray limitée à l'est par la rive ouest du lac Caron; au nord par la ligne entre les rangs V et VI dudit canton et à l'est par la limite est du canton Bellecombe, à la municipalité scolaire de Bellecombe, dans le comté de Témiscamingue.

Ce changement prendra effet à compter du 18 octobre 1964.

Québec, le 28 septembre 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

8022-o

743-63

Bellecombe

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1789, dated September 23, 1964, to annex that part of range V in the township of Vaudray, bounded on the east by the west bank of Lake Caron, on the north by the line between ranges V and VI in the said township and on the east by the east limit of the township of Bellecombe, to the school municipality of Bellecombe, in the county of Temiscamingue.

This change will take effect from and after October 18, 1964.

Quebec, September 28, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

8022

743-63

Ste-Anne-de-Beaupré

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1789, en date du 23 septembre 1964, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Les Crans, dans le comté de Montmorency, à la municipalité scolaire de Ste-Anne-de-Beaupré, dans le même comté.

Ce changement prendra effet à compter du premier juillet 1965.

Québec, le 28 septembre 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

8022-o

1414-63

Ste-Anne-de-Beaupré

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1789, dated September 23, 1964, to annex the present territory of the school municipality of Les Crans, in the county of Montmorency, to the school municipality of Ste-Anne-de-Beaupré, in the same county.

This change will take effect, from and after July first, 1965.

Quebec, September 28, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

8022

1414-63

**Ministère des Terres et Forêts
Cadastre**

**Department of Lands and Forests
Cadastre**

Paroisse de Notre-Dame du Sacré-Coeur

Parish of Notre-Dame du Sacré-Coeur

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Coeur, municipalité de la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Coeur, division d'enregistrement de Rimouski.

Official cadastre of the parish of Notre-Dame du Sacré-Coeur, municipality of the parish of Notre-Dame du Sacré-Coeur, registration division of Rimouski.

Avis est par la présente donné que les lots 25-25 et 25-26 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 25-25 and 25-26 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 25 août 1964.

Quebec, August 25, 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

7987-o

7987-o

Paroisse de St-Augustin

Parish of St-Augustin

Cadastre officiel de la paroisse de St-Augustin, municipalité de la paroisse de St-Augustin de Desmaures, division d'enregistrement de Portneuf.

Official cadastre of the parish of St-Augustin, municipality of the parish of St-Augustin de Desmaures, registration division of Portneuf.

Avis est par la présente donné que le lot 541 (Lot de grève) est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code Civil.

Québec, le 15 septembre 1964.

7987-o

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that lot 541 (Beach Lot) is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 15, 1964.

7987-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse de St-Martin

Cadastre officiel de la paroisse de St-Martin, municipalité de la cité de Laval-des-Rapides, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que les lots 273-381, 273-752 sont remis en vigueur et le lot 273-878 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 septembre 1964.

7987-o

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Parish of St-Martin

Official cadastre of the parish of St-Martin, municipality of the city of Laval-des-Rapides, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lots 273-381, 273-752 are revived and lot 273-878 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 17, 1964.

7987-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Ministère du Travail

Avis

Convention collective de travail relative aux coiffeurs pour dame — Région de Montréal

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Le Syndicat des Employés Coiffeurs pour Dames de Montréal Inc., La Corporation des Employés Coiffeurs pour Dames de la Province de Québec.

et, D'AUTRE PART:

« The Master Ladies' Hairdressers Guild of Montreal », La Corporation des Employeurs Coiffeurs pour Dames de la Province de Québec. L'Association des Maîtres Coiffeurs de Montréal et du District Inc., L'Association Patronale Métropolitaine des Coiffeurs et Coiffeuses Inc. pour les employeurs et les salariés des professions visées, suivant les conditions ci-après décrites:

PREMIÈRE PARTIE

Dispositions générales

Les règles communes applicables à tous les décrets régissant les barbiers, coiffeurs pour hommes, coiffeurs pour dames, manucures (esthéticiennes) ou manucures, dans la province, approuvées par l'arrêté en conseil numéro 1886 (A) du 2 novembre 1960, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 19 novembre 1960, sont incorporées dans la présente convention, comme Première Partie, tout comme si elles y étaient reproduites en entier. (Articles 1 à 68 inclusivement.)

Toutefois par exception aux chapitre I et II desdites règles communes, la juridiction professionnelle du présent décret est limitée aux personnes qui exécutent ou font exécuter une ou plusieurs des opérations que nécessitent les services rendus par les coiffeurs pour dames et manucures seulement. De plus, les apprentis manucures seront exemptés de l'article 31, paragraphe a) desdites règles communes.

Department of Labour

Notice

Collective labour agreement relating to the ladies hairdressing trade — Region of Montreal

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"Le Syndicat des Employés Coiffeurs pour Dames de Montréal Inc."; "La Corporation des Employés Coiffeurs pour Dames de la Province de Québec";

and, ON THE OTHER PART:

The Master Ladies' Hairdressers Guild of Montreal; "La Corporation des Employeurs Coiffeurs pour Dames de la Province de Québec"; "L'Association des Maîtres Coiffeurs de Montréal et du District Inc."; "L'Association Patronale Métropolitaine des Coiffeurs et Coiffeuses Inc."; for the employers and employees of the trades concerned, according to the following provisions:

PART ONE

General provisions

The standard rules applying to all decrees regulating barbers, men's hairdressers, ladies' hairdressers, manicure-aestheticians or manicures, in the province, approved by Order in Council number 1886 (A) of November 2, 1960, published in the *Quebec Official Gazette* of November 19, 1960, incorporated in the present convention and constitute Part One thereof as if they were contained therein. (Article 1 to 68 inclusive.)

However, notwithstanding the provisions of chapters I and II of the said standard rules, the professional jurisdiction of the present decree is limited to persons who execute or cause to be executed one or more of the operations in connection with the services rendered by ladies' hairdressers, manicures only. The apprentice-manucures will be exempted of the article 31 paragraph a) of the Agreement Act.

DEUXIÈME PARTIE

*Dispositions particulières
Juridiction territoriale*

Article 101. La juridiction territoriale déterminée par la convention comprend l'île de Montréal, les cités de St-Lambert, Longueuil, Laflèche et Jacques-Cartier et les villes de Montréal-Sud, Prévile, Ville LeMoine, Greenfield Park et Brossard.

Durée du travail

Article 102. La durée maximum des heures de Travail pour tous les salariés et apprentis est de quarante-cinq (45) heures par semaine de cinq (5) jours, réparties de la façon suivante:

1. Entre 9 a.m. et 7 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi;
2. Entre 9 a.m. et 9 p.m. les vendredis ainsi que les jours ouvrables entre le 15 et le 31 décembre inclusivement;
3. Entre 8 a.m. et 6 p.m. les samedis autres que ceux compris entre le 15 et le 31 décembre inclusivement;
4. Entre 8 a.m. et 9 p.m. les samedis compris entre le 15 et le 31 décembre inclusivement.
5. Entre 8 a.m. et 7 p.m. la veille des jours de fête mentionnés à l'article 114, sauf si ce jour est un dimanche et entre 8 a.m. et 9 p.m. si ce jour est un vendredi.

Travail interdit en dehors des heures régulières

Article 103. Aucun travail faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret ne peut être exécuté avant 9 a.m. tous les jours ouvrables, excepté le samedi de chaque semaine, avant 8 a.m. Tout travail doit cesser à 7 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi; à 9 p.m. les vendredi et les jours ouvrables entre les 15 et 31 décembre inclusivement et à 6 p.m. les samedis, sauf ceux compris dans la période du 15 au 31 décembre inclusivement.

Congés payés

Article 104. Les employés réguliers qui travaillent dans un salon durant la semaine de Noël et celle du Jour de l'An ont droit à un jour de congé payé pour chacune de ces deux (2) semaines. Le choix de ces jours de congé est déterminé par l'employeur et ils doivent être accordés avant le 1er mars de l'année suivante.

Congé de repas

Article 105. L'employeur doit allouer aux salariés qui sont à son emploi, au moins une (1) heure chaque jour pour le repas du midi et une (1) heure pour le repas du soir, les vendredis et tous les jours ouvrables entre les 15 et 31 décembre inclusivement, alors que le travail peut se continuer jusqu'à 9 p.m.

Article 106. Les taux minima des salaires sont les suivants:

a) *Employés réguliers*: 1. *Coiffeur pour Dames*: Quarante dollars (\$40.00) par semaine plus une commission de dix pour cent (10%) sur toutes les recettes de son travail excédant le salaire minimum.

2. *Compagnon-Coiffeur pour Dames*: Trente-cinq dollars (\$35.00) par semaine plus une commission de dix pour cent (10%) sur toutes les recettes de son travail excédant le salaire minimum.

PART TWO

*Special provision
Territorial jurisdiction*

Article 101. The territorial jurisdiction of the decree comprises the Island of Montreal, the cities of St. Lambert, Longueuil, Laflèche and Jacques-Cartier, and the towns of Montreal-Sud, Prévile, Ville LeMoine, Greenfield Park and Brossard.

Duration of work

Article 102. The maximum duration of work for all employees and apprentices shall consist of forty-five (45) hours per week, distributed as follows:

1. Between 9:00 a.m. to 7:00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday;
2. Between 9:00 a.m. to 9:00 p.m. on Friday and working days from December 15 to December 31 inclusively;
3. Between 8:00 a.m. and 6:00 p.m. on Saturdays, except for the period extending from December 15 to December 31 inclusively.
4. Between 8:00 a.m. and 9:00 p.m. on Saturdays, from December 15 to December 31 inclusively.
5. Between 8:00 a.m. and 7:00 p.m. on days preceding the holidays mentioned in Article 114, except if this day is a Sunday, and between 8:00 a.m. and 9:00 p.m. should this day be a Friday.

No work permitted outside regular hours

Article 103. No work covered by the professional jurisdiction of the decree may be performed before 9:00 a.m. every working day, except on Saturday before 8:00 a.m. Work must cease by 7:00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, and at 9:00 p.m. on Friday and working days between December 15 and December 31 inclusively, and after 6:00 p.m. on Saturdays, omitting those included in the period from December 15 to December 31 inclusively.

Paid holidays

Article 104. Regular employees working in a parlour during the weeks of Christmas and New Year, are entitled to a day off with pay for each of these two (2) weeks. The choice of these days off is left at the employer's discretion; however, they must be granted before the 1st of March of the following year.

Meal time

Article 105. The employer shall give his employees at least one (1) hour off each day for the noon meal, and one (1) hour for the evening meal, on Friday and every working day between December 15 and 31 inclusively, when these hours may be extended until 9:00 p.m.

Article 106. The following shall be the minimum wage rates:

(a) *Regular employees*: 1. *Women's hairdresser*: Forty dollars (\$40.00) per week plus a ten percent (10%) commission on all receipts of his work exceeding the minimum wage.

2. *Journeyman-hairdresser*: Thirty-five dollars (\$35.00) per week plus a ten percent (10%) commission on all receipts of his work exceeding the minimum wage.

3. *Manucure possédant une carte de compétence*: trente-cinq dollars (\$35.00) par semaine.

b) *Employés surnuméraires: Coiffeurs pour Dames, Compagnons-coiffeurs pour Dames*: Dix dollars (\$10.00) par jour ou fraction de journée, et manucures huit dollars (\$8.00) par jour ou fraction de journée.

c) *Apprentis: 1. Coiffeur pour Dames*:

	<i>par semaine</i>
Premier semestre	\$15.00
Deuxième semestre	18.00
Troisième semestre	22.00
Quatrième semestre	25.00
Cinquième semestre	28.00
Sixième semestre	30.00
Apprentis-manucure:	20.00

Article 107. Toute rémunération doit être payée conformément aux dispositions de la convention et tout contrat à commission est considéré comme illégal, à moins qu'il ne prévoit une rémunération plus élevée que le salaire minimum mentionné au présent article.

Article 108. Les salaires et commissions doivent être payés en monnaie légale du pays à chaque semaine; le paiement doit être fait sous enveloppe et l'employeur doit indiquer sur ou dans l'enveloppe ou sur une feuille séparée, les noms et prénoms du salarié, la date de la période de paye, les heures de travail, le salaire horaire ou hebdomadaire et la commission, les recettes, les déductions faites et le montant net payé.

Gîte et couvert

Article 109. Tout tenancier d'un salon de coiffure ou de beauté qui loge ou nourrit un salarié ne peut exiger plus de cinq (\$5.00) dollars par semaine pour le gîte et de sept (\$7.00) dollars par semaine pour la nourriture.

L'employeur ne doit pas déduire ces exigences du gîte et de la nourriture des montants de salaires et commissions qui doivent apparaître au complet sur les rapports faits au Comité paritaire.

Prix minima des services

Article 110. Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

Ondulation permanente ou indéfrisable	\$5.00
Ondulation au papier	1.25
Ondulation au fer	1.25
Ondulation à l'eau (mise-en-plies)	1.50
Repeignage à sec	0.50
Shampooing ordinaire	0.75
Rinçage	0.50
Flambage des cheveux	0.50
Épilation des sourcils	0.50
Coupe de cheveux	1.25
Enfants de moins de 16 ans	1.00
Traitement du cuir chevelu	1.25
Teinture ou retouche de teinture (mise en plis non comprise)	5.00
Shampooing colorant ou décolorant (mise en plis non compris)	5.00
Décoloration (par application)	3.00
Massage	1.50
Manucure	1.00

Prorata des apprentis

Article 111. a) *Coiffeurs pour dames*: Le nombre d'apprentis-coiffeurs dans un salon de coiffure ou de beauté ne doit jamais excéder ces proportions ci-dessous indiquées:

3. *Manicure in possession of a competent card*: Thirty-five dollars (\$35.00) per week.

b) *Occasional employees: Women's hairdressers, Journeyman-hairdressers*: Ten dollars (\$10.00) per day or fraction thereof, and manicures eight dollars (\$8.00) per day or fraction thereof.

c) *Apprentices: 1. Ladies' hairdresser*:

	<i>Per week</i>
First six months	\$15.00
Second six months	18.00
Third six months	22.00
Fourth six months	25.00
Fifth six months	28.00
Sixth six months	30.00
Apprentice-manicure:	20.00

Article 107. All remunerations shall be paid in conformity with the provisions of the decree and any contract on a commission basis shall be illegal unless it insures wages higher than the minimum ones established in the present article.

Article 108. Wages as well as commissions shall be paid in currency, each week. They shall be in an envelope and the employer shall mention, either in or on the envelope or on a separate sheet, the name in full of the employee, the date of the pay period, the hours of work, the hourly or weekly rate of pay and the commission, the receipts, the deductions made and the net amount paid.

Board and lodging

Article 109. The operator of a hairdressing or beauty parlor who provides an employee with room or board shall not charge more than five (\$5.00) dollars per week for room and seven (\$7.00) dollars per week for board.

The cost of room or board shall not be deducted by the employer from the wages and commissions reported to the Parity Committee.

Minimum prices of services

Article 110. Professional employers, artisans and employees shall charge the public the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

Permanent wave	\$5.00
Paper wave	1.25
Curling iron wave	1.25
Finger wave	1.50
Dry recombining	0.50
Ordinary shampoo	0.75
Rinse	0.50
Singeing of the hair	0.50
Plucking of eyebrows	0.50
Haircut	1.25
Children under 16 years of age	1.00
Scalp treatment	1.25
Dyeing or retouching (Not including finger wave)	5.00
Tint shampoo or bleacher (Not including finger wave)	5.00
Bleaching (by application)	3.00
Massage	1.50
Manicure	1.00

Prorata of apprentices

Article 111. (a) *Hairdressers*: The number of apprentice-hairdressers in a hairdressing or beauty parlor shall never exceed the following proportions:

Personnes qualifiées travaillant régulièrement:

1
2
3
4
5
6
7
8 ou plus

Apprentis

2
3
4
6
7
8
9
10

Qualified persons working regularly

1
2
3
4
5
6
7
8 or more

Apprentices

2
3
4
6
7
8
9
10

Le nombre d'apprenties-manucures n'affecte pas le nombre d'apprentis-coiffeurs.

b) *Manucures*: Le nombre d'apprenties-manucures dans un salon de coiffure ou de beauté ne doit jamais excéder les proportions suivantes:

Personnes qualifiées travaillant régulièrement:

1, 2 ou 3
4, 5 ou 6
7 ou plus

Apprentis

1
2
3

Qualified persons working regularly

1, 2 or 3
4, 5 or 6
7 or more

Apprentice-manucures

1
2
3

Article 112. L'apprenti doit se présenter au Comité paritaire tous les six (6) mois, pour y subir un examen oral afin de permettre la constatation des progrès accomplis.

Article 113. L'apprentie-manucure est exempte du cours d'hygiène actuellement donné aux coiffeurs pour dames mais elle doit se soumettre à un examen théorique et pratique retardant le manucure lorsque son temps d'apprentissage est terminé.

Jours de fêtes chômés

Article 114. Aucun travail ne doit être exécuté dans les salons de coiffure ou de beauté les dimanches, le Premier Jour de l'An, le Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail et le Jour de Noël.

Vacances payées

Article 115. Tout employeur doit accorder chaque année des vacances payées à tout salarié régulier assujéti au décret qui est à son emploi, calculées au taux de deux pour cent (2%) du salaire gagné pendant les douze (12) mois qui précèdent le 1er juillet de chaque année.

Article 116. Cependant, si l'employeur est dans l'impossibilité de trouver un remplaçant à un salarié ci-devant mentionné pour la durée de ses vacances, il lui est permis, avec le consentement du salarié et du Comité paritaire, de remplacer les jours de vacances payées auxquels il a droit, par une indemnité compensatrice égale au taux du salaire de base gagné par le salarié pour une semaine de travail ou pour le nombre de journées de travail correspondant, selon le cas.

Classification des salariés

Article 117. Les coiffeurs pour dames, régis par le présent décret, qui ont terminé leur période normale d'apprentissage sont répartis en deux catégories comme suit:

1. *Coiffeur pour dames*: Comprenant toute personne détenant un certificat de qualification de compagnon-coiffeur pour dames, ayant exercé son métier pendant au moins un (1) an et conservé au moins soixante-dix pour cent (70%) des points aux examens requis devant le bureau des Examineurs de la Commission conjointe sur les opérations suivantes: Coupe de cheveux, indéfrisable, ondulation (mise en plis) et teinture.

The number of apprentice-manucures does not affect the number of apprentice-hairdressers.

(b) *Manucures*: The number of apprentice-manucures in a hairdressing or beauty parlor shall never exceed the following proportions:

Article 112. The apprentice shall every six (6) months pass an oral examination before the Parity Committee, which will show the progress made.

Article 113. The apprentice manicure is not required to follow the hygiene course now given to hairdressers but she shall pass a theoretical and practical examination on manicure at the completion of her apprenticeship.

Holidays

Article 114. No work shall be performed in hairdressing or beauty parlours on Sundays, New Year's Day, Saint-Jean-Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day and Christmas Day.

Vacation with pay

Article 115. Each year every employer shall give a vacation of one week with pay to every regular employee governed by the decree: said vacation pay to be calculated at the rate of 2% of the earned salary during the twelve (12) month period preceding the 1st of July of each year.

Article 116. However, should the employer be unable to find a substitute to the previous employee for the vacation period, he may, with the consent of said employee and the Parity Committee, replace the earned vacation pay by a compensating indemnity equal to the basic wage tariff earned by the employee for a week's work, or for the corresponding number of working days, as the case may be.

Classification of employees

Article 117. Ladies' hairdressers governed by the decree who have completed their standard period of apprenticeship shall be divided into two categories as follows:

1. *Ladies' hairdresser*: including any person certificated as ladies' journeyman hairdresser, and who has plied his or her trade for at least one (1) year and who has obtained at least seventy percent (70%) of the points in the examination before the Board of Examiners of the Joint Commission on the following operations: haircut, permanent wave, finger wave and dyeing.

2. *Compagnon coiffeur pour dames*: Comprenant les personnes ayant conservé au moins soixante pour cent (60%) des points aux examens requis devant le bureau des Examineurs de la Commission conjointe sur les opérations suivantes: Coupe de cheveux, indéfrisable, ondulation (mise en plis) et manucure.

Article 118. *Compétence dans un salon professionnel*: Il doit y avoir en service régulier et permanent une personne détenant un certificat de qualification de « Coiffeur pour Dames » dans tout salon de coiffure et une personne détenant un certificat de qualification de « Manucure » dans un salon de manucure.

Dispositions générales

Article 119. *Uniformes*: Si des uniformes spéciaux sont obligatoires, ils sont fournis et blanchis par l'employeur, sans frais pour le salarié.

Article 120. *Location ou sous-location*: Il est interdit à tout propriétaire de salon de coiffure ou de beauté de louer, de sous-louer ou même de disposer de façon gratuite ou onéreuse d'une partie des chaises ou d'une partie du matériel ou d'un espace comprenant un salon de coiffure ou de beauté pour y exercer tout travail faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret.

Article 121. *Avis de cessation d'emploi*: L'employeur désirant se dispenser des services d'un employé régulier doit lui donner un avis d'au moins une (1) semaine à l'avance ou sinon, il doit lui payer le salaire d'une (1) semaine, sauf durant les deux (2) premières semaines d'essai, qui se situent à son entrée en service. L'employé régulier désirant quitter son emploi est sujet aux mêmes obligations.

Article 122. Toute personne assujettie à la convention ne peut exercer son art ailleurs que dans les endroits ou établissements décrits dans la convention ou dans les hôpitaux. Tout travail exécuté dans des conditions autres que celles de la convention doit être autorisé préalablement par la Commission Conjointe chargée d'assurer l'observance du décret.

Article 123. Toute personne qui possède un salon de coiffure ou de beauté, faisant affaires sous une raison sociale, doit enregistrer telle raison sociale ou Greffe de la Cour Supérieure, district de Montréal, et copie de cet enregistrement doit être fournie à la Commission Conjointe par son propriétaire.

Article 124. *Durée de la convention*: La présente convention demeure en vigueur jusqu'au 2 juillet 1965. Elle se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai, qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 2 juillet de l'année 1965, ou de toute année subséquente.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 octobre 1964.

7975-0

2. *Ladies' journeyman hairdresser*: including all persons who have obtained sixty percent (60%) of the points in the examinations before the Board of Examiners of the Joint Commission on the following operations: haircut, permanent wave, finger wave and manicure.

Article 118. *Competence for the operation of a professional parlour*: there shall be, in regular and permanent service, one person duly qualified as "Ladies' Hairdresser" in every hairdressing parlour, and one person duly qualified as "Manicure" in every manicure parlour.

General provisions

Article 119. *Uniforms*: should special uniforms be required, they shall be supplied and cleaned at the employer's expense.

Article 120. *Renting or sub-renting*: no owner of a hairdressing or beauty parlour shall rent or dispose in any gratuitous or onerous manner, of part of the material or chairs, or of a space comprising a hairdressing or beauty parlour, to perform work subject to the professional jurisdiction of the decree.

Article 121. *Notice of termination of employment*: the employer wishing to dispense with the services of a regular employee, shall notify said employee at least one (1) week in advance or, if not, pay him one (1) week's wages, except during the first two (2) weeks of trial, from his date of admission into service. The regular employee wishing to leave his employer is subject to the same obligations.

Article 122. No one governed by the convention may ply his trade anywhere but in place or establishments described in the convention or in hospitals. Any work done in conditions other than those set forth in the decree must be previously authorized by the Joint Commission to assume the observance of the decree.

Article 123. Any one who owns a hairdressing or beauty parlour operated under a firm name shall register such firm with the office of the Clerk of the Superior Court of the district of Montreal and copy of such registration shall be filed with the Joint Commission by its owner.

Article 124. *Duration of the convention*: The present convention shall remain in force until July 2, 1965. It shall then renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth (60) day to the thirtieth (30th) day preceding July 2 of the year 1965 or of any subsequent year.

The publication of the present notice does not render obligatory, the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 3, 1964.

7975-0

Avis de modification

*Barbiers-coiffeurs et coiffeurs pour dames
Région de Hull*

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux barbiers-coiffeurs de la région de Hull, rendue obligatoire par le décret numéro 387 du 24 avril 1958 et amendements, ainsi que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au métier de coiffeur pour dames dans la région de Hull, rendue obligatoire par le décret numéro 546 (C) du 4 juin 1959, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret numéro 387. On demande:

1° Que la partie patronale représentant les coiffeurs pour dames soit acceptée comme partie contractante de première part.

2° Que la partie ouvrière représentant les coiffeurs pour dames soit acceptée comme partie contractante de deuxième part.

3° Que toutes les clauses actuelles du décret numéro 546 (C) du 4 juin 1959, régissant les coiffeurs pour dames de la région de Hull, soient insérées dans ledit décret numéro 387 du 24 avril 1958 et amendements, sous le titre de « Troisième partie ».

4° Que la désignation dudit décret numéro 387 soit changée pour se lire: « décret relatif aux coiffeurs pour hommes et aux coiffeurs pour dames dans la région de Hull ».

5° Que les associations suivantes soient ajoutées aux parties contractantes de première part:

« La Section Patronale des Coiffeurs pour Dames du district de Hull;

La Section des Employés des Coiffeurs pour Dames du district de Hull ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 octobre 1964. 7975-0

**Avis d'approbation de règlements
spéciaux**

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 1816 du 23 septembre 1964, section « A », les règlements spéciaux, dont le texte suit, ont été approuvés et ajoutés aux statuts du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1768 du 16 septembre 1964, section « A ».

« Règlements spéciaux »

20. *Tenue de registre:* Conformément au paragraphe « g » de l'article 20 de la Loi, le Comité

Notice of amendmen

*Barbering and Hairdressing Trades
Hull Region*

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to barbers and hairdressers in the region of Hull, rendered obligatory by the decree No. 387 of April 24, 1958 and amendments, and the contracting parties to the Collective Agreement Act relating to the ladies hairdressing trade in the region of Hull, rendered obligatory by the decree No. 546 (C) of June 4, 1959, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree No. 387. It is requested:

1. That the employers party representing the ladies hairdressers be accepted as contracting party of the first part.

2. That the employees party representing the ladies hairdressers be accepted as contracting party of the second part.

3° That all actual provisions of the decree No. 546 (C) of June 4, 1959, governing the ladies hairdressers of the region of Hull be inserted in the said decree No. 387 of April 24, 1958 and amendments, under the title "Part three".

4. That the designation of the said decree No. 387 be changed to read: "decree relating to men's and ladies' hairdressers in the region of Hull".

5. That the following associations be added to contracting parties of the first part:

"La Section Patronale des Coiffeurs pour Dames du district de Hull;

La Section des Employés des Coiffeurs pour Dames du district de Hull".

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate, if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 3, 1964. 7975-0

**Notice of approval of special
by-laws**

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council number 1816 of September 23, 1964, section "A", the following special by-laws have been approved and added to the by-laws of the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships, approved by Order in Council number 1768 of September 16, 1964, section "A".

« Special by-laws »

20. *Keeping of a register:* Pursuant to sub-section "g" of section 20 of the Act, the Parity

paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par les décrets numéros 1637 du 26 août 1964 et 701 du 8 avril 1964, et leurs amendements ultérieurs, la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénom et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à la mise en vigueur du décret.

21. *Rapport mensuel*: Conformément au paragraphe « h » de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par les décrets numéros 1637 du 26 août 1964 et 701 du 8 avril 1964 et leurs amendements ultérieurs, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les nom, prénom et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le quinzième jour (15) de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

22. *Certificat de qualification*: Conformément à l'article 25 de la Loi, le Comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans tout le champ d'application territorial des décrets numéros 1637 du 26 août 1964 et 701 du 8 avril 1964, pour tous les salariés assujettis auxdits décrets, sauf ceux exemptés par l'article 36 de la Loi.

Toute personne qui exerce de ses propres mains un des métiers mentionnés dans les décrets est également tenue de se procurer un certificat de qualification et de le présenter sur demande.

Le Comité paritaire reconnaît comme valides les certificats de qualification émis par les différents comités paritaires relatifs aux employés de parage de la province de Québec. Cependant, le Comité paritaire se réserve le droit de ne pas accepter le certificat émis par un autre Comité paritaire à un salarié qui s'est déjà vu refuser un certificat par son propre bureau d'examineurs ou celui d'un salarié qui établit sa résidence nouvelle dans le champ d'application territorial de l'un ou l'autre des décrets numéros 1637 et 701.

Le Comité paritaire forme un bureau d'examineurs composé de quatre (4) membres pour déterminer la qualification des salariés. Le quorum du bureau d'examineurs est de trois (3) membres.

Un certificat de qualification uniforme est fourni par le Comité paritaire. Le Comité peut exiger, à titre d'honoraires, une somme de deux dollars (\$2.00) pour l'examen d'un compagnon (ouvrier qualifié) et de un dollar (\$1.00) pour l'examen d'un apprenti.

23. *Certificat de qualification*: Conformément au paragraphe « k » de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend le certificat de classification obligatoire pour les salariés qui travaillent comme commis, et pour ceux dont le travail ne requiert pas d'apprentissage, dans tout le champ d'application territorial des décrets numéros 1637 du 26 août 1964 et 701 du 8 avril 1964 ».

Le Sous-ministre du Travail.

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 octobre 1964.

7975-0

Committee renders obligatory for all professional employers governed by the decrees numbers 1637 of August 26, 1964 and 701 of April 8, 1964, and their amendments, the keeping of a register giving the name in full and address of every employee in their employ, his qualification or classification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the mode and period of payment, as well as any other information required for the proper enforcement of the decree.

21. *Monthly report*: Pursuant to subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires every professional employer governed by the decrees numbers 1637 of August 26, 1964 and 701 of April 8, 1964, and their amendments, to submit to it a monthly report, in writing, signed by himself or by an authorized person in his employ, which shall mention the name in full and address of all employees in his employ, their qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. The said report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 15th day of each month and shall cover the preceding month. The professional employer may obtain report forms from the Parity Committee.

22. *Certificate of competency*: Pursuant to article 25 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee renders the certificate of competency obligatory in the entire territorial jurisdiction of the decrees numbers 1637 of August 26, 1964 and 701 of April 8, 1964 for all employees governed by the said decrees, with the exception of those who are exempted by article 36 of the Act.

Any person who plies one of the trades mentioned in the decrees shall also obtain a certificate of competency and to produce it on request.

The Parity Committee recognizes as valid the certificates of competency issued by the various parity committees relating to the garage employees in the province of Quebec.

However the Committee reserves the right to invalidate the certificate issued by another Parity Committee to an employee to whom a certificate has already been refused by its own board of examiners of that an employee who moves into the territorial jurisdiction of one or the others of the decrees numbers 1637 and 701.

The Parity Committee creates a board of examiners of four (4) members to determine the competency of the employees. Three (3) members shall constitute the Board of Examiners.

A standard certificate of competency is provided by the Parity Committee. The Committee may charge a fee of two dollars \$2.00 for the examination of a skilled worker and one dollar (\$1.00) for the examination of an apprentice.

23. *Certificate of classification*: Pursuant to paragraph "k" of article 20 of the Act, the Parity Committee renders the certificate of classification obligatory for all employees who work as clerks and for those whose work does not require apprenticeship, in the entire territorial jurisdiction of the decrees numbers 1637 of August 26, 1964 and 701 of April 8, 1964."

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, October 3, 1964.

7975-0

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de la région de Joliette, établi en exécution du décret numéro 383 du 12 mars 1963, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1816 du 23 septembre 1964, section « C », et ce conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant le mode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 8 octobre 1964 au 8 octobre 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 383 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 383 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire moyen fixé par le Comité, soit une cotisation de \$0.35 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 383 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de la région de Joliette, pour la période comprise entre le 8 octobre 1964 et le 8 octobre 1965.

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Automobile Industry of Joliette and district, formed under decree number 383 of March 12, 1963, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1816 of September 23, 1964, section "C", in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from October 8, 1964 to October 8, 1965, such levy shall be laid as follows:

(a) The professional employers governed by the said decree, number 383 and amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

(b) The artisans governed by the said decree, number 383 and amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the average wage established by the Committee, i.e. an assessment of \$0.35 per week.

(c) The employees governed by the said decree, number 383 and amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is exigible. The said report shall be sent together with the assessments, of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed under the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee; without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the necessary information, he will be given five (5) days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial activities to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Automobile Industry of Joliette and district, for the period comprised between October 8, 1964 and October 8, 1965.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE
DE L'AUTOMOBILE DE LA RÉGION DE JOLIETTE

Siège social: Joliette

État des recettes et des déboursés probables
pour la période comprise entre le 8 octobre
1964 et le 8 octobre 1965.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$3,300.00
Artisans	1,100.00
Salariés	3,300.00
Honoraires d'examens	300.00
Recettes diverses	100.00
	\$8,100.00

Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire-gérant	\$4,000.00
Frais de déplacements:	
Inspecteurs	1,100.00
Loyer de bureau	500.00
Frais judiciaires	200.00
Timbres, papeterie, impressions, télé- phone, etc.	600.00
Accessoires de bureau	100.00
Vérification des livres	120.00
Assurances et frais de cautionnement ..	200.00
Jetons de présence	400.00
Frais de déplacements	400.00
Bureau des examinateurs	400.00
Dépenses diverses	80.00
	\$8,100.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 octobre 1964. 7975-0

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile du comté de Drummond, établi en exécution du décret numéro 102 du 31 janvier 1957 et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1816 du 23 septembre 1964, section « D », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1^{er} octobre 1964 au 30 septembre 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 102 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 102 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$54.60 par semaine.

THE PARITY COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE
INDUSTRY OF JOLIETTE AND DISTRICT

Head office: Joliette

Estimate of the receipts and disbursements
for the period between October 8, 1964 and
October 8, 1965.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$3,300.00
Artisans	1,100.00
Employees	3,300.00
Examination fees	300.00
Miscellaneous receipts	100.00
	\$8,100.00

Disbursements:

Salaries:	
Secretary manager	\$4,000.00
Travelling expenses:	
Inspectors	1,100.00
Office rent	500.00
Legal fees	200.00
Stationery, printing, postage, tele- phone and telegrams	600.00
Furniture and office equipment	100.00
Auditing	120.00
Insurance and fidelity bond	200.00
Attendance fees	400.00
Travelling expenses	400.00
Board of examiners	400.00
Miscellaneous and unforeseen expen- ses	80.00
	\$8,100.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 3, 1964. 7975-0

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Automobile Industry of Drummond County formed under decree number 102 of January 31, 1957, and amendments has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1816 of September 23, 1964, section "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments, upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy extends from October 1, 1964 to September 30, 1965, this levy shall be established as follows:

(a) The professional employers governed by the said decree, number 102, and amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

(b) The artisans governed by the said decree, number 102, and amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e. \$54.60 per week.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 102 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile du comté de Drummond, pour la période comprise entre le 1er octobre 1964 et le 30 septembre 1965.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DU COMTÉ DE DRUMMOND

Siège social : Drummondville, P.Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er octobre 1964 et le 30 septembre 1965.

Recettes:

Cotisations (1/2 de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 4,500.00
Artisans.....	1,900.00
Salariés.....	4,500.00
Honoraires d'examens.....	100.00
	<hr/>
	\$11,000.00

Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire-gérant.....	\$ 5,720.00
Frais de déplacement:	
Inspecteur.....	1,820.00
Administration.....	1,260.00
Loyer de bureau.....	360.00
Frais judiciaires.....	400.00
Papeterie, timbres, téléphone.....	400.00

(c) The employees governed by the said decree, number 102, and amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms on which all the particulars required by the said Parity Committee shall be given.

The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's pay.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the particulars required, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Automobile Industry of Drummond County, for the period between October 1, 1964 and September 30, 1965.

THE PARITY COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF DRUMMOND COUNTY

Head office: Drummondville, P.Q.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 1, 1964 to September 30, 1965.

Receipts:

Assessments (1/2 of 1%):	
Professional employers.....	\$ 4,500.00
Artisans.....	1,900.00
Employees.....	4,500.00
Examination fees.....	100.00
	<hr/>
	\$11,000.00

Disbursements:

Salaries:	
Secretary-manager.....	\$ 5,720.00
Travelling expenses:	
Inspector.....	1,820.00
Administration.....	1,260.00
Office rent.....	360.00
Legal charges.....	400.00
Stationery, stamps, telephone.....	400.00

Vérification des livres.....	\$ 120.00
Assurances et frais de cautionnement	260.00
Jetons de présence aux membres du du Comité.....	360.00
Bureau d'examineurs.....	300.00
	<hr/>
	\$11,000.00

Audition.....	\$ 120.00
Insurance and fidelity bond.....	260.00
Committee members attendance fees	360.00
Board of examiners.....	300.00
	<hr/>
	\$11,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 octobre 1964. 7975-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 3, 1964. 7975-0

Avis de prélèvement

Notice of levy

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire du Commerce de Détail d'Asbestos, établi en exécution du décret numéro 1640 du 5 octobre 1960, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1816 du 23 septembre 1964, section « E », à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret et ses amendements, suivant la méthode et le taux ci-après décrits:

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Retail Trade of Asbestos, formed under decree number 1640 of October 5, 1960, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1816 of September 23, 1964, section "E", to levy assessments upon the professional employers, the employees and the artisans governed by the said decree and its amendments, according to the method and rate hereinafter described:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 15 octobre 1964 au 15 octobre 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from October 15, 1964 to October 15, 1965, the levy shall be applied as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1640 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou boni payés).

(a) The professional employers governed by the said decree, No. 1640 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll in respect of all employees governed by the said decree (regular wages, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1640 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit une cotisation de \$0.15 par semaine.

(b) The artisans governed by the said decree, No. 1640 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e. an assessment of \$0.15 per week.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1640 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (salaire fixe, pourcentages, commission, allocations ou bonis).

(c) The employees governed by the said decree, No. 1640 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration (regular wages, percentages, allowances, commissions or bonuses).

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. Professional employers shall complete and sign their report, and forward to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of their employees by means of a deduction from their wages.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Professional employers shall forward their monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent with the assessments of the professional employers and those of their employees. The Committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur

The levy laid by the present by-law is payable every month by the professional employers,

professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Détail d'Asbestos, pour la période comprise entre le 15 octobre 1964 et le 15 octobre 1965.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL D'ASBESTOS

Siège social: 107 rue Peel, Asbestos

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 15 octobre 1964 et le 15 octobre 1965.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$1,390.00
Artisans	320.00
Salariés	1,390.00
	\$3,100.00

Déboursés:

Salaires du secrétaire	\$1,500.00
Frais de déplacement	120.00
Loyer de bureau	300.00
Frais judiciaires	60.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes	125.00
Assurance-groupe	73.08
Vérification des livres	100.00
Assurances et frais de cautionnement	10.00
Jetons de présence aux membres du Comité	450.00
Publicité	200.00
	\$2,938.08
Surplus prévu	161.92
	\$3,100.00

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.

Québec, le 3 octobre 1964. 7975-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 122 du 29 février 1956, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1816 du 23 septembre 1964, section « F », le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er octobre 1964 au 30 septembre 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

the artisans and the employees without notice from the Committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the necessary information, he shall be notified to do so within five (5) days.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Retail Trade of Asbestos for the period comprised between October 15, 1964 and October 15, 1965.

THE JOINT COMMITTEE OF THE RETAIL TRADE OF ASBESTOS

Head office: 107 Peel Street, Asbestos

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between October 15, 1964 and October 1965.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$1,390.00
Artisans	320.00
Employees	1,390.00
	\$3,100.00

Disbursements:

Salaries: Secretary	\$1,500.00
Travelling expenses	120.00
Office rent	300.00
Legal fees	60.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	125.00
Group insurance	73.08
Audition	100.00
Insurance and guarantee bond	10.00
Members attendance fees	450.00
Publicity	200.00
	\$2,938.08
Surplus	161.92
	\$3,100.00

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.

Quebec, October 3, 1964. 7975-o

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District formed under decree number 122, of February 29, 1956 has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1816 of September 23, 1964, section "F", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate herein-after mentioned.

1. *Assessments*

The period of levy extends from October 1, 1964, to September 30, 1965; it is laid as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 122 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 122 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré dans le métier.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 122 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les noms, prénoms et adresse de leurs salariés, les heures de travail faites, le salaire payé, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire au plus tard le 5 du mois suivant la période pour laquelle ils sont exigibles.

Le prélèvement ci-haut mentionné est dû et échu le 5 de chaque mois, pour la période couvrant le mois de calendrier précédent et doit être payé par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, suivant le cas, au siège social du Comité paritaire, sans mise en demeure au préalable.

L'employeur professionnel est obligé de percevoir, à la fin de chaque semaine, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers et les sommes ainsi retenues par l'employeur professionnel sont payables par lui, sans mise en demeure au préalable, au siège social du Comité paritaire, à la même date que celle où ledit employeur professionnel doit payer son propre prélèvement, suivant le paragraphe précédent.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité Conjoint de l'Industrie de la Construction du district des Cantons de l'Est, pour la période comprise entre le 1er octobre 1964 et le 30 septembre 1965.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DU DISTRICT DES CANTONS DE L'EST

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er octobre 1964 et le 30 septembre 1965.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 80,000.00
Salariés	82,000.00
Artisans	3,200.00

(a) The professional employers governed by the said decree number 122, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards their employees governed by the said decree (fixed wages, percentages, commissions, allowances or bonuses paid).

(b) The artisans governed by the said decree number 122, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for a journeyman employee of their trade.

(c) The employees governed by the said decree number 122, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration (fixed wages, percentages, commissions, allowances or bonuses).

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the following shall be mentioned; the name in full and address of their employees, the hours worked, the wages paid, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employers shall have the reports made out and sent to the Parity Committee no later than the 5th day of the month following the period for which they are exigible.

The assessments above mentioned are due and payable on the 5th day of each month, for the period covering the preceding calendar month, and must be paid by the professional employer, the artisan or the employee, as the case may be, at the office of the Parity Committee, without notice from the Committee.

The professional employer shall collect, at the end of each week, the assessments levied upon the employees by means of deductions from their wages and the amounts so deducted are payable, by the professional employer, without notice from the Committee, at the office of the Parity Committee, no later than the day set for the payment of the professional employer's own assessments to the Parity Committee, according to the preceding paragraph.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District for the period between October 1, 1964 and September 30, 1965.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE OF THE EASTERN TOWNSHIPS DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 1, 1964 and September 30, 1965.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Professional employers	\$ 80,000.00
Employers	82,000.00
Artisans	3,200.00

Location de bureau	\$ 650.00	Rental	\$ 650.00
Bureau d'examineurs	5,000.00	Board of examiners	5,000.00
Recettes diverses	2,000.00	Various receipts	2,000.00
	<u>\$172,850.00</u>		<u>\$172,850.00</u>

Déboursés:

Salaires	\$ 90,000.00
Frais de déplacement (administration)	10,000.00
Remboursement sur emprunt	2,500.00
Intérêt sur emprunt	500.00
Jetons de présence	2,500.00
Poste et téléphone	2,000.00
Frais judiciaires	3,000.00
Vérification	150.00
Abonnement et publicité	400.00
Échange de banque	1,000.00
Impression, papeterie	3,500.00
Ameublement	1,500.00
Frais de déplacement - délégués	3,500.00
Assurance générale	400.00
Bureau d'examineurs	9,500.00
Subvention à la Commission d'Apprentissage	15,000.00
Assurance chômage	500.00
Entretien des automobiles	9,000.00
Centre consultatif	600.00
Chauffage, électricité, assurances, taxes, etc	3,000.00
Assurance groupe et maladie	1,800.00
Loyer et entretien (bureau de Granby)	1,500.00
Frais de délégation - Congrès	3,500.00
Frais de négociations	2,500.00
Régime de pension	4,000.00
Divers	1,000.00
	<u>\$172,850.00</u>

Disbursements:

Salaries	\$ 90,000.00
Travelling expenses (administration)	10,000.00
Loan reimbursement	2,500.00
Interest on loan	500.00
Meeting expenses	2,500.00
Postage and telephone	2,000.00
Legal fees	3,000.00
Audition	150.00
Subscription and Publicity	400.00
Bank exchange	1,000.00
Printing and stationery	3,500.00
Equipment	1,500.00
Travelling expenses (delegates)	3,500.00
General Insurances	400.00
Board of examiners	9,500.00
Subvention to the Apprenticeship Commission	15,000.00
Unemployment insurance	500.00
Machines upkeep	9,000.00
Information service	600.00
Heating electricity, insurance, taxes, etc	3,000.00
Group and sickness insurance	1,800.00
Office rent and maintenance (Granby)	1,500.00
Delegates expenses (Congress)	3,500.00
Negotiations expenses	2,500.00
Pension fund	4,000.00
Miscellaneous	1,000.00
	<u>\$172,850.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 octobre 1964. 7975-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Quebec,
Quebec, October 3, 1964. 7975-0

Ministère de la Voirie

Avis

Le Ministère de la Voirie cessera à l'avenir d'entretenir les sections de routes ci-après désignées, parce qu'elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Dans la municipalité de Rivière-Boyer, comté de Lévis:

Route Du Moulin:

Une section de 2,400 pieds, depuis la route de la Grillade jusqu'à la limite du comté de Bellechasse.

Dans la municipalité de la cité d'Alma, comté de Lac St-Jean:

Chemin de l'Île ou Route du Rang 1:

Une section de 280 pieds, depuis la rue Melançon jusqu'à la rue Bourgeois;

Une section de 280 pieds, depuis la rue Bourgeois jusqu'à la rue Boulanger;

Une section de 200 pieds, depuis la rue Boulanger jusqu'au boulevard Dequen.

Dans la municipalité du canton de Stoke, comté de Richmond:

Chemin du Rang 4:

Une section de 220 pieds, au nord-est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis des lots Nos 16A, 16H et 17E.

Department of Roads

Notice

The Department of Roads will cease, henceforth, to maintain the sections of roads hereinafter designated, because they have become useless for traffic.

In the municipality of Rivière-Boyer, county of Lévis:

Route Du Moulin:

A section of 2,400 feet, from the route de la Grillade as far as the limits of the county of Bellechasse.

In the municipality of the city of Alma, county of Lac St-Jean:

Road "de l'Île" or route or range 1:

A section of 280 feet, from Melançon St., up to Bourgeois Street;

A section of 280 feet; from Bourgeois St., up to Boulanger Street;

A section of 200 feet, from Boulanger Street up to Dequen Boulevard.

In the municipality of the township of Stoke, county of Richmond:

Road of Range 4:

A section of 220 feet on the northeast of the new road, on or facing lots Nos. 16A, 16H and 17E.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Thomas-de-Pierreville, comté d'Yamaska:

Chemin Haut de la Rivière:

Une section de 1,030 pieds, au sud-ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis des lots Nos 863 à 871 inclusivement.

Dans la municipalité de la paroisse de L'Assomption, comté de L'Assomption:

Chemin du Rang de la Presqu'Île:

Une section de 375 pieds, à l'est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis du lot No 491;

Une section de 385 pieds, à l'ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis du lot No 483.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Pierre-et-St-Paul-de-la-Baie-St-Paul, comté de Charlevoix:

Route No 15 — Québec — Pont de l'Île d'Orléans — Ste-Anne-de-Beaupré — Tadoussac:

Une section de 4,075 pieds, à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis des lots Nos 167, 267, 967, 667, 500, 503, 504, 506 et 507.

Québec, le 22 septembre 1964.

Le Ministre de la Voirie,

BERNARD PINARD.

8021-o

In the municipality of the parish of St-Thomas-de-Pierreville, county of Yamaska:

Road "Haut de la Rivière":

A section of 1,030 feet, on the southwest of the new road on or facing lots Nos. 863 to 871 inclusively.

In the municipality of the parish of L'Assomption, county of L'Assomption:

Road of Range de la Presqu'Île:

A section of 375 feet east of the new road, on or facing lot No. 491;

A section of 385 feet west of the new road, on or facing lot 483.

In the municipality of the parish of St-Pierre-et-St-Paul-de-la-Baie-St-Paul, county of Charlevoix:

Route No. 15 — Québec — Bridge of the Island of Orleans — Ste-Anne-de-Beaupré — Tadoussac;

A section of 4,075 feet, east of the new road, on or facing lots Nos. 167, 267, 967, 667, 500, 503, 504, 506 and 507.

Québec, September 22, 1964.

BERNARD PINARD,

Minister of Roads.

8021

Nomination

Président d'élection

Il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile.
Missisquoi.....	Martel, Fernand (1).....	Commis-comptable — Clerk Accountant.....	Farnham.

(1) En remplacement de monsieur Yvon Lanoue, démissionnaire. — In place of Mr. Yvon Lanoue, resigner.

Québec, le 28 septembre 1964.

Le Président général des élections,

FRANÇOIS DROUIN, C.R.

7984-o

Québec, September 28, 1964.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,

Chief Returning-Officer.

7984-o

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

*L'Assistant-procureur
général,*
C.-E. CANTIN.

ATTENDU que le conseil municipal de la municipalité du village de Deschênes, comté de Gatineau, a soumis, pour approbation, son règlement numéro 185, à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville d'Aylmer;

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

C.-E. CANTIN,
*Assistant Attorney
General.*

WHEREAS the municipal Council of the municipality of the village of Deschênes, county of Gatineau, has submitted for approval, its by-law number 185 to the effect of submitting the territory of this municipality to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Aylmer;

ATTENDU QUE le conseil municipal de la ville d'Aylmer, par son règlement numéro 270, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de la municipalité du village de Deschênes, comté de Gatineau;

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1941, chapitre 17), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

EN CONSÉQUENCE, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1554, en date du 12 août 1964, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes et des articles 3 à 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1941, chapitre 17). Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le territoire de la municipalité du village de Deschênes, comté de Gatineau, sera soumis à la juridiction de la Cour municipale établie dans la ville d'Aylmer.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-huitième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7974-o

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

*L'Assistant-procureur
général,*
C.-E. CANTIN.

ATTENDU qu'en vertu du chapitre 19 de la loi 11 George VI, les jours fériés dans la

province ont été établis et que le pouvoir a été donné au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer, par proclamation, tout jour d'actions de grâces;

ATTENDU que notre province est fermement attachée à ses traditions religieuses;

ATTENDU qu'il convient de remercier le Bon Dieu d'une manière publique et solennelle;

ATTENDU qu'il est à propos de déclarer jour férié et jour d'actions de grâces le 12 octobre 1964.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté

WHEREAS the municipal Council of the town of Aylmer, by its by-law number 270 has agreed to the terms of the said by-law adopted by the municipal Council of the municipality of the village of Deschênes, county of Gatineau;

WHEREAS under the authority of section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes 1941, chapter 17), the Lieutenant-Governor in Council has given his approval to these by-laws;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1554, bearing date the 12th day of August, 1964, and in view of the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes 1941, chapter 17), We have decreed and do hereby decree that from and after thirty-one days following the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the territory of the municipality of the village of Deschênes, county of Gatineau, will be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court established in the town of Aylmer.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eighteenth day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-four and in the thirteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7974

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada, and Her other Realms and Territories, Queen, Head of Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

C.-E. CANTIN,
*Deputy Attorney
General.*

WHEREAS in virtue of chapter 19 of act 11, George VI, holidays were established in Our Province

and that the power was conferred on the Lieutenant-Governor in Council to fix, by proclamation, any Thanksgiving Day;

WHEREAS Our Province is firmly bound to its religious traditions;

WHEREAS it is proper to thank Almighty God in a public and solemn manner;

WHEREAS it is expedient to declare October 12, 1964, a holiday and day of thanksgiving.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order in

en conseil numéro 1734, en date du 16 septembre 1964. Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que le 12 octobre 1964 soit, pour la province de Québec, jour férié et jour d'actions de grâces.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, NOUS AVONS fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-troisième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

7974-o

RAYMOND DOUVILLE.

Council number 1734, dated September 16, 1964. We have enacted and ordained, and do hereby enact and ordain that October 12, 1964, be for the Province of Quebec, a holiday and day of thanksgiving.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all other whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this third day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-four in the thirteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,

7974

Assistant Secretary of the Province.

Soumissions

Ville de La Tuque Comté de Laviolette

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Fernand Hébert, greffier, Hôtel de ville, Rue Commerciale, La Tuque, comté de Laviolette, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 20 octobre 1964, pour l'achat de \$275,000 d'obligations de la ville de La Tuque, comté de Laviolette, datées du 1er novembre 1964 et remboursables par séries du 1er novembre 1965 au 1er novembre 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 476 — \$189,000 — égouts; 483 — \$86,000 — égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1964.

Tableau d'amortissement — \$275,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1965	\$ 7,000
1er novembre 1966	8,000
1er novembre 1967	8,500
1er novembre 1968	9,000
1er novembre 1969	9,500
1er novembre 1970	10,000
1er novembre 1971	11,000
1er novembre 1972	11,000
1er novembre 1973	12,000
1er novembre 1974	12,500
1er novembre 1975	13,000
1er novembre 1976	14,500
1er novembre 1977	15,000
1er novembre 1978	16,000
1er novembre 1979	17,000
1er novembre 1980	18,000
1er novembre 1981	19,000
1er novembre 1982	20,500
1er novembre 1983	21,000
1er novembre 1984	22,500

Tenders

Town of La Tuque County of Laviolette

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Fernand Hébert, Town Clerk, Town Hall, Commerciale St., La Tuque, county of Laviolette, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, October 20, 1964, for the purchase of an issue of \$275,000 of bonds for the town of La Tuque, county of Laviolette, dated November 1, 1964, and redeemable serially from November 1, 1964 to November 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 476 — \$189,000 — sewers; 483 — \$86,000 — sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1964.

Table of redemption — \$275,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1965	\$ 7,000
November 1, 1966	8,000
November 1, 1967	8,500
November 1, 1968	9,000
November 1, 1969	9,500
November 1, 1970	10,000
November 1, 1971	11,000
November 1, 1972	11,000
November 1, 1973	12,000
November 1, 1974	12,500
November 1, 1975	13,000
November 1, 1976	14,500
November 1, 1977	15,000
November 1, 1978	16,000
November 1, 1979	17,000
November 1, 1980	18,000
November 1, 1981	19,000
November 1, 1982	20,500
November 1, 1983	21,000
November 1, 1984	22,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Tuque.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 20 octobre 1964, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, Rue Commerciale, La Tuque, comté de Laviolette.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Tuque, (Comté de Laviolette), ce 28 septembre 1964.

Le Greffier,

FERNAND HÉBERT.

Hôtel de ville, Rue Commerciale., C.P. 580,
La Tuque, (Laviolette), P.Q.
Téléphone: 523-3677, code 819. 8000-o

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at La Tuque.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, October 20, 1964, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, Commerciale St., La Tuque, county of Laviolette.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

La Tuque, (County of Laviolette), September 28, 1964.

FERNAND HÉBERT,

Town Clerk.

Town Hall, Commerciale St., P.O. Box 530,
La Tuque, (Laviolette), P.Q.
Telephone: 523-3677, code 819. 8000

Ville de Duberger
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul-André Robitaille, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 67, Blvd Central Nord, Ville de Duberger, Québec 8, jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 19 octobre 1964, pour l'achat de \$631,000 d'obligations de la ville de Duberger, comté de Québec, datées du 1er novembre 1964 et remboursables par séries du 1er novembre 1965 au 1er novembre 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 193 — \$112,400 — égouts et voirie; 198 — \$60,000 — achat de terrain; 211 — \$70,000 — aqueduc, égouts et voirie; 213 — \$240,000 — aqueduc; 216 — \$19,000 — achat de machinerie; 225 — \$129,600 — fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1964.

Tableau d'amortissement — \$631,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1965.....	\$ 14,000
1er novembre 1966.....	14,000
1er novembre 1967.....	15,000
1er novembre 1968.....	16,000
1er novembre 1969.....	17,000
1er novembre 1970.....	18,000
1er novembre 1971.....	19,000
1er novembre 1972.....	21,000
1er novembre 1973.....	22,000
1er novembre 1974.....	23,000

Town of Duberger
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul-André Robitaille, secretary-treasurer, Town Hall, 67 Central Blvd., North, town of Duberger, Quebec 8, until 8:30 o'clock p.m., on Monday, October 19, 1964, for the purchase of an issue of \$631,000 of bonds for the town of Duberger, county of Quebec, dated November 1, 1964, and redeemable serially from November 1, 1965, to November 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 193 — \$112,400 — sewers and roads; 198 — \$60,000 — purchase of land; 211 — \$70,000 — aqueduct, sewers and roads; 213 — \$240,000 — aqueduct; 216 — \$19,000 — purchase of machinery; 225 — \$129,600 — industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1964.

Table of redemption — \$631,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1965.....	\$ 14,000
November 1, 1966.....	14,000
November 1, 1967.....	15,000
November 1, 1968.....	16,000
November 1, 1969.....	17,000
November 1, 1970.....	18,000
November 1, 1971.....	19,000
November 1, 1972.....	21,000
November 1, 1973.....	22,000
November 1, 1974.....	23,000

1er novembre 1975.....	25,000 \$
1er novembre 1976.....	27,000
1er novembre 1977.....	27,000
1er novembre 1978.....	29,000
1er novembre 1979.....	31,000
1er novembre 1980.....	11,000
1er novembre 1981.....	13,000
1er novembre 1982.....	13,000
1er novembre 1983.....	14,000
1er novembre 1984.....	262,000

November 1, 1975.....	\$ 25,000
November 1, 1976.....	27,000
November 1, 1977.....	27,000
November 1, 1978.....	29,000
November 1, 1979.....	31,000
November 1, 1980.....	11,000
November 1, 1981.....	13,000
November 1, 1982.....	13,000
November 1, 1983.....	14,000
November 1, 1984.....	262,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 19 octobre 1964, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 67, Blvd Central Nord, ville de Duberger, Québec 8, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Duberger, (Comté de Québec), ce 29 septembre 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL-ANDRÉ ROBITAILLE.

Hôtel de Ville, 67, Blvd Central Nord,
Ville de Duberger, Québec 8, P.Q.
Téléphone: 681-6007, code 418. 8019-0

Les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de St-Lambert Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jules A. Paquette, secrétaire-trésorier, 34, ave Lorne, St-Lambert, comté de Chambly, jusqu'à 7 heures du soir, jeudi, le 22 octobre 1964, pour l'achat de \$85,000 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de St-Lambert, comté de Chambly, datées du 1er novembre 1964 et remboursables par séries du 1er novembre 1965 au 1er novembre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 27 juillet 1964 — \$85,000 — réparation d'écoles.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1964.

Tableau d'amortissement — \$85,000 — 10 ans

Année	Capital
1er novembre 1965.....	\$ 6,500
1er novembre 1966.....	7,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Québec.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, October 19, 1964, at 8:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 67 Central Blvd., North, town of Duberger, Quebec 8, P.Q.

The council does not bind itself, to accept the highest or any of the tenders.

Duberger, (County of Quebec), September 29, 1964.

PAUL-ANDRÉ ROBITAILLE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 67 Central Blvd., North,
Town of Duberger, Quebec 8, P.Q.
Telephone: 681-6007, code 418. 8019

The catholic school commissioners for the municipality of St-Lambert County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jules A. Paquette, secretary-treasurer, 34 Lorne Ave., St-Lambert, county of Chambly, until 7:00 o'clock p.m., Thursday, October 22, 1964, for the purchase of an issue of \$85,000 of bonds for the catholic school commissioners for the municipality of St-Lambert, county of Chambly, dated November 1, 1964, and redeemable serially from November 1, 1965 to November 1, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated July 27, 1964 — \$85,000 — school repairs.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November, 1, 1964.

Table of redemption — \$85,000 — 10 years

Year	Capital
November 1, 1965.....	\$ 6,500
November 1, 1966.....	7,000

1er novembre 1967.....	\$ 7,500
1er novembre 1968.....	7,500
1er novembre 1969.....	8,000
1er novembre 1970.....	8,500
1er novembre 1971.....	9,000
1er novembre 1972.....	9,500
1er novembre 1973.....	10,500
1er novembre 1974.....	11,000

November 1, 1967.....	\$ 7,500
November 1, 1968.....	7,500
November 1, 1969.....	8,000
November 1, 1970.....	8,500
November 1, 1971.....	9,000
November 1, 1972.....	9,500
November 1, 1973.....	10,500
November 1, 1974.....	11,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Lambert.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 22 octobre 1964, à 7 heures du soir, en l'École St-Michel, 31, ave Lorne, St-Lambert, comté de Chambly.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Lambert, (Comté de Chambly), ce 29 septembre 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
JULES A. PAQUETTE.

34, ave Lorne,
St-Lambert (Chambly) P.Q.
Téléphone: 671-4552, code 514. 8020-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Châteauguay
Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Maurice Casavant, secrétaire-trésorier, 180, Boul. Salaberry, École Pie XII, Châteauguay, comté de Châteauguay, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 19 octobre 1964, pour l'achat de \$740,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Châteauguay, comté de Châteauguay, datées du 1er novembre 1964 et remboursables par séries du 1er novembre 1965 au 1er novembre 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 3 août 1964 — \$740,000 — construction d'une école de 20 classes et autres dépenses.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1964.

Tableau d'amortissement — \$740,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1965.....	x \$71,000
1er novembre 1966.....	x 75,000
1er novembre 1967.....	x 80,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Lambert.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the main office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Thursday, October 22, 1964, at 7:00 o'clock p.m., at St-Michel School, 31 Lorne Ave., St-Lambert, county of Chambly.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Lambert, (County of Chambly), September 29, 1964.

JULES A. PAQUETTE,
Secretary-Treasurer.

34 Lorne Ave.,
St-Lambert (Chambly), P.Q.
Telephone: 671-4552, code 514. 8020

The school commissioners for the municipality of Châteauguay
County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Maurice Casavant, secretary-treasurer, 180 Salaberry Blvd., Pie XII School, Châteauguay, county of Châteauguay, until 8:00 o'clock p.m., Monday, October 19, 1964, for the purchase of an issue of \$740,000, of bonds for the school commissioners for the municipality of Châteauguay, county of Châteauguay, dated November 1, 1964, and redeemable serially from November 1, 1965 to November 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated August 3, 1964 — \$740,000 — construction of a 20-class school and other expenses.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1964.

Table of redemption — \$740,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1965.....	x \$71,000
November 1, 1966.....	x 75,000
November 1, 1967.....	x 80,000

1er novembre 1968.....	x \$85,000	November 1, 1968.....	x\$ 85,000
1er novembre 1969.....	x 90,000	November 1, 1969.....	x 90,000
1er novembre 1970.....	15,000	November 1, 1970.....	15,000
1er novembre 1971.....	16,000	November 1, 1971.....	16,000
1er novembre 1972.....	16,000	November 1, 1972.....	16,000
1er novembre 1973.....	17,000	November 1, 1973.....	17,000
1er novembre 1974.....	18,000	November 1, 1974.....	18,000
1er novembre 1975.....	19,000	November 1, 1975.....	19,000
1er novembre 1976.....	21,000	November 1, 1976.....	21,000
1er novembre 1977.....	22,000	November 1, 1977.....	22,000
1er novembre 1978.....	23,000	November 1, 1978.....	23,000
1er novembre 1979.....	25,000	November 1, 1979.....	25,000
1er novembre 1980.....	26,000	November 1, 1980.....	26,000
1er novembre 1981.....	28,000	November 1, 1981.....	28,000
1er novembre 1982.....	29,000	November 1, 1982.....	29,000
1er novembre 1983.....	31,000	November 1, 1983.....	31,000
1er novembre 1984.....	33,000	November 1, 1984.....	33,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$403,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de \$80,600 chacun, de 1965 à 1969 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 19 octobre 1964, à 8 heures du soir, 180, Boul. Salaberry, École Pie XII, Châteauguay, comté de Châteauguay.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay, (Comté de Châteauguay), ce 29 septembre 1964.

Le Secrétaire-Trésorier,

MAURICE CASAVANT.

180, Boul. Salaberry,

Châteauguay, (Châteauguay), P.Q.,

Téléphone: 692-2241 ou

692-0221, code 514.

8023-o

Cité des Deux-Montagnes

Comté de Deux-Montagnes

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné R.-G. Lécuyer, greffier, Hôtel de Ville, 801, Chemin Oka, Deux-Montagnes, comté de Deux-Montagnes, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi, le 19 octobre 1964, pour l'achat de \$485,000 d'obligations de la cité des Deux-Montagnes, comté de Deux-Montagnes, datées du 1er novembre 1964, et remboursables par séries du 1er

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$403,000 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of \$80,600 each, from 1965 to 1969 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Châteauguay.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Monday, October 19, 1964, at 8:00 o'clock p.m., at 180 Salaberry Blvd., Pie XII School, Châteauguay, county of Châteauguay.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay, (County of Châteauguay), September 29, 1964.

MAURICE CASAVANT,

Secretary-Treasurer.

180 Salaberry Blvd.,

Châteauguay, (Châteauguay), P.Q.,

Telephone: 692-2241 or

692-0221, code 514.

8023

City of Two-Mountains

County of Two-Mountains

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned R.-G. Lécuyer, city clerk, City Hall, 801 Chemin Oka, Two-Mountains, county of Two-Mountains, until 7:30, o'clock p.m. Monday, October 19, 1964, for the purchase of an issue of \$485,000 of bonds for the city of Two-Mountains, county of Two-Mountains, dated November 1, 1964, and redeemable serially from November 1, 1965 to Novem-

novembre 1965 au 1er novembre 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: T-45 — \$10,000 — usine d'épuration; T-73 — \$58,000 — achat d'équipement; T-81 — \$315,000 — aqueduc; T-84 — \$50,000 — construction d'une piscine; T-86 — \$25,000 — parcs et terrains de jeux; T-87 — \$12,000 — achat de terrain; T-89 — \$15,000 — voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1964.

Tableau d'amortissement — \$485,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1965	\$ 9,500
1er novembre 1966	10,500
1er novembre 1967	12,000
1er novembre 1968	12,500
1er novembre 1969	14,500
1er novembre 1970	14,500
1er novembre 1971	15,000
1er novembre 1972	17,000
1er novembre 1973	17,000
1er novembre 1974	17,500
1er novembre 1975	9,000
1er novembre 1976	9,000
1er novembre 1977	9,000
1er novembre 1978	9,000
1er novembre 1979	9,000
1er novembre 1980	14,000
1er novembre 1981	14,000
1er novembre 1982	14,500
1er novembre 1983	14,500
1er novembre 1984	243,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Deux-Montagnes.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 19 octobre 1964, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 801, Chemin Oka, Deux-Montagnes, comté de Deux-Montagnes.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Deux-Montagnes, (Comté de Deux-Montagnes), ce 29 septembre 1964.

Le Greffier,

R.-G. LÉCUYER.

Hôtel de Ville, 801 Chemin Oka,
Deux-Montagnes, (Deux-Montagnes), P.Q.
Téléphone: 627-4761, code 514. 8024-0

ber 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: T-45 — \$10,000 — filtration plant; T-73 — \$58,000 — purchase of equipment; T-81 — \$315,000 — aqueduct; T-84 — \$50,000 — construction of a swimming pool; T-86 — \$25,000 — parks and playgrounds; T-87 — \$12,000 — purchase of land; T-89 — \$15,000 — roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November, 1964.

Table of redemption — \$485,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1965	\$ 9,500
November 1, 1966	10,500
November 1, 1967	12,000
November 1, 1968	12,500
November 1, 1969	14,500
November 1, 1970	14,500
November 1, 1971	15,000
November 1, 1972	17,000
November 1, 1973	17,000
November 1, 1974	17,500
November 1, 1975	9,000
November 1, 1976	9,000
November 1, 1977	9,000
November 1, 1978	9,000
November 1, 1979	9,000
November 1, 1980	14,000
November 1, 1981	14,000
November 1, 1982	14,500
November 1, 1983	14,500
November 1, 1984	243,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Two-Mountains.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, October, 19, 1964, at 7.30 o'clock p.m., at City Hall, 801 Chemin Oka, Two Mountains, county of Two-Mountains.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Two-Mountains, (County of Two-Mountains), September 29, 1964.

R.-G. LÉCUYER,

City Clerk.

City Hall, 801 Chemin Oka,
Two-Mountains, (Two Mountains), P.Q.
Téléphone: 627-4761, code 514. 8024

**Les commissaires d'écoles pour la
municipalité de Saint-Victor**
Comté de Beauce

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Louis-Patrice Veilleux, secrétaire-trésorier, St-Victor, comté de Beauce, jusqu'à 8.30 heures p.m., lundi, le 19 octobre 1964, pour l'achat de \$225,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Victor, comté de Beauce, datées du 1er novembre 1964 et remboursables par séries du 1er novembre 1965 au 1er novembre 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 23 juin 1964 — \$225,000 — école élémentaire de 8 classes et autres dépenses.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1964.

Tableau d'amortissement — \$225,000 — 20 ans
Année Capital

1er novembre 1965	x\$25,000
1er novembre 1966	x 26,000
1er novembre 1967	x 28,000
1er novembre 1968	x 29,500
1er novembre 1969	x 31,000
1er novembre 1970	3,500
1er novembre 1971	4,000
1er novembre 1972	4,000
1er novembre 1973	4,500
1er novembre 1974	4,500
1er novembre 1975	5,000
1er novembre 1976	5,000
1er novembre 1977	5,500
1er novembre 1978	6,000
1er novembre 1979	6,000
1er novembre 1980	6,500
1er novembre 1981	7,000
1er novembre 1982	7,500
1er novembre 1983	8,000
1er novembre 1984	8,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$147,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de \$29,400 chacun, de 1965 à 1969 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Victor.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera

**The school commissioners for the
municipality of Saint-Victor**
County of Beauce

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Louis-Patrice Veilleux, secretary-treasurer, St-Victor, county of Beauce until 8:30 o'clock p.m. Monday, October 19, 1964, for the purchase of an issue of \$225,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of St-Victor, county of Beauce, dated November 1, 1964, and redeemable serially from November 1, 1965 to November 1, 1984 inclusive, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated June 23, 1964 — \$225,000 — elementary school of 8 classrooms and other expenses.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1964.

Table of redemption — \$225,000 — 20 — years
Year Capital

November 1, 1965	x\$25,000
November 1, 1966	x 26,000
November 1, 1967	x 28,000
November 1, 1968	x 29,500
November 1, 1969	x 31,000
November 1, 1970	3,500
November 1, 1971	4,000
November 1, 1972	4,000
November 1, 1973	4,500
November 1, 1974	4,500
November 1, 1975	5,000
November 1, 1976	5,000
November 1, 1977	5,500
November 1, 1978	6,000
November 1, 1979	6,000
November 1, 1980	6,500
November 1, 1981	7,000
November 1, 1982	7,500
November 1, 1983	8,000
November 1, 1984	8,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$147,000 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of \$29,400 each from 1965 to 1969 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Victor.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at meeting of the school commissioners to be

tenue lundi, le 19 octobre 1964, à 8.30 heures du soir, en l'École Champlain, St-Victor, comté de Beauce.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Victor, (Comté de Beauce), ce 30 septembre 1964.

Le Secrétaire-Trésorier,
LOUIS-PATRICE VEILLEUX.

C.P. 70, St-Victor, (Beauce), P.Q.
Téléphone: 173 (Bureau) 8025-0
99 (Résidence).

held on Monday, October 19, 1964, at 8:30 o'clock p.m., at the Champlain School, St-Victor, county of Beauce.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Victor, (County of Beauce), September 30, 1964.

LOUIS-PATRICE VEILLEUX,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 70, St-Victor, (Beauce), P.Q.
Telephone: 173 (Office) 8025
99 (Residence).

Syndicats professionnel

Le Syndicat des producteurs de bleuets de Authier

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des producteurs de bleuets de Authier », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 16 juillet 1964.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Authier, comté d'Abitibi, district judiciaire d'Abitibi.

Québec, le 20 juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7996-0 105-63

Professional Syndicate

Le Syndicat des producteurs de bleuets de Authier

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des producteurs de bleuets de Authier", has been authorized by the Provincial Secretary on July 16, 1964.

The head office of the said professional syndicate is situated at Authier, judicial district of Abitibi.

Quebec, July 20 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7996 105-63

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Express Company

Avis est par les présents donné que tous les effets reçus avant le premier jour de novembre 1963, et non réclamés aux bureaux de la « Canadian Pacific Express Company », à divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Waddington Auction Sales, 128 est, rue King, Toronto, Ontario, à ONZE heures du matin, le CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1964, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Québec, Qué., le 21 septembre 1964.

Canadian Pacific Express Company,
Le Surintendant général,

7927-39-6-0 E. M. THRASHER.

Sale of Unclaimed Goods

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of November, 1963, and still remaining unclaimed in the offices of the "Canadian Pacific Express Company", at different points in the Province of Quebec, will be sold at Public Auction to the highest bidder by Waddington Auction Sales, 128 King Street East, Toronto, Ontario, at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the FIFTH day of NOVEMBER, 1964, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Quebec, Que., September 21, 1964.

Canadian Pacific Express Company,
E. M. THRASHER,

7927-39-6-0 *General Superintendent.*

Vente — Loi de faillite

Roger Desjardins

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure (En faillite), No 1175 - 1963, dans l'affaire de la faillite de: Roger Desjardins, Montréal-Nord, cédant autorisé et Paul Rainville, syndic.

Avis de vente

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, à savoir:

Désignation: « Un emplacement situé dans le rang 1, canton de Wolfe, paroisse de St-Faustin,

Sale — Bankruptcy Act

Roger Desjardins

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court (in bankruptcy), No. 1175 - 1963, in the matter of bankruptcy of: Roger Desjardins, Montreal-North, authorized assignor and Paul Rainville, trustee.

Notice of sale

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

Designation: "An emplacement situated in range 1, township of Wolfe, parish of St-Faustin,

formé des lots P. 17A and 18 sur le lac Caribou avec maison dessus construite. Le tout ayant une superficie d'environ 35,000 pieds plus ou moins. »

Sera vendu comme une seule et même exploitation à la porte de l'église de St-Faustin à DEUX heures de l'après-midi, JEUDI, le CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1964.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure, à Montréal, le 28 septembre 1964, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Conditions: Comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 29 septembre 1964.

Le Syndic,

Bureau de: PAUL RAINVILLE, *syndic*,
484 rue McGill, Montréal, P.Q. 8026-40-2-0

formed of lots Pt. 17A and 18 on Lake Caribou with house thereon erected. The whole having an area of about 35,000 feet, more or less.

— Shall be sold as a sole and only concern at the church door of St-Faustin at TWO o'clock in the afternoon, THURSDAY, the FIFTH day of NOVEMBER, 1964.

This sale is made under judgment rendered by the Superior Court, at Montreal, on September 28, 1964, and pursuant to the provisions of sections 55 and following of the Act of 1949 on bankruptcies so as to give to this sale the effect of a decree on the terms of the Civil Code Procedure.

Conditions: cash.

Plus the purchase price, buyer shall pay government rights of 2½% in accordance with the law.

For other information and list of charges apply to the undersigned.

Dated at Montreal, September 29, 1964.

PAUL RAINVILLE,

Trustee.

Office of:

PAUL RAINVILLE, *trustee*,
484 McGill Street, Montreal, P.Q. 8026-40-2-0

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure,
Cause No C.S.A. 13,591. } L'OFFICE DU
 } CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC,
 }
 corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur-requérant-saisissant *vs* GERMAIN CRÉPAULT, cultivateur de La Sarre, comté d'Abitibi-ouest, R.R. #3, P.Q. et résident à Ferme-Neuve, comté de Labelle, P.Q., défendeur-intimé-saisi.

Le lot numéro douze (12) du rang quatre (4) du canton Royal Rousillon tel que décrit au cadastre officiel pour ledit canton avec bâtisses et autres constructions y dessus érigées circonstances et dépendances, distraction faite d'une lisière de terrain vendue au Ministère de la Voirie du Québec pour élargissement de la route suivant acte enregistré sous le numéro 27016 et sujet à la servitude établie en faveur de la Compagnie de Pouvoir de La Sarre Ltée, suivant acte enregistré sous le numéro 17,559 et

Le lot numéro treize (13) du rang cinq (5) du canton Royal Rousillon tel que décrit au cadastre officiel pour ledit canton avec bâtisses et autres constructions y dessus érigées, circonstances et dépendances, distraction faite d'une lisière de terrain vendue au Ministère de la Voirie du Québec suivant acte enregistré sous le numéro 66977 et sujet à la servitude établie en faveur de la Compagnie de Pouvoir La Sarre Ltée, suivant acte enregistré sous le numéro 18489.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de La Sarre, comté d'Abitibi-ouest

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court,
Case No. S.C.A. 13,591. } QUEBEC FARM
 } CREDIT BUREAU, body politic
 } and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff-petitioner-seizing creditor, *vs* GERMAIN CRÉPAULT, farmer of La Sarre, county of Abitibi-West, R.R. #3, P.Q., and residing at Ferme-Neuve, county of Labelle, P.Q., defendant-respondent-seized.

Lot number twelve (12) of range four (4) of the township of Royal Rousillon as described on the official cadaster for the said township with buildings and other constructions thereon erected circumstances and dependencies, withdrawal made of a strip of land sold to the Quebec Roads Department for enlargement of the road according to registered deed under number 27016 and subject to the servitude established in favour of the Power Company of La Sarre Ltée, following registered act under number 17,559 and

Lot number thirteen (13) of range five (5) of the township of Royal Rousillon as described on the official cadaster for the said township with buildings and other constructions thereon erected, circumstances and dependencies, withdrawal made of a strip of land sold to the Quebec Roads Department according to registered deed under number 66977 and subject to the servitude established in favour of the Power Company of La Sarre Ltée, pursuant to registered act under number 18489.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of La Sarre, county of Abitibi-West, on the

le VINGT-DEUXIÈME (22^e) jour d'OCTOBRE, mil neuf cent soixante-quatre (1964) à DEUX (2) heures de l'après-midi.

Amos, ce troisième jour de septembre, mil neuf cent soixante-quatre, (3 septembre 1964).

Le Shérif,
R. COSSETTE.

7799-37-2-o

District de Montréal

Cour Supérieure, { KING CITY SAND & CRUSHED STONE COMPANY LIMITED, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires à Toronto, province d'Ontario, et ayant dans les cité et district de Montréal, un bureau connu sous le nom de Que Mar Equipment, demanderesse, vs ANDRÉ LAMBERT, d'Amos, district d'Abitibi, défendeur.

Avis de vente

Les immeubles suivants:

Le lot 56 du rang 4, du canton Dalquier, comté d'Abitibi-Est, avec bâtisses, circonstances et dépendances y érigées:

La partie est du lot 173 des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la ville d'Amos, comté d'Abitibi-Est, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau du shérif, au Palais de justice, à Amos, le QUATRIÈME jour de NOVEMBRE 1964 à DIX heures de l'avant-midi.

Amos, 26 septembre 1964.

Le Député Shérif d'Abitibi,

8002-40-2-o

M. TESSIER.

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, { R. TANGUAY AUTOMOBILES BILES LTÉE, corporation légalement constituée ayant son siège social au Rond Point, Lévis, district de Québec, contre J. W. GAGNON, ayant sa résidence à Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, district de Beauce, comté de Dorchester, P.Q., à savoir:

« Un emplacement pris et détaché du lot numéro vingt-cinq (P. 25) du cadastre pour le canton Ware, mesurant cent seize pieds de largeur au chemin, cent seize pieds de largeur en arrière, sur une profondeur de cent soixante-neuf pieds dans sa ligne nord-est et de deux cent vingt-cinq dans sa ligne sud-ouest, le tout plus ou moins, borné en front, au nord-ouest, à la route dite Ferland, au nord-est à l'emplacement de l'abbé Adrien Ouellet, au sud-ouest à l'emplacement de Marcelle Ouellet, et en arrière, au sud-est au terrain de Paul Tremblay; tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou non apparentes. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de Ste-Germaine du Lac Etchemin, comté de Dorchester, le ONZIÈME jour de NOVEMBRE 1964.

Bureau du Shérif, Le Député Shérif,
St-Joseph de Beauce ADALBERT LESSARD,
24 septembre 1964. 7989-40-2-o
[Première insertion: 3 octobre 1964]
[Deuxième insertion: 24 octobre 1964]

TWENTY-SECOND (22nd) day of OCTOBER, one thousand nine hundred and sixty-four (1964) at TWO (2) o'clock in the afternoon.

Amos, this third day of September, one thousand nine hundred and sixty-four (September 3, 1964).

R. COSSETTE,
Sheriff.

7799-37-2

District of Montreal

Superior Court, { KING CITY SAND & CRUSHED STONE COMPANY LIMITED, a corporation legally incorporated, having its principal place of business in Toronto, Province of Ontario, and having in the city and district of Montreal, an office known under the name of "Que Mar Equipment", plaintiff, vs ANDRÉ LAMBERT, of Amos, district of Abitibi, defendant.

Notice of sale

The following immoveables:

Lot 56, range 4, in the township of Dalquier, county of Abitibi-East, with buildings, circumstances and dependencies thereon erected;

The east part of lot 173 on plan and book of reference of the official cadaster for the town of Amos, county of Abitibi-East, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House, in Amos, district of Abitibi, on the FOURTH day of NOVEMBER, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

Amos, September 26, 1964.

M. TESSIER,
Deputy Sheriff of Abitibi.

8002-40-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Superior Court, { R. TANGUAY AUTOMOBILES BILES LTÉE, body legally incorporated, having its head office at the Lévis Traffic Circle, district of Quebec, versus J. W. GAGNON, residing at Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, district of Beauce, county of Dorchester, P.Q., to wit:

“An emplacement taken and detached from lot number twenty-five (P. 25) in the cadaster of the township of Ware, measuring one hundred and sixteen feet in width on the road, one hundred and sixteen feet in width in the rear, by a depth of one hundred and sixty-nine feet on its northeast line and two hundred and twenty-five feet on its southwest line, the whole more or less; bounded in front, on the northwest, by Ferland Road, on the northeast by the emplacement belonging to Father Adrien Ouellet, on the southwest by the emplacement belonging to Marcelle Ouellet, and in the rear, on the southeast, by the land of Paul Tremblay; the whole as it is presently to be found, with the active and passive servitudes, apparent or unapparent.”

To be sold at the parochial church door in the parish of Ste-Germaine du Lac Etchemin, county of Dorchester, on the ELEVENTH day of NOVEMBER, 1964.

Sheriff's Office, ADALBERT LESSARD,
St-Joseph de Beauce, Deputy Sheriff,
September 24, 1964. 7989-40-2
[First insertion: October 3, 1964]
[Second insertion: October 24, 1964]

BEAUHARNOIS

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
District de Beauharnois

Cour de Magistrat, No 16014.

{ MUNICIPALITÉ DE
LA PAROISSE DE
ST-TIMOTHÉE DE

BEAUHARNOIS, corporation politique et incorporée, ayant son siège social en la paroisse de St-Timothée, district de Beauharnois, demanderesse, contre DONAT LAUZON, de la paroisse de St-Timothée, district de Beauharnois; DAME CLOTHILDE LAUZON, ménagère, épouse d'Ernest Pilon, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux de la cité de St-Lambert, district de Montréal; FERDINAND LAUZON, de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois; DAME HÉLÈNE LAUZON, ménagère, épouse d'Ulric Boissonneault, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux de la paroisse de St-Stanislas de Kostka, district de Beauharnois; RÉVÉRENDE SŒUR OLIVA, LAUZON (Sœur Ste-Euthime en religion) fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal; DAME ROSE LAUZON, ménagère, épouse de Bruno Monnette, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux de la paroisse de St-Timothée, district de Beauharnois; ORPHÉE LAUZON, de la paroisse de Melocheville, district de Beauharnois; DAME FLORA LAUZON, ménagère, épouse d'Albert Mercier, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux du village de St-Timothée, district de Beauharnois; FERNAND BOUGIE, de 35 rue Godbout est, cité et district de Québec; GÉRARD BOUGIE, de 42 St-Cyrille est, cité et district de Québec; GEORGES FAUBERT, de la ville de Longueuil, district de Montréal; OCTAVE FAUBERT, de 232 St-Jean-Baptiste, cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois; DAME FÉLIXINE FAUBERT, ménagère, épouse de Ferdinand Beaulieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois; DAME ESTELLE FAUBERT, fille majeure, usant de ses droits, de lieux inconnus; SAUL DANDURAND, de la paroisse de St-Timothée, district de Beauharnois; WILFRID DANDURAND, de la ville de Ste-Agathe, district de Terrebonne; HUGUES DANDURAND, des cité et district de Montréal; défendeurs, a obtenu devant notre Cour de Magistrat, dans notre dit district de Beauharnois, jugement déclarant l'immeuble suivant savoir:

« Une petite terre non cultivable connue comme étant le lot de terre désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-trois (No 283) au cadastre officiel de la paroisse de St-Timothée, sans bâtisse. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Timothée, comté et district de Beauharnois, le LUNDI, le DOUZIÈME jour d'OCTOBRE 1964 à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ERNEST LEBLANC.
Valleyfield, le 2 septembre 1964. 7796-37-2-0
[Première insertion le 12 septembre 1964]

Fieri Facias de Terris
District de Beauharnois

Magistrate's Court, No. 16014.

{ THE MUNICIPALITY
OF THE PARISH
OF ST-TIMOTHÉE DE

BEAUHARNOIS, body politic and corporate, having its head office in the parish of St-Timothée, district of Beauharnois, plaintiff, versus DONAT LAUZON, of the parish of St-Timothée, district of Beauharnois; DAME CLOTHILDE LAUZON, housewife, wife of Ernest Pilon, and the latter to authorize his wife for these presents, both of the city of St-Lambert, district of Montreal; FERDINAND LAUZON, of the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois; DAME HÉLÈNE LAUZON, housewife, wife of Ulric Boissonneault, and the latter to authorize his wife for these presents, both of the parish of St-Stanislas de Kostka, district of Beauharnois; REVEREND SISTER OLIVA, LAUZON (in religion, Sister Ste-Euthime), spinster of the full age of majority and in use of her rights, of the city and district of Montreal; DAME ROSE LAUZON, housewife, wife of Bruno Monnette, and the latter to authorize his wife for these presents, both of the parish of St-Timothée, district of Beauharnois; ORPHÉE LAUZON, of the parish of Melocheville, district of Beauharnois; DAME FLORA LAUZON, housewife, wife of Albert Mercier, and the latter to authorize his wife for these presents, both of the Village of St-Timothée, district of Beauharnois; FERNAND BOUGIE, of 35 Godbout St. East, city and district of Quebec; GÉRARD BOUGIE, of 42 St-Cyrille East, city and district of Quebec; GEORGES FAUBERT, of the town of Longueuil, district of Montreal; OCTAVE FAUBERT, of 232 St-Jean-Baptiste St., city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois; DAME FÉLIXINE FAUBERT, housewife, wife of Ferdinand Beaulieu, and the latter to authorize his wife for these presents, both of the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois; DAME ESTELLE FAUBERT, spinster of the full age of majority, in use of her rights, of places unknown; SAUL DANDURAND, of the parish of St-Timothée, district of Beauharnois; WILFRID DANDURAND, of the town of Ste-Agathe, district of Terrebonne; HUGUES DANDURAND, of the city and district of Montreal, defendants, has obtained, before Our Magistrates' Court, in Our said district of Beauharnois, a judgment declaring the following immoveable, to wit:

"A small non-arable farm, known as being the lot of land designated under number two hundred and eighty-three (No. 283) in the official cadaster of the parish of St-Timothée, without buildings."

To be sold at the parochial church door of St-Timothée, county and district of Beauharnois, on MONDAY, the TWELFTH day of OCTOBER, 1964, at TEN-THIRTY o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,

Sheriff's Office, Sheriff.
Valleyfield, September 2, 1964. 7796-37-2
[First insertion: September 12, 1964]

B E D F O R D

B E D F O R D

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 13,768. { AGRICOLE DU QUÉ-

BEC, corps politique et incorpore, ayant son siège social à Québec, P.Q., demanderesse, vs MAURICE PARENT, cultivateur de Route rurale numéro un (1) de Roxton Pond, comté de Shefford, district de Bedford, défendeur, et J. C. MARCOTTE, et BALDOR PARENT, mis-en-cause.

Comme appartenant au défendeur.

« Une ferme composée de :

Un certain terrain sis et situé en la paroisse de Ste-Pudentienne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse sous le numéro un-D, (No 1-D) du troisième rang du canton de Roxton, avec toutes les bâtisses dessus construites;

Un autre terrain situé dans ladite paroisse de Ste-Pudentienne, de la contenance de dix-sept acres de terre en superficie, plus ou moins, faisant partie du lot numéro deux-A (Ptie 2-A) du troisième rang du canton de Roxton au cadastre officiel de ladite paroisse de Ste-Pudentienne: borné en front par le chemin public, entre les troisième et quatrième rangs de Roxton, en profondeur par le résidu dudit lot appartenant à Léo Alarie ou représentants, d'un côté à l'est par le lot 2-B appartenant audit Léo Alarie ou représentants, et de l'autre côté à l'ouest par le lot un-D ci-dessus décrit au paragraphe premier, sans bâtisse. »

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de Ste-Pudentienne, de Roxton Pond, comté de Shefford, district de Bedford, MERCREDI, le QUATORZIÈME jour d'OCTOBRE 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Palais de Justice, PAUL ST. MARTIN,
Sweetsburg, P.Q.,
ce 2 septembre 1964. 7797-37-20

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, { QUEBEC FARM CRE-
No. 13,768. { DIT BUREAU, body

politic and corporate, having its head office at Quebec, P.Q., plaintiff, vs MAURICE PARENT, farmer of Rural Road, number one (1) of Roxton Pond, county of Shefford, district of Bedford, defendant, and J. C. MARCOTTE, and BALDOR PARENT, mis-en-cause.

As belonging to defendant.

“A farm composed of :

A certain lot of land located and situated in the parish of Ste-Pudentienne, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish under number one-D (No. 1-D) of the third range of the township of Roxton, with all the buildings thereon erected;

Another lot situated in the said parish of Ste-Pudentienne containing seventeen acres of land in area, more or less, forming part of lot number two-A (Pt. 2-A) of the third range of the township of Roxton on the official cadaster of the said parish of Ste-Pudentienne: bounded in front by the public road, between the third and fourth ranges of Roxton, in depth, by the residue of the said lot belonging to Léo Alarie or representatives, on one side on the east by lot 2-B belonging to the said Léo Alarie or representatives, and on the other side, on the west, by lot one-D, above described in the first paragraph, without building.”

To be sold “en bloc” at the parochial church door of Ste-Pudentienne, of Roxton Pond, county of Shefford, district of Bedford, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of OCTOBER, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST. MARTIN,
Court House, Sheriff.
Sweetsburg, P.Q.,
September 2, 1964. 7797-37-2

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 13,333. { AGRICOLE DU QUÉ-

BEC, corps politique ayant son siège social à Québec, P.Q., demanderesse, vs EVRAL BEAUREGARD, cultivateur, de South Stukely, comté de Shefford, district de Bedford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

« Une ferme connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Stukely, comme étant :

1° Le lot numéro cent quatre-vingt-dix-neuf (199), de la contenance de cent quarante-cinq acres de terre en superficie, plus ou moins, avec les bâtisses dessus construites; sauf et excepté: (1) cette partie dudit lot mesurant trente pieds par huit perches (rods) près du cimetière, et tel que clôturé actuellement; (2) cette partie déjà vendue par Bercéus Beauregard appartenant actuellement à Joseph Karsa, et désignée comme suit: un emplacement, avec bâtisses y érigées, sis et situé sur le côté sud-ouest de la route Provinciale No 1, (Montréal-Sherbrooke) mesurant deux cents pieds de largeur le long de ladite route et à l'autre extrémité, par une profondeur de trois cent trente pieds (200' x 330') connu, et désigné

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. 13,333. { CREDIT BUREAU bo-

dy politic, having its head office in Quebec, P.Q., plaintiff, vs EVRAL BEAUREGARD, farmer, of South Stukely, county of Shefford, district of Bedford, defendant.

As belonging to the defendant:

“A farm known and designated in the official plan and book of reference of the township of Stukely, as being :

1. Lot number one hundred and ninety-nine (199) having an area of one hundred and forty-five acres of land, more or less, with the buildings thereon constructed; save and excepting: (1) that part of the said lot measuring thirty feet by eight rods near the cemetery, and as presently fenced in; (2) that part already sold by Bercéus Beauregard and presently belonging to Joseph Karsa, and designated as follows: an emplacement, with the buildings thereon erected, situated and lying on the southwest side of Provincial Highway No. 1 (Montreal-Sherbrooke), measuring two hundred feet in width along the said highway and at the other end, by a depth of three hundred and thirty feet (200' x 330'), known and desi-

aux plan et livre de renvoi officiels pour ledit canton de Stukely, comme étant une partie du lot numéro cent quatre-vingt-dix neuf (Ptie 199) et plus particulièrement désigné comme suit: commençant à un point sur le côté nord-est de ladite route No 1, tel point étant en ligne avec le mur sud-est de la maison de l'emprunteur, et de ce point allant vers le sud-est en longeant ladite route No 1, une distance de deux cent trente-cinq pieds (235'), à un autre point connu comme étant le point de départ; et de ce point de départ tournant à angle droit et allant vers le nord-est jusqu'à un point situé à une distance de trois cent trente pieds (330') de ladite route No 1; de là, tournant à angle droit et allant vers le sud-est, parallèlement avec ladite route No 1, une distance de deux cents pieds (200'); de là, tournant à angle droit et allant vers le sud-ouest jusqu'à ladite route No 1, une distance de trois cent trente pieds (330'); enfin, de là, allant jusqu'au point de départ en longeant ladite route No 1, une distance de deux cents pieds (200');

2° Le coin sud-est du lot numéro cent soixante-dix-huit (P.S.E. 178) borné au nord et à l'ouest par un chemin public, à l'est par la ligne de division entre les lots 178 et 199, et au sud par le chemin de Magog. Cette partie ayant une superficie approximative de deux acres;

3° Un morceau de terre à prendre dans le coin sud-ouest du lot numéro deux cent (P. 200), de la contenance de trois acres de terre en superficie, plus ou moins, et se trouvant située entre un ruisseau et une autre partie du même lot appartenant à Oscar M. George; ledit terrain mesurant quatre-vingts pieds, plus ou moins, sur la route Montréal-Sherbrooke, et s'étendant vers le nord jusqu'à un point sur le ruisseau susdit. Avec les bâtisses dessus construites.»

Pour être vendus «en bloc» à la porte de l'église paroissiale de St-Étienne de Bolton, comté de Brome, district de Bedford, MERCREDI, le QUATORZIÈME jour d'OCTOBRE 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, PALAIS DE JUSTICE,
Sweetsburg, P.Q.,
ce 4 septembre 1964.

PAUL ST. MARTIN.

7801-37-2-0

gnated in the official plan and book of reference of the said township of Stukely as being a part of lot number one hundred and ninety-nine (Pt. 199), and more particularly described as follows: starting at a point on the northeast side of said Highway No. 1, said point being in line with the southeast wall of the house belonging to the borrower, and from this point going towards the southeast, lying along said Highway No. 1, a distance of two hundred and thirty-five feet (235'), to another point known as being the starting point; and from this starting point turning at a right angle and going towards the northeast as far as a point situated at a distance of three hundred and thirty feet (330') from the said Highway No. 1; thence, turning at a right angle and going towards the southeast, parallel to said Highway No. 1, a distance of two hundred feet (200'); thence, turning at a right angle and going towards the southwest as far as said Highway No. 1, a distance of three hundred and thirty feet (330'); finally, thence, going to the starting point lying along the said Highway No. 1, a distance of two hundred feet (200');

2. The southeast corner of lot number one hundred and seventy-eight (S.E. P. 178) bounded on the north and west by a public road, on the east by the division line between lots 178 and 199, and on the south by the Magog Road. This part has an approximate area of two acres;

3. A piece of land to be taken from the southwest corner of lot number two hundred (P. 200), having an area of three acres of land, more or less, and situated between a brook and another part of the same lot belonging to Oscar M. George; the said lot of land measures eighty feet, more or less, on the Montreal-Sherbrooke highway, and extends towards the north as far as a point on the above-mentioned brook. With the buildings thereon constructed."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Étienne de Bolton, county of Brome, district of Bedford, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of OCTOBER, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PAUL ST. MARTIN,

Sheriff's Office, COURT HOUSE,
Sweetsburg, P.Q.,
September 4, 1964.

7801-37-2

BONAVENTURE

Canada — Province de Québec
District de Bonaventure

Cour Supérieure, No 7406. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, demandeur, vs ABDON CYR, défendeur.

Description

« Une terre située dans le canton de New Richmond, comprenant ensemble les lots numéros cinq cent vingt-neuf (529), cinq cent trente (530) et cinq cent trente et un (531) du cadastre officiel pour ledit canton, contenant soixante-quinze acres en superficie, bornée au sud par le rang II est, au nord par le rang IV, à l'ouest par une route, à l'est par le lot 528.

Une autre terre située dans le canton de New Richmond, connue comme étant la demie-sud du lot numéro cinq cent vingt et un (521½) du cadastre officiel pour ledit canton, bornée

BONAVENTURE

Canada — Province of Quebec
District of Bonaventure

Superior Court, No. 7406. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU plaintiff, vs ABDON CYR, defendant.

Description

"A land situate in the township of New Richmond, containing together lots number five hundred and twenty-nine (529), five hundred and thirty (530) and five hundred and thirty-one (531) of the official cadastre for the said township, containing seventy-five acres in superficies, bounded on the south by range II east, on the north by range IV, on the west by a road, on the east by lot 528.

Another land situate in the township of New Richmond, known as being the south half of lot number five hundred and twenty-one (521½) of the official cadastre for the said township,

au sud par le 2e rang, au nord par un ruisseau, à l'ouest par Xavier Boudreau et à l'est par Frank Leblanc, contenant environ soixante acres en superficie.

Une autre terre connue comme le tiers-nord du lot numéro quatre cent vingt-sept (427) du cadastre officiel pour le canton de New Richmond, contenant onze acres en superficie, bornée au nord par le 3e rang, au sud par une autre partie du même lot appartenant à Irénée Boudreau, à l'ouest par le lot 426, appartenant à Aurèle Boudreau.

Une autre terre, connue comme la demie-sud du lot numéro trois cent quatre-vingt (380½) du cadastre officiel pour le canton de New Richmond, mesurant trois acres de large sur la profondeur du lot, bornée au nord par Silas Fairservice, au sud par Arthémise Leblanc, à l'ouest par William Pordiac et à l'est par Thomas Howatson, avec toutes les bâtisses dessus construits et leurs dépendances ».

Sauf et à distraire:

Un certain morceau de terrain connu comme le tiers nord du lot numéro quatre cent vingt-sept (¼ n. 427) du cadastre officiel pour le canton de New Richmond, contenant onze acres (11 acres) en superficie, borné au nord par le troisième rang, au sud par une autre partie du même lot appartenant à Monsieur Irénée Boudreau, à l'ouest par le lot quatre cent vingt-six (426) appartenant à Monsieur Irénée Boudreau, et à l'est par le lot quatre cent vingt-huit (428) appartenant à Monsieur Aurèle Boudreau ».

Pour être vendu à la porte de l'église de New Richmond, comté et district de Bonaventure, le QUATORZIÈME jour d'OCTOBRE, mil neuf cent soixante-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, New Carlisle, P.Q. *Le Shérif,* F. J. LEGRESLEY, 7804-37-2-0

Canada — Province de Québec
District de Bonaventure

Cour Supérieure, No 7366. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, demandeur, vs EDGAR HUARD, défendeur.

Description

« Un morceau de terrain situé dans le canton de Hope, sur le troisième rang étant le lot de cadastre numéro six cent soixante et un (661) dudit canton, mesurant trois chaînes et trente-deux mailles de front, sur quatre-vingt-deux chaînes et dix mailles de profondeur, formant en superficie vingt-sept acres et quart, et borné comme suit: au nord, par le rang IV, au sud par le rang II, à l'ouest par la route et à l'est par le lot 662, appartenant à Célestin Aubut.

Un second morceau de terrain situé dans le canton de Hope, sur le quatrième rang étant formé par la moitié est du lot six cent quatre-vingt-neuf (689pt) et la moitié ouest du lot six cent quatre-vingt-neuf A (689-A) dudit canton, mesurant deux acres (longueur équivalente) de large sur la profondeur du lot et borné comme suit: au nord, par le rang V, au sud par le rang III, à l'ouest par une autre partie du lot 689 et à l'est par une autre partie du lot 689-A.

Un troisième morceau de terrain situé dans le canton de Hope, sur le quatrième rang étant

bounded on the south by the second range, on the north by a brook, on the west by Xavier Boudreau and on the east by Frank Leblanc, containing approximately sixty acres in superficies.

Another land known as being the third-north of lot number four-hundred and twenty-seven (427) of the official cadastre for the township of New Richmond, containing eleven acres in superficies bounded on the north by the third range, on the south by another part of the same lot belonging to Irénée Boudreau, on the west by lot 426, belonging to Aurèle Boudreau.

Another land, known as the south half of lot number three hundred and eighty (380½) of the official cadastre for the township of New Richmond, measuring three acres wide by the deepness of the lot, bounded on the north by Silas Fairservice, on the south by Arthémise Leblanc, on the west by William Pordiac on the east by Thomas Howatson, with all the buildings thereon erected and their dependencies."

Save and except:

A certain piece of land known as the third north of lot number four hundred and twenty-seven (¼ n. 427) of the official cadastre of the township of New Richmond, containing eleven acres (11 acres), in superficies, bounded on the north by the third range, on the south by another part of the same lot belonging to Mr Irénée Boudreau, on the west by lot four hundred and twenty-six (426) belonging to Mr Irénée Boudreau, and on the east by lot four hundred and twenty-eight (428) belonging to Mr Aurèle Boudreau."

To be sold at the parochial church door of New Richmond, county and district of Bonaventure, on the FOURTEENTH day of OCTOBER, one thousand nine hundred and sixty-four at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, New Carlisle, P.Q. *F. J. LEGRESLEY,* Sheriff, 7804-37-2-0

Canada — Province of Quebec
District of Bonaventure

Superior Court No. 7366. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, plaintiff, vs EDGAR HUARD defendant.

Description

"A piece of land situate in the township of Hope, in the third range, being cadastral lot number six hundred and sixty-one (661) of the said township, measuring three chains and thirty-two mails frontage, by eighty-two chains and ten mails deep, forming in superficies twenty-seven acres and quarter, and bounded as follows: on the north by range IV, on the south by range II, on the west by the road, and on the east by lot 662, belonging to Célestin Aubut;

A second piece of land situate in the township of Hope, on the fourth range, being formed by the east half of lot six hundred and eighty-nine (689 pt) and the west half of lot six hundred and eighty-nine A (689-A) of the said township, measuring two acres (approximative length) wide by the deepness of the lot and bounded as follows: on the north by range V, on the south by range III, on the west by another part of lot 689, and on the east by another part of lot 689-A;

A third piece of land situate in the township of Hope, on the fourth range being the quarter

le quart ouest du lot de cadastre numéro six cent quatre-vingt-dix (690Pt) dudit canton, mesurant un acre de large (longueur équivalente) sur la profondeur du lot et borné comme suit: au nord par le rang V, au sud par le rang III, à l'ouest par le lot 691 propriété de Albert Francoeur et à l'est par une autre partie du lot 690 appartenant à Eugène Grenier.

Un autre morceau de terre situé dans le troisième rang du canton de Hope, étant le lot de cadastre numéro six cent cinquante-huit (658) du cadastre officiel pour ledit canton, mesurant un acre de large sur la profondeur du lot contenant vingt-cinq acres en superficie et borné comme suit: au sud par le deuxième rang, au nord par le quatrième rang, à l'est par le lot appartenant à Félix Caissy, et à l'ouest par le lot appartenant à Xavier LeCourtis.

Compris dans la dite hypothèque, toutes les bâtisses sur les lots ci-dessus décrits, circonstances et dépendances, sans aucune exception ni réserve.»

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Godfroi, comté et district de Bonaventure, le TREIZIÈME jour d'OCTOBRE mil neuf cent soixante-quatre à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
New Carlisle, P.Q.

Le Shérif,
F. J. LEGRÉSLEY,
7805-37-2-0

west of lot cadastral number six hundred and ninety (690 pt) of the said township measuring one acre wide (approximate length) by the deepness of the lot and bounded as follows: on the north by range V, on the south by range III, on the west by lot 691, belonging to Albert Francoeur and on the east by another part of lot 690 belonging to Eugène Grenier;

Another piece of land situate in the third range on the township of Hope, being lot cadastral number six hundred and fifty-eight (658) of the official cadastre for the said township, measuring one acre wide by the deepness of the lot containing twenty-five acres in superficies and bounded as follows: on the south by the second range, on the north by the fourth range, on the east by the lot belonging to Félix Caissy and on the west by the lot belonging to Xavier LeCourtis.

Contained in the said mortgage, all the buildings on the lot described above, circumstances and dependencies, with no exception or reserve."

To be sold at the parochial church door of St Godfroi, county and district of Bonaventure, on the THIRTEENTH day of OCTOBER one thousand, nine hundred and sixty-four at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,
New Carlisle, P.Q.

F. J. LEGRÉSLEY,
Sheriff.
7805-37-2-0

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 35,340. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré ayant siège social à Québec, demandeur, vs
MAGELLA TREMBLAY, autrefois cultivateur
de St-Ambroise, comté de Chicoutimi, maintenant
domicilié à Ludger de Milot, comté du Lac St-
Jean Ouest, défendeur.

Tout ce lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du canton Bourget, sous le numéro quarante-deux (42) dans le rang neuf (9) dudit canton, avec ensemble les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Ambroise, le QUINZIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1964, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, 4 septembre 1964.

Le Shérif,
RENÉ DELISLE,
7798-37-2-0

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, { LA BANQUE DE NOU-
No 649089. { VELLE-ÉCOSSE, cor-
poration légalement consti-
tuée, ayant son principal bureau et place d'affaires en la cité de Halifax, province de Nouvelle-Écosse, et une place d'affaires en la cité et le district de Montréal, demanderesse contre ANTONIO MASSICOTTE, entrepreneur, de la ville de

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District of Chicoutimi

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. 35,340. { CREDIT BUREAU, bo-
dy politic and corporate, and
having its head office in Quebec, plaintiff, vs
MAGELLA TREMBLAY, formerly farmer of
St-Ambroise, county of Chicoutimi, now residing
at St-Ludger de Milot, county of Lake St-John,
west, defendant.

All that lot of land known and designated on the official cadaster for the township of Bourget, under number forty-two (42) range nine (9) of the said township, together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Ambroise, on the FIFTEENTH day of the month of OCTOBER, 1964, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, September 4, 1964.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.
7798-37-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, { THE BANK OF NOVA
No. 649089. { SCOTIA, legally incor-
porated corporation having
its head office and place of business in the city of Halifax, Province of Nova Scotia, and a place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, against ANTONIO MASSICOTTE, contractor of the town of Repentigny, district of

Repentigny, district de Joliette, et y faisant affaires seul sous la raison sociale de Massicotte Construction Registered, défendeur.

Lot cent vingt-six, de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt-huit (128-126) des plan et livre de renvoi officiels de Repentigny, de la forme d'un carré, borné en front au nord-est, par le 128-132 (rue); au nord-ouest, par le 128-127; au sud-ouest, par une partie non subdivisée du lot 128; au sud-est, par le lot 128-125, mesurant cent pieds de largeur (100') par une profondeur de cent pieds (100') Contenant en superficie dix mille pieds carrés, mesure anglaise, avec les bâtisses érigés portant numéros civiques 22, 22a et 22b rue Léonie, dans la ville de Repentigny.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la ville de Repentigny, district de Joliette, le JEUDI, CINQUIÈME jour du mois de NOVEMBRE de l'an 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Joliette, le 25 septembre 1964. *Le Shérif,* CHARLES ÉLÉMENT. 8007-40-2-o

Joliette, and carrying on business alone under the style of Massicotte Construction Registered, defendant.

Lot one hundred and twenty-six of the official subdivision of the original lot number one hundred and twenty-eight (128-126) on the official plan and in the book of reference of Repentigny, in the form of a square, bounded in front on the northeast by 128-132 (street); on the north west by 128-27; on the southwest, by an unsubdivided part of lot 128; on the southeast, by lot 128-125, measuring one hundred feet in width (100') by a depth of one hundred feet (100') containing an area of ten thousand square feet, English measure, with the buildings thereon erected bearing civic numbers 22, 22a, and 22b Léonie Street, in the town of Repentigny.

To be sold at the parochial church door of the town of Repentigny, district of Joliette, on THURSDAY, the FIFTH day of the month of NOVEMBER, in the year 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Joliette, September 25, 1964. *CHARLES ÉLÉMENT,* Sheriff. 8007-40-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, District de Kamouraska, No 23686. **CÔTÉ & GOD-BOUT INC.,** corporation légalement constituée,

ayant sa place d'affaires à Trois-Pistoles, district de Kamouraska, demanderesse, vs JEAN LOUIS MARQUIS, garagiste, domicilié et résidant à L'Isle-Verte, district de Kamouraska, demandeur.

« Partie du lot numéro cent cinquante-six (ptie 156) du cadastre officiel de la paroisse de St-Jean-Baptiste de L'Isle-Verte, mesurant 136 pieds de largeur en front au sud sur la route No 10, 134 pieds de largeur en arrière sur cent douze (112') pieds de profondeur, mesure anglaise et y est borné comme suit: en front au sud, par la route No 10, en arrière au nord ou d'un côté à l'ouest par partie dudit lot 156 et de l'autre côté à l'est, par partie du lot 151 du même cadastre, tel qu'actuellement clôturé, avec le garage y érigé, circonstances et dépendances, sujet à la servitude du canal d'égoût et du droit de passage en faveur de la partie du lot 156 appartenant à Lazare Pettigrew pour se rendre de la route Nationale au reste de sa terre au nord dudit emplacement telle que créé dans l'acte de vente par ledit L. Pettigrew à Jean-Louis Marquis, suivant acte enregistré sous numéro 147,298. »

Pour être vendus à la porte de l'église de L'Isle-Verte, comté de Rivière-du-Loup, le VINGTIÈME jour d'OCTOBRE 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Rivière-du-Loup, ce 4 septembre 1964. *Le Shérif,* MAURICE MORIN. 7814-37-2

[Première insertion, le 12 septembre 1964]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, No 24-307. **L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC,** corps politique et in-

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District de Kamouraska

Superior Court, District de Kamouraska, No. 23686. **CÔTÉ & GOD-BOUT INC.,** a corporation legally incorporated, having

its place of business at Trois-Pistoles, district of Kamouraska, plaintiff, vs JEAN LOUIS MARQUIS, garage keeper, domiciled and residing at L'Isle-Verte, district of Kamouraska, defendant.

« Part of lot one hundred and fifty-six (pt. 156) of the official cadaster for the parish of St-Jean-Baptiste de L'Isle-Verte, measuring 136 feet in width in front to south on road No. 10, 134 feet in width in rear by one hundred and twelve (112') feet in depth, English measure and bounded as follows: in front on the south, by road No. 10, in rear on the north or on a side on the west by a part of the said lot 156 and on the other side on the east, by part of lot 151 of the same cadaster as actually fenced in, with the garage thereon erected, circumstances and dependencies, subject to the servitude of the sewer pipe and of the right of way in favour of the part of lot 156 belonging to Lazare Pettigrew, to go from the National road to the remainder of his land on the north of the said emplacement as created in the deed of sale by the said L. Pettigrew to Jean-Louis Marquis, according registered deed under number 147,298. »

To be sold at the church door of L'Isle-Verte, county of Rivière-du-Loup, on the TWENTIETH day of OCTOBER, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Rivière-du-Loup, September 4, 1964. *MAURICE MORIN,* Sheriff. 7814-37-2-o

[First insertion: September 12, 1964]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 24-307. **QUEBEC FARM CRE-DIT BUREAU,** body politic and corporate, having

corporé ayant son siège social à Québec, demandeur, *vs* VICTORIEN BÉLANGER, cultivateur, de Notre-Dame-du-Lac, comté de Témiscouata, P.Q., défendeur.

« Un lot de terre, y compris les bâtisses y édifiées, situé en la paroisse de Notre-Dame-du-Lac, connu et désigné sous le lot numéro cinq (5) du rang quatre (IV) au cadastre officiel pour une partie de la seigneurie Madawaska (Lake Témiscouata) déposé le 5 novembre 1947 au bureau d'enregistrement de la division de Témiscouata; mesurant d'après arpèntage primitif, dix chaînes et soixante et une mailles au nord-est, dix chaînes et quinze mailles au sud-ouest, quatre-vingt-six chaînes de profondeur moyenne, contenant en superficie quatre-vingt-huit acres et sept dixièmes; borné au nord-ouest par le lot numéro quatre (4) appartenant à M. Victorien Bélanger, au nord-est par le lot trois (III) de ladite paroisse, au sud-est par le lot numéro six (6) appartenant à M. Réal Bérubé, au sud-ouest par le rang cinq (V). »

Pour être vendus à la porte de l'église de Notre-Dame-du-Lac, comté de Témiscouata, le DOUZIÈME jour de NOVEMBRE 1964, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif.

Bureau du Shérif, MAURICE MORIN,
Rivière-du-Loup, 7990-40-2-o
ce 23 septembre 1964. [Première insertion le 3 octobre 1964]

its head office at Québec, plaintiff, *vs* VICTORIEN BÉLANGER, farmer, of Notre-Dame-du-Lac, county of Témiscouata, P.Q., defendant.

"A lot of land, including buildings thereon erected, situated in the parish of Notre-Dame-du-Lac, known and designated under lot number five (5) of range four (VI) on the official cadaster for a part of the Madawaska Seigniorie (Lake Témiscouata) deposited on November 5, 1947, at the registration office of the division of Témiscouata; measuring, according to the original survey, ten chains and sixty-one links on the northeast, ten chains and fifteen links on the southwest, eighty-six chains of medium depth, containing an area of eighty-eight acres and seven-tenths; bounded on the northwest by lot number four (4) belonging to Mr. Victorien Bélanger, on the northeast by range three (III) of the said parish, on the southeast by lot number six (6) belonging to Mr. Réal Bérubé, on the southwest, by range five (V)."

To be sold at the church door of Notre-Dame-du-Lac, county of Témiscouata, on the TWELFTH day of NOVEMBER, 1964, at THREE o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,

Sheriff's Office, RIVIÈRE-DU-LOUP,
September 23, 1964. 7990-40-2
[First insertion October 3, 1964]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 95-103. **CAPITAINE FRANÇOIS LAVOIE**, domicilié à Petite Rivière St-François, comté de Charlevoix, et **MARIE LAVEOIE**, fille majeure, **LAURÉANNE LAVOIE**, fille majeure, Dame veuve **IRMA LAVOIE SIMARD**, veuve de Simon Simard, **STANLEY LAVOIE**, et **RENÉ LAVOIE**, tous domiciliés à Petite-Rivière St-François, et l'abbé **CLÉMENT LAVOIE**, professeur, séminaire de Chicoutimi, tous en leur qualité d'héritier de **FRANÇOIS LAVOIE contre Dame ÉMILIO BOUCHER**, domiciliée à 430 rue de l'Église, Ste-Foy, et **ÉMILIO BOUCHER** alias **ÉMILE BOUCHER**, tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes.

« Le lot portant le numéro 102, subdivision du lot originaire 232 (232-102) du cadastre officiel Ste-Foy, comté de Québec, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Foy, comté de Québec, le SIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif.

Me ANTOINE BOURGET, C.R.

Bureau du Shérif,
Québec, le 30 septembre 1964. 8027-40-2-o
[Première insertion: 3 octobre 1964.]
[Deuxième insertion: 24 octobre 1964.]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, to wit: Superior Court, No. 95-103. **CAPTAIN FRANÇOIS LAVOIE**, domiciled at Petite Rivière St-François, county of Charlevoix, and **MARIE LAVEOIE**, fille majeure, **LAURÉANNE LAVOIE**, fille majeure, Dame widow **IRMA LAVOIE SIMARD**, widow of Simon Simard, **STANLEY LAVOIE**, and **RENÉ LAVOIE**, all domiciled at Petite-Rivière St-François, and Father **CLÉMENT LAVOIE**, professor, seminary of Chicoutimi, all in their quality of heirs of **FRANÇOIS LAVOIE, against Dame ÉMILIO BOUCHER**, domiciled at 430 Church Street, Ste-Foy, and **ÉMILIO BOUCHER**, alias **ÉMILE BOUCHER**, as much personally as to authorize his wife for these presents.

"Lot bearing number 102, subdivision of the original lot 232 (232-102) on the official cadaster of Ste-Foy, county of Québec, with buildings thereon erected, circumstances and dependences."

To be sold at the church door of Ste-Foy, county of Québec, on the SIXTH day of NOVEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

Me ANTOINE BOURGET, q.c.,

Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, September 30, 1964. 8027-40-2
[First insertion: October 3, 1964.]
[Second insertion: October 24, 1964.]

SAGUENAY

De Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District de Saguenay

Cour de Magistrat, { JULES E. CLÉMENT,
No 15,591. { courtier d'assurances,
ayant un bureau d'affaires

à La Malbaie, district de Saguenay, demandeur; vs ALPHONSE MORIN, journaliste, demeurant à St-Siméon, district de Saguenay, défendeur;

a) Une terre située dans le rang Port au Persil, en la paroisse de St-Siméon, contenant trois arpents de largeur sur trente arpents de profondeur, plus ou moins, étant et composant le lot numéro quarante-six (46) du cadastre officiel de la paroisse de St-Siméon, bornée au nord-ouest à Henri Belley et au sud-est à Johnney Guérin avec toutes les bâtisses construites sur ladite terre, circonstances et dépendances, à distraire cependant les parties vendues au Ministère de la Voirie.

b) Une autre terre située dans le rang Ste-Anne, susdite paroisse de St-Siméon, étant et composant le lot numéro quatre-vingt-onze (91) du cadastre officiel de ladite paroisse de St-Siméon, bornée au nord-ouest à Henri Belley et au sud-est à Johnney Guérin continuant ladite terre environ trois arpents de largeur sur trente arpents de profondeur.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Siméon, comté de Charlevoix, district de Saguenay, JEUDI le CINQUIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1964 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif de Saguenay,

Bureau du Shérif, SYLVIO TREMBLAY.
La Malbaie, le 25 septembre 1964. 8003-40-2-0

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de Saint-François
Sherbrooke

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 28,117. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-

poré ayant siège social à Québec, demandeur, vs ALBERT GOSSELIN, cultivateur, R.R. 3, Bury comté de Compton, P.Q., défendeur, et ANDRÉ TROTTIER, C.A., 230 rue King ouest, Sherbrooke, mis-en-cause.

« Les terrains suivants situés dans le rang du Chemin Victoria connus et désignés sur le plan et dans le livre de renvoi officiels pour le canton de Bury, avec constructions et améliorations, comme étant:

1° Le lot numéro trente-et-un (31) contenant cinquante-quatre acres et une perche en superficie, plus ou moins;

2° Le lot numéro trente-et-un « A » (31 a), contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins;

3° Toute cette partie des lots numéros trente « B » (Ptie 30-B) et trente-deux « D » (Ptie 32-D) située sur le côté nord du chemin et se rendant jusqu'à la ligne du chemin de fer Canadien Pacifique, contenant soixante-quinze acres en superficie, plus ou moins, bornée au nord, par le chemin de fer, au sud, par le chemin, à l'est et à l'ouest, par les lignes desdits lots.

Sujets lesdits lots à une servitude en faveur de la Southern Canada Power Co. Suivant acte

SAGUENAY

De Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Magistrate's Court, { JULES E. CLÉMENT,
No. 15,591. { insurance broker, hav-

ing a place of business in La Malbaie, district of Saguenay, plaintiff, vs ALPHONSE MORIN, day-labourer, residing at St-Siméon, district of Saguenay, defendant.

(a) A farm situated on Port au Persil Range, in the parish of St-Siméon, measuring three arpents in width by thirty arpents in depth, more or less, being and composing lot number forty-six (46) in the official cadaster of the parish of St-Siméon, bounded on the north-west by Henri Belley, and on the south-east by Johnney Guérin, with all the buildings constructed on the said farm, circumstances and dependencies; to be withdrawn, however, are the parts sold to the Department of Roads.

(b) Another farm situated on Ste-Anne Range, in the above-mentioned parish of St-Siméon, being and composing lot number ninety-one (91) in the official cadaster of the said parish of St-Siméon, bounded on the north-west by Henri Belley, and on the south-east by Johnney Guérin; the said farm measures approximately three arpents in width by thirty arpents in depth.

To be sold at the church door of the parish of St-Siméon, county of Charlevoix, district of Saguenay, on THURSDAY, the FIFTH day of the month of NOVEMBER, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

SYLVIO TREMBLAY,

Sheriff's Office, Sheriff of Saguenay.
La Malbaie, September 25, 1964. 8003-40-2

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis
Sherbrooke

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT
No. 28,117. { BUREAU, body politic

and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, vs ALBERT GOSSELIN, farmer, R.R. 3, Bury, Compton County, P.Q., defendant, et ANDRÉ TROTTIER, C.A., 230 King St., West, Sherbrooke, mis en cause.

« The following lots of land situated in the range of Victoria road, known and designated on official plan and book of reference for the township of Bury, with buildings and improvements, as being:

1. Lot number thirty-one (31) containing fifty-four acres and one perch in superficial area, more or less;

2. Lot number thirty-one "A" (31 a), containing fifty acres in superficial area, more or less;

3. All that part of lots numbers thirty "B" (pt. 30-B) and thirty-two "D" (pt. 32-D) situated on the north side of road and going to the Canadian Pacific Railway line, containing seventy-five acres in superficial area, more or less, bounded to north by the railway, to south by the highway, to east and west by the lines of said lots.

The said lots subject to a servitude in favour of "Southern Canada Power Co., according to a

enregistré au bureau d'enregistrement de Compton, sous numéro 64,868.

Sujets également lesdits lots à une servitude de passage pour l'établissement d'une ligne de téléphone et de télégraphe en faveur de La Compagnie de Téléphone Bell du Canada ».

Pour être vendus « en bloc » au bureau d'enregistrement, à Cookshire, MERCREDI, le QUATORZIÈME (14) jour d'OCTOBRE 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sherbrooke, ce 4 septembre 1964.
7802-37-2-o
[Première insertion, le 12 septembre 1964]

registered deed at the Registry office of Compton, under number 64,868.

The said lots equally subject to a right of way servitude for the installation of a telephone and telegraph line in favour of Telephone Bell Company of Canada."

To be sold "en bloc" at the Registry Office, at Cookshire, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH (14) day of OCTOBER, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

*DONAT JACQUES,
Sheriff.*

Sheriff's Office,
Court House,
Sherbrooke, September 4, 1964.
7802-37-2
[First insertion, September 12, 1964]

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Ville de Aylmer

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville d'Aylmer que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique au Bureau du Conseil Municipal à l'Hôtel de Ville de la susdite municipalité, 120 rue Principale, LUNDI, le DEUXIÈME jour de NOVEMBRE 1964, à ONZE heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et intérêts plus les frais encourus à moins que ces taxes, intérêt et frais ne soient payés avant la vente.

Town of Aylmer

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary Treasurer of the town of Aylmer, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the municipality Council in the Town Hall, of the above mentioned Municipality, 120 Main street on MONDAY, the SECOND day of NOVEMBER 1964 at ELEVEN o'clock in the forenoon, for non payment of municipal and school taxes and interest plus the costs incurred, unless said taxes, interest and cost are paid before the sale.

Nom des propriétaires Owners' name	No de cadastre Cadastral No.	Taxes Munic. Munic. Taxes	Taxes Scol. School Taxes	Intérêt Interest	Total
Brown, C	27-2021	\$ 7.23	\$ 11.33	\$ 0.73	\$ 19.29
Gauthier, Maurice	110-782	68.48	41.23	5.51	115.22
Grandbois, Léonard	204-2176	77.86	36.55	2.81	117.22
Griffin, M. James	2-1781, 3-1781 et-and 4-1781	258.22	229.40	21.98	509.60
Keleen Ronald	286-782	3.40	5.15	0.65	9.20
K and K. Business Investments	1605	256.18	145.73	19.37	421.28
Longpré, Léo	2096	144.96	102.57	10.43	257.96
Quesnel, Arthur	539	27.55			27.55
Roney, Joseph J.	664	250.79	97.62	0.98	349.39
Sanders Mrs., J.L.I.	19-1781	11.74	14.99	1.88	28.61
Sargent, D.	135-11, P. 134-11	129.80	94.76	11.76	235.91
Schrankler, Karl	P. 1763	68.18	26.49	2.76	97.43
Vilon, Mme-Mrs Madeleine	1408	192.98	128.21	13.39	334.58

Donné à Aylmer, Qué., ce vingt-deuxième jour de septembre 1964.

*Le Secrétaire-trésorier,
L.-C. SAVARD.*

7988-40-2-o

Given at Aylmer, Que., this twenty-second day of September 1964.

*L.-C. SAVARD,
Secretary-Treasurer.*

7988-40-2-o

INDEX No 40

ARRÊTÉS en Conseil

ORDERS in Council

1801 - Règlements de la Réserve de chasse et de pêche de Matane et de la Réserve de chasse et de pêche des Chic Choc	5154
1801 - Regulations of the Matane Fish and Game Reserve and of the Chic Choc Fish and Game Reserve	5154
1802 - Périodes de chasse au chevreuil dans la province, spécialement dans la Zone B	5155
1802 - Hunting periods in for deer in the Province, especially in Zone B	5155
1816-G - Construction, Saguenay	5155

ASSOCIATION Coopérative

COOPERATIVE Association

Association Coopérative du Centre des Loisirs de Les Boules (L') - (Règl. - By-law)	5156
---	------

AVIS

Greater Montreal, p.s.b. (*Redemption of bonds*) 5156
 Loi Électorale du Québec (*Agence de publicité*) 5157
 Montréal Métropolitain, c.s.p. (*Rachat d'obligations*) 5156
 Quebec Election Act (*Publicity Agency*) 5157

COMPAGNIES

Avis relatifs à la loi des Chartes — Abandon de

COMPANIES
Notices relative to the Act of Charters — Surrender of

Asselin (J. A.) & Fils Ltée, Division des Accessoires Électriques. 5158
 Asselin (J. A.) & Sons Limited, Electrical Appliances Division 5158
 Blackburn (Alfred) Incorporée 5157
 Federal Interoceanic Line Ltd. 5157
 Hartco Steel Products Ltd. 5158
 Keewa Quebec Mines Limited 5158
 Menuiserie Chalifour Limitée 5158
 Minute Parking Ltd. 5159
 Murray Mining Corporation Limited .. 5158
 Reserve Carbon Canadian Corporation Ltd. 5159

Divers

Miscellaneous

Asbestos Children Wear Inc. (*Dir.*) 5159
 Columbia International Ltd. (*Dir.*) 5160
 Molson (Quebec) limitée (*Dir.*) 5159
 Optimistes d'Arvida inc. (Les) — (*Règl.-By-laws*) 5159
 Pastor Johnson-CKGM Charitable Foundation (*Règl.-By-laws*) 5160
 Victoria Lumber Company Limited (*Dist.: Actif — Assets*) 5160

Lettres patentes

Letters Patent

Abattoirs Auger inc. (Les) 5106
 Acme Steeple Jack Ltd. 5106
 Agence Noël Pominville inc. 5107
 Airport Inc. 5107
 Antique Fair Inc. 5107
 Anton & Bolduc Inc. 5108
 Asbestos Boulevard Auto Limited. 5108
 Associated Enterprises (1964) Limited. 5109
 Association parents-maitres, St-Georges inc. 5109
 B. G. Equipment Inc. 5124
 Belle Upholstering Co. Ltd. (La) 5109
 Bibliothèque du Jour inc. (La) 5110
 Boily (Maurice) ltée 5110
 Boisvert (Ray) Sportswear Inc. 5110
 Boucher (L.) inc. 5111
 Boulangerie Ducoteau ltée (La) 5111
 Bouvillon (Cowansville) inc. (Le) 5111
 Brassière Jouvence inc. 5112
 Brome Central Construction Inc. 5112
 Brome Holdings Inc. 5112
 C. M. C. inc. 5113
 Calendrier & bottin téléphonique du centre social italien de l'Est inc. 5113
 Camellia Swimwear & Sportswear Ltd. 5113
 Cardinal Lithoplate Corp. 5114
 Centre bar laitier inc. 5114
 Centre Milk Bar Inc. 5114
 Céramique des Monts inc. 5115
 Chambly Plastic Inc. 5115
 Chenor (Québec) inc. 5115
 Club automobile de la Diable 5116
 Club camping Rive-Sud (Montréal) inc. (Le) 5116
 Club de la Seigneurie De Lanaudière inc. (Le) 5116
 Club de quilles des 300 de Rimouski inc. (Le) 5117
 Club nautique de l'île Goyer inc. 5117

NOTICES

Club social des syndicalistes de la région de Québec (Le) 5117
 Compagnie Rayguy internationale ltée (La) 5128
 Comptoirs Horizon inc. 5118
 Confiseries de l'Isle inc. (Les) 5118
 Construction Guy Villeneuve ltée. 5119
 Corporation de l'hôpital général de Chandler 5119
 Côté (Adrien) ltée. 5119
 Créations Giustino inc. 5120
 D. D. transport ltée. 5120
 Dane Automotive Products Ltd. 5120
 Dangil Investment Corporation 5121
 Décoration Dupuis inc. 5121
 Des Monts Ceramic Inc. 5115
 Développement des Deux Montagnes inc. (Le) 5121
 Devil's River Automobile Club 5116
 Doneuil Ltd. 5122
 Doneuil ltée 5122
 Dupuis (Frank A.) & cie ltée 5122
 Dupuis (Frank A.) & Co. Ltd. 5122
 El-Mec Advanced Tutoring Institute Inc. 5123
 Entrepreneurs Samson inc. (Les) 5123
 Entreprises Fontaine inc. (Les) 5123
 Équipement B. G. inc. 5124
 European Holidays Limited. 5124
 Festivals du football de Montréal inc. (Les) 5138
 Fleur de Lys Sanitary Products Ltd. ... 5142
 Fournisseurs Professionnels inc. (Les) .. 5124
 Frappier (Félicien) inc. 5125
 Guité incorporée 5125
 Hamel (Réal) inc. 5125
 Hermes Construction Co. Ltd. 5126
 Hope Investment Corp. 5126
 Hôpital Notre Dame de Gatineau ltée. 5126
 Hôtel Larose ltée 5127
 Hudson Copper Mines Ltd. 5127
 Huiles Montclair inc. (Les) 5138
 Industries de Saint-Camille limitée (Les) 5128
 International Rayguy Co. Ltd. 5128
 Labbé (J. V.) inc. 5128
 Laboratoire Charles-Alain ltée. 5129
 Labrador Exploration (Quebec) Limited 5129
 Lacombe automobiles ltée 5130
 Laiterie Bastien inc. 5130
 Lakeshore General Hospital Foundation 5130
 Lalongé (Harold) inc. 5131
 Lamy (Pierre) inc. 5131
 Landry (R.) inc. 5132
 Larco Limited 5132
 Larco limitée 5132
 Lauzon (Maurice) inc. 5132
 Lepage (Alphonse) inc. 5133
 Lieblinger Social Association — (Lieblinger Vergnuegungs Verein) 5133
 Loisirs St-François-Xavier (Chicoutimi) inc. 5134
 Lutheran Campus Foundation of Quebec (The) 5134
 MacCallum Building Services Ltd. 5134
 Magasin Landry (St-Marc) limitée 5135
 Maison Du-Beau draperies inc. 5135
 Manufacture de boîtes de St-Hyacinthe inc. 5136
 Marché R. David inc. 5136
 Martin's (Nick) Supper Club Inc. 5136

Lettres patentes (suite)	Letters Patent (continued)	Sièges sociaux	Head Offices
Maxwell Enterprises Ltd.	5137	Alloy Manufacturing Ltd.	5161
Metro Masonry Corporation	5137	Berkam Investments Limited	5161
Métropole Motel Ltd.	5139	Bulkley Dunton Canada Ltd.	5162
Milton Food Shop Ltd.	5137	Consortium Fecteau-Trottier Inc.	5162
Montclair Fuels Inc.	5138	Dolsan Mines Ltd.	5162
Montréal à La Carte, inc.	5138	Elmor Investment Corp.	5162
Montreal Football Festivals Inc.	5138	Loncar Inc.	5163
Montrose Investment Corp.	5139	Pruth Mining Investment Company (The)	5163
Motel Métropole ltée.	5139	Restaurant Le Bam Boo Inc.	5163
North American Trading Corporation	5140	Rive-Nord Auto Inc.	5161
North End Garage Inc.	5140	Société Générale d'Investissement des Professionnels et Hommes d'Affaires Limitée	5161
Oeuvre des Vocations de Trois-Rivières.	5160	Valley Auto Inc.	5161
Paquet (Édouard) inc.	5140	Zireo Inc.	5160
Pesant (Émile) inc.	5141		
Pierce Delicatessen & Restaurant Ltd.	5141	DEMANDE	APPLICATION
Placements famille Racine inc.	5141	à la Législature	to Legislature
Pompes Rouville inc. (Les)	5142	Terkeltaub, David Desideriu	5163
Produits sanitaires Fleur de Lys ltée (Les)	5142		
Queen Mary Road Holding Ltd.	5143	EXAMEN	EXAMINATION
Ronderosa Corporation	5143	des Agronomes	Agronomists
Rouville Pumps Inc.	5142	Aspirants à l'étude de l'agronomie	5164
Normand Roy — marine inc.	5143	Candidates to the study of agriculture	5164
St-Agapit Furniture Inc.	5144		
St Genevieve Auto Body Ltd.	5144	MINISTÈRES	DEPARTMENTAL
Salon des quilles (St-Félicien) ltée	5144	Affaires municipales	Municipal Affairs
Samson Contractors Inc.	5123	St-Jérôme, cité — city (Règl.— By-law C-360)	5166
Shahrazade Middle East Restaurant Inc.	5145		
Société de développement de la région de la Matapédia inc.	5145	Éducation	Education
Soquema inc.	5146	Municipalité scolaire de:	School Municipality of:
South-Shore Camping Club (Montreal) Inc. (The)	5116	Bellecombe (Acc.— Grant.)	5167
Sutton Motor Sales Ltd.	5146	Ste-Anne-de-Beaupré (Acc.— Grant.)	5167
Telin Ltd.	5146	St-Michel, village (Dem.— Appl.)	5167
Top Realty Inc.	5147		
Trojan Construction Ltd.	5147	Terres et Forêts	Lands and Forests
Two Mountains Development Inc.	5121	Cadastre:	Cadastre:
Union mobilière du St-Laurent inc.	5147	Notre-Dame du Sacré-Coeur, par.	5167
Usine d'équipement d'épicerie du Qué- bec cie ltée	5148	St-Augustin, par.	5167
Valleyfield Photo Service Inc.	5148	St-Martin, par.	5168
Vestshell Inc.	5148		
Villeneuve (Guy) construction Ltd.	5119	Travail	Labour
Vulcanisation Daigle inc.	5149	Industrie ou métiers de:	Industry or Trades of:
Whitworth Manhattan Electronics Inc.	5149	Automobile, Cantons de l'Est (Appr.)	5173
		Automobile, Drummond (Prél.— Levy)	5176
		Automobile, Eastern Townships (Appr.)	5173
		Automobile, Joliette (Prél.— Levy)	5175
		Barbers and hairdresser, Hull (Amend.)	5173
		Barbiers-coiffeurs et coiffeurs pour da- mes, Hull (Mod.)	5173
		Coiffeurs pour dames, Montréal (Avis)	5168
		Commerce de détail, Asbestos (Prél.)	5178
		Construction, Cantons de l'Est (Prél.)	5179
		Construction, Eastern Townships (Levy)	5179
		Ladies' hairdressers, Montreal (Notice)	5168
		Retail trade, Asbestos (Levy)	5178
		Voirie	Roads
		Entretien de routes discontinué	5181
		Maintenance of roads discontinued	5181
		NOMINATION	APPOINTMENT
		Président d'élection	5182
		Returning-Officer	5182
Lettres patentes supplémentaires	Supplementary Letters Patent		
Association du 22ième inc. (L')	5150		
Atlas Dictating Equipment Inc.	5150		
Beaubien (L. G.) & Lévesque (J. L.) inc.	5150		
Bétons Rivière-du-Loup limitée (Les)	5150		
Biltwell Containers Ltd.	5151		
Cataractes sports ltée.	5151		
Cavendish, Restaurant Inc. (La)	5151		
Comet construction inc.	5151		
Fonderie Grand'Mère ltée	5152		
Formules d'Affaires Modernes ltée	5153		
Grand'Mère Foundry Ltd.	5152		
Immeuble et Prêt G. Perron ltée	5152		
Immeubles R. J. Bédard inc. (Les)	5152		
Imprimerie provinciale inc.	5152		
Joy Oil (Quebec) Limited	5152		
Kresno Stamm Mfg. Co. (Canada) Ltd.	5153		
Modern Business Forms Ltd.	5153		
Montreal Chinese Young Men's Chris- tian Institute (The)	5153		
Radio & Television Sales Inc.	5153		
Société Lessard et fils inc. (La)	5154		
Sogefor Ltd.	5154		
Sogefor ltée.	5154		

PROCLAMATIONS	PROCLAMATIONS	Bedford	Bedford
Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville d'Aylmer au territoire du village de Deschênes	5182	Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Beaugregard	5195
Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Aylmer to the territory of the village of Deschênes	5182	Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Parent <i>et al.</i>	5195
Fixation du 12 octobre 1964, comme jour d'actions de grâces	5183	Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Beaugregard	5195
Fixing October 12, 1964 as Thanksgiving Day	5183	Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Parent <i>et al.</i>	5195
SOUSSIONS	TENDERS	Bonaventure	Bonaventure
Châteauguay, c.s.-s.c.	5187	Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Cyr	5196
Deux-Montagnes, cité	5188	Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Huard	5197
Duburger, ville - town	5185	Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Cyr	5196
La Tuque, ville - town	5184	Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Huard	5197
St-Lambert, c.s.c.-c.s.c.	5186	Chicoutimi	Chicoutimi
Saint-Victor, c.s.-s.c.	5190	Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Tremblay	5198
Two-Mountains, city	5188	Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Tremblay	5198
SYNDICAT	SYNDICATE	Joliette	Joliette
Professionnel	Professional	Bank of Nova Scotia <i>vs</i> Massicotte	5198
Syndicat des producteurs de bleuets de Authier (Le) - (Const. - Inc.)	5191	Banque de Nouvelle-Écosse (La) <i>vs</i> Massicotte	5198
VENTES	SALES	Kamouraska	Kamouraska
Effets non-réclamés	Unclaimed Goods	Côté & Godbout Inc. <i>vs</i> Marquis	5199
Canadian Pacific Express Company	5191	Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Bélanger	5199
Loi de faillite	Bankruptcy Act	Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Bélanger	5199
Desjardins, Roger	5191	Québec	Quebec
SHÉRIFS	SHERIFFS	Lavoie <i>et al vs</i> Boucher <i>et vir</i>	5200
Abitibi	Abitibi	Saguenay	Saguenay
King City Sand & Crushed Stone Company Limited <i>vs</i> Lambert	5193	Clément <i>vs</i> Morin	5201
Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Crépault	5192	Saint-François	Saint Francis
Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Crépault	5192	Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Gosselin	5201
Beauce	Beauce	Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Gosselin	5201
Tanguay (R.) Automobile Ltée <i>vs</i> Gagnon	5193	Taxes	Taxes
Beauharnois	Beauharnois	Aylmer, ville - town	5202
St-Timothée de Beauharnois <i>vs</i> Lauzon <i>et al.</i>	5194		

